J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50 MARDI 28 MAI 2024 / N° 7933

Portrait
Manu Katché, batteur et compositeur qui met l'humain au cœur ●●● PAGE 18



Reportage
Dans les campagnes de Géorgie, à la rencontre des pro-russes ●●● PAGE 5

Espace
La course à la planète Uranus se fera-t-elle sans l'Europe? ●●● PAGE 9

Tennis
Rafael Nadal n'a pas signé de come-back gagnant à Roland Garros ●●● PAGE 16

Ramadan et sa plaignante dos à dos

PROCÈS Une année après l'acquittement de Tariq Ramadan, Brigitte poursuit son combat judiciaire devant la Chambre pénale d'appel et de révision de Genève

■ La plaignante, qui accuse toujours l'islamologue de l'avoir sauvagement violée en 2008, a expliqué son désarroi aux juges de la cour

■ Interrogée concernant ses messages sur les réseaux, elle assure que certains sont des faux. Tant l'accusatrice que l'accusé évoquent une machine infernale

■ Récit du premier jour de procès, où la tension est retombée. Il doit se poursuivre ce mardi avec l'audition des témoins, dont Stéphane Lathion, ex-ami de Ramadan

●●● PAGE 7

«Nous avons besoin d'une OMS forte»

SANTÉ PUBLIQUE La conseillère fédérale **Elisabeth Baume-Schneider** a participé hier à l'ouverture de la 77e Assemblée mondiale de la santé au Palais des Nations à Genève. Accordant un entretien au *Temps*, elle a rappelé son soutien à la poursuite du projet de traité pandémique: «L'OMS a joué un rôle essentiel durant le covid, mais elle œuvre aussi de façon active et pragmatique à l'éradication de nombreuses maladies. C'est une organisation qui sauve des vies.»



●●● PAGE 3

A l'Unil, des profs fichés

PROCHE-ORIENT Un collectif pro-palestinien a dressé et publié une liste de chercheurs de l'Université de Lausanne ayant collaboré avec des collègues israéliens

■ L'alma mater se contente de fournir aux personnes mises au pilori un nom de contact «si elles devaient être mises en difficulté»

●●● PAGE 6

A Rafah, un camp de déplacés bombardé par Tsahal



GUERRE Dans la nuit de dimanche à lundi, des frappes aériennes israéliennes ont touché un centre pour réfugiés dans le sud de la bande de Gaza, entraînant la mort d'au moins 45 personnes selon le Ministère de la santé du Hamas. Les réactions internationales sont vives. *(RAFAH, 27 MAI 2024/HAITHAM IMAD/EPA)*

●●● PAGE 4

ÉDITORIAL

Face à Donald Trump, la lassitude des Américains

SIMON PETITE
@simonpetite

Le procès contre Donald Trump entre dans la dernière ligne droite avec ce mardi les plaidoiries, puis les délibérations du jury, avant un verdict probablement à la fin de la semaine. L'ancien président et favori dans la course à la Maison-Blanche est accusé par la justice new-yorkaise d'avoir falsifié des documents comptables pour dissimuler des paiements à une ancienne maîtresse afin d'influencer l'élection de 2016 qu'il avait remportée face à Hillary Clinton.

Si un seul des 12 jurés doute de sa culpabilité, l'accusé échappera à une condamnation. Mais, à ce stade, un constat s'impose: ce procès historique (jamais un ancien président, qui plus est le candidat à la prochaine présidentielle, n'a été poursuivi par la justice pénale) ne passionne pas les Américains.

Dans cette société du spectacle, l'absence de caméras dans la salle d'audience y est pour beaucoup. Malgré la couverture massive des chaînes d'information en continu, les audiences ont légèrement augmenté mais sont restées très loin de l'énorme intérêt généré par le procès de la star déchue du football américain O.J. Simpson ou de celui opposant l'acteur Johnny Depp et son ex-compagne Amber Heard.

Ce désintérêt est confirmé par les sondages. Selon une enquête menée durant la première quinzaine de mai pour Yahoo! et YouGov, seuls 16% des Américains disaient suivre attentivement ce procès. Mais, en comptant les personnes écoutant les débats d'une oreille, près de la moitié des sondés ont toutefois suivi cette affaire.

Le duel avec Joe Biden se jouera dans un mouchoir de poche

Sans doute le seul qui se tiendra contre le candidat avant l'élection de novembre, le procès new-yorkais avait aussi une valeur pédagogique limitée. Les faits, et le mépris pour les femmes de Donald Trump, sont connus depuis des lustres. Malgré quelques sorties mémorables – «Si cette histoire était fausse, je l'aurais écrite de manière qu'elle soit bien meilleure», a lancé à la barre l'ancienne actrice et réalisatrice de films X Stormy Daniels –, il n'y a pas eu de grande révélation.

Après avoir été coincé six semaines dans un tribunal en silence – Donald Trump n'a pas eu le courage de témoigner –, le prévenu va subir l'épreuve du verdict. Le duel du 5 novembre avec Joe Biden se jouera dans un mouchoir de poche. Il serait présomptueux de minimiser l'impact d'une condamnation ou d'un acquittement, sans compter la possibilité d'un appel. Mais la lassitude des Américains joue indéniablement en faveur de Donald Trump, aussi inculpé pour l'attaque du Capitole et le recel de documents secrets. Ces affaires sont bien plus graves et importantes pour l'avenir du pays. Ces déboires judiciaires auraient disqualifié n'importe quel autre candidat. Pas Donald Trump. Pas dans le climat aussi polarisé des Etats-Unis. ▬

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tel +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
022 539 10 75



«Une vie ici, une voix ici… »: la charrue avant les bœufs

OPINION



CÉLINE AMAUDRUZ
CONSEILLÈRE NATIONALE (UDC/GE), VICE-PRÉSIDENTE DE L'UDC

L'accès aux droits démocratiques n'est pas le préambule mais la consécration d'un processus d'intégration réussi

Derrière un titre séduisant, l'initiative «Une vie ici, une voix ici… Renforçons notre démocratie!» vise à contourner les exigences liées à l'obtention de la nationalité suisse. Contrairement à ce que d'aucuns prétendent, le passeport à croix blanche n'est pas un simple document permettant de voyager, mais un signe d'appartenance réservé aux seuls Helvètes. Le statut de citoyen suisse confère au bénéficiaire des droits démocratiques rares, voire inexistants dans le monde. Grâce à la démocratie directe, nous avons tous l'opportunité de revoir les décisions parlementaires ou de proposer de nouveaux textes constitutionnels. Le référendum ou l'initiative populaire font du citoyen suisse le véritable détenteur du pouvoir politique.

Cette situation enviable entraîne également des devoirs comme le service militaire pour les hommes. Les uns ne vont pas sans les autres. Comme l'écrivait la militante féministe ukrainienne Lessia Oukraïnka au début du siècle passé, «les droits sans obligations, c'est l'anarchie.» Si l'on se réfère aux propos de cette femme proche des marxistes et des sociodémocrates, c'est l'anarchie que l'initiative nous promet. Elle vise à couper le lien essentiel unissant droits et devoirs. Contrairement à ce qu'avancent les promoteurs du texte, l'accès aux droits démocratiques n'est pas le préambule mais la consécration d'un processus d'intégration réussi.

Ici, on nous propose de remettre la médaille avant la course, en espérant que le bénéficiaire voudra bien accomplir le parcours ensuite. Quel intérêt y aurait-il à courir dès lors que vous avez déjà la récompense? Ce n'est qu'après les examens qu'on remet le diplôme, pas avant.

Mais adaptons le principe de «la charrue avant les bœufs» à un parti politique afin d'illustrer la logique de l'initiative «Une vie ici, une voix ici… Renforçons notre démocratie!». Prenons, au hasard, Les Vert·e·s. Les non-membres prendraient part aux assemblées générales, voteraient, voire seraient élus, ceci avec l'espoir qu'ils deviennent par la suite des écologistes purs et durs. Il y a gros à parier qu'un tel changement de statuts serait vivement combattu. Les membres seraient sans doute nombreux à estimer qu'il appartient aux seuls Vert·e·s de façonner l'avenir des Vert·e·s et ils auraient raison. Pourtant, les mêmes nous invitent à soutenir une initiative qui veut le contraire au niveau cantonal.

L'initiative pose également le problème du réflexe communautariste. En réservant les droits aux seuls citoyens suisses, c'est une communauté de destin qui se prononce sur son futur. Dès lors que de nombreuses nationalités sont amenées à voter et élire, il est évident que chaque groupe humain aura fortement tendance à défendre ses intérêts au détriment de l'intérêt général.

Ce n'est pas un hasard si nous recevons souvent dans nos boîtes aux lettres des courriers électoraux en plusieurs langues. Les expéditeurs cherchent à convaincre des communautés étrangères dont l'intégration est manifestement défaillante puisque ne parlant notre langue. Il est curieux d'entendre les partisans de l'initiative expliquer que le risque communautariste n'existe pas, tout en cherchant précisément à séduire les communautés étrangères.

D'un point de vue pratique, il semble pour le moins raisonnable d'exiger de tout étranger désireux de s'engager politiquement d'entreprendre le processus de naturalisation. Obtenir le passeport suisse n'est de loin pas le parcours du combattant que la gauche décrit volontiers. Parler une langue nationale, s'intéresser à notre pays, y avoir séjourné durant un certain temps, en comprendre son fonctionnement, ses valeurs: aucune exigence extravagante, juste le bagage nécessaire pour disposer des droits que confère le passeport suisse.

Dans la mesure où la naturalisation n'est de loin pas un obstacle, se pose la question de savoir quelles pourraient être les motivations d'une personne qui voudrait participer à notre vie démocratique sans accepter d'acquérir notre passeport. Vouloir participer aux décisions d'une société dont on se refuse à être membre a quelque chose de contradictoire. Nos droits et devoirs forment un tout, on ne choisit pas à la carte. Celui qui refuse la nationalité suisse doit également renoncer aux droits qu'elle confère. ■

Le «syndicat» du régime de Poutine n'a pas sa place au conseil d'administration de l'OIT

OPINION



VASYL ANDREYEV
VICE-PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS D'UKRAINE

L'élection à venir au conseil d'administration de l'OIT sera l'une des plus lourdes d'enjeux depuis 1945



En tant que confédération syndicale de l'Ukraine (FPU), nous nous battons chaque jour avec notre travail et avec nos vies pour défendre la démocratie, les droits humains, sociaux et syndicaux, pour une paix juste et pour la liberté dans notre pays et dans toute l'Europe, contre l'agression du régime fasciste de Vladimir Poutine. Nous le faisons aussi avec vigueur et constance dans toutes les instances où nous sommes représentés comme syndicat, comme au sein de la Confédération syndicale internationale (CSI) et dans les organes de l'Organisation internationale du travail (OIT). C'est en raison de cet attachement à la démocratie, à la liberté et aux droits de l'homme que nous ne pouvons pas rester silencieux sur la procédure de nomination en cours de plus en plus préoccupante du conseil d'administration de l'OIT, une des plus importantes agences spécialisées de l'ONU.

Actuellement, nous nous voyons confrontés, au sein de la CSI, à une proposition, soutenue par son nouveau secrétaire général, visant à inclure au sein du conseil d'administration de l'OIT la confédération syndicale qui soutient Vladimir Poutine et qui se donne le titre de Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR).

La FPU est fermement opposée à cette proposition, tout comme le sous-groupe régional pour l'Europe de la CSI, nous sommes unis dans notre demande d'exclusion de la FNPR de la liste des représentants des travailleurs au sein de l'organe directeur de l'OIT. Vladimir Poutine, recherché pour crimes de guerre par la justice internationale, a pris la parole en personne il y a quelques semaines au congrès de la FNPR en tant qu'invité d'honneur. Il a expressément remercié cette organisation pour la «création de véritables syndicats sur nos territoires historiques et libérés», ce qui signifie littéralement que la FNPR joue un rôle actif dans l'occupation illégale de l'Ukraine et participe pleinement de la stratégie du pouvoir russe. La complicité de la FNPR dans l'annexion illégale du territoire ukrainien et les crimes de guerre – confirmés par la Cour internationale de justice – qui y ont été commis est donc établie. Le service de presse de Vladimir Poutine a d'ailleurs traduit en anglais et publié l'intégralité de l'éloge prononcé à la FNPR. D'autres textes de la FNPR adoptés au congrès de 2024 fournissent des preuves supplémentaires.

Sur le terrain, des cadres de la FNPR ont été envoyés et installés dans les régions de l'Ukraine annexées illégalement où ils accomplissent le sale boulot pour le régime dans le monde du travail. Cela inclut l'étouffement de la démocratie, la suppression de la liberté et des droits syndicaux, ce qui facilite le travail forcé et les déportations.

L'élection à venir au conseil d'administration de l'OIT à partir du 3 juin sera l'une des plus lourdes d'enjeux depuis 1945 pour notre région européenne et pour la CSI. La FNPR fait partie intégrante d'une machine de guerre à caractère génocidaire au cœur de l'Europe. La Confédération syndicale internationale a d'ailleurs suspendu la FNPR. Le sous-groupe régional pour l'Europe a, lui, d'emblée exclu tout soutien en vue de l'élection de l'un de ses représentants au sein de l'organe directeur de l'OIT.

Nous appelons la direction de la CSI à comprendre ce point capital: il ne peut pas y avoir d'organisation complice de crimes de guerre comme la FNPR représentée dans l'organe directeur de l'OIT. Cela serait aussi en radicale contradiction avec la campagne internationale menée par la CSI en faveur de la démocratie. Toute autre décision compromettrait gravement la crédibilité de la CSI en tant que force se battant pour la liberté et le respect des droits humains, sociaux et syndicaux. ■

PODCAST



Dans notre nouveau podcast politique, deux fois par mois, nos spécialistes maison, des responsables politiques et des observateurs avertis se confient au micro de «Sous la Coupole». Dernier invité: **Philippe Nantermod**, le conseiller national PLR valaisan qui ne mâche pas ses mots pour dénoncer l'initiative «Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance maladie». Il revient aussi sur les occupations des universités: «Quand on braille des slogans, on ne débat pas». A écouter sur les plateformes Spotify et Apple Podcasts.

www.letemps.ch/podcasts



La paix en Ukraine: que s'est-il passé à Istanbul?

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

Si la guerre se prolonge en Ukraine, c'est la faute des puissances occidentales. Boris Johnson, premier ministre britannique, et les responsables américains auraient fait échouer un traité de paix que la Fédération de Russie et l'Ukraine étaient sur le point de conclure au printemps de 2022. Cette version propagée par la partie russe est sans fondement, comme le démontrent deux chercheurs américains, Samuel Charap et Sergey Radchenko dans un article publié le mois dernier dans la revue *Foreign Affairs*.

Ces deux spécialistes ont reconstitué en détail les pourparlers qui ont commencé en Biélorussie le 28 février, moins d'une semaine après l'invasion russe et la tentative de capturer Kiev, et se sont poursuivis à Istanbul jusqu'à la fin mai. Ils ont analysé le texte de projet d'accord. Ils ont parlé à des témoins, ont lu toutes les déclarations y relatives. Ils ont constaté que les positions des parties sont restées très éloignées l'une de l'autre. Le 29 mars, elles ont publié le «communiqué d'Istanbul», un document rédigé par la partie ukrainienne, qui a servi de base aux discussions et qui contenait les grandes lignes d'un traité intitulé «Propositions clés pour un traité sur des garanties de sécurité en faveur de l'Ukraine». Mais il y avait loin de la coupe aux lèvres.

La partie russe exigeait d'abord que l'Ukraine retourne au statut de neutralité qu'elle pratiquait avant 2014. La partie ukrainienne s'y serait prêtée, tout en insistant pour un cessez-le-feu et la création de corridors humanitaires, puis elle s'est concentrée sur des garanties de sécurité. La Russie et les autres membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que l'Allemagne, l'Italie, Israël, la Turquie et la Pologne se seraient engagés à intervenir militairement si l'Ukraine devait être à nouveau attaquée. Pour la Russie, il s'agissait d'une démarche collective des pays garants; pour l'Ukraine, c'était un engagement individuel de chaque Etat partie, plus précis même que l'article V du traité instituant l'OTAN. Kiev n'a pas consulté au préalable les pays mentionnés.

C'était faire l'addition sans l'aubergiste: les pays occidentaux, qui ne voulaient pas de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, n'étaient pas non plus disposés à signer un traité qui aurait pu les entraîner dans un conflit armé avec la Russie.

Tel est le message que Boris Johnson est venu transmettre au président Zelensky à Kiev le 9 avril 2022: les pays occidentaux soutiendront l'Ukraine en lui envoyant des armes, mais ils excluent de lui fournir des troupes. Ils ne sont donc pas d'accord avec le projet de traité en train d'être discuté avec la Russie.

Entre-temps, le vent a tourné. L'armée ukrainienne a brisé l'encerclement de Kiev et repoussé l'envahisseur au nord-est du pays. Moscou présente comme un geste de bonne volonté, destiné à faciliter l'accord, ce qui est en fait la déroute de son armée. Le 4 avril Zelensky se rend à Boutcha où l'on a découvert les atrocités commises par les troupes d'occupation russes. Ces deux facteurs – le succès des armes et la barbarie de l'occupation – pèsent sur les décisions de Kiev, moins enclin au compromis et qui durcira ses demandes à la table de négociations, réclamant le retrait des forces russes du Donbass.

Le projet de traité de 2022 souffre d'un autre défaut majeur: il ne dit mot de la cessation des hostilités, des frontières et des territoires. C'est pourtant la préoccupation immédiate. Il renvoie le sort de la Crimée à des négociations entre les présidents russe et ukrainien, qui pourraient s'étendre sur les quinze prochaines années… On dresse les contours d'une paix future sans régler la fin de la guerre: on met carrément la charrue devant les bœufs.

On était donc loin d'un accord de paix en 2022. Quoi que prétende la propagande russe, les Occidentaux n'ont pas «tiré la prise» pour mettre fin aux négociations: c'est un peu plus compliqué. La situation sur le terrain évoluait en faveur de la défense ukrainienne. Les Occidentaux ne se sont pas laissé forcer la main pour donner des garanties de sécurité à l'Ukraine. Ils ont exclu toute intervention militaire directe dans la guerre, ce qui rendait sans objet le traité de garantie proposé par l'Ukraine. ■

A l'OMS, un traité pandémique sur le balan

DÉFIS SANITAIRES L'Assemblée mondiale de la santé, qui s'est ouverte hier à Genève en présence de nombreux ministres de la Santé, dont Elisabeth Baume-Schneider, aura son heure de vérité aujourd'hui. La capacité de la planète à riposter à une future pandémie est en jeu

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Il fallait voir l'effervescence du Palais des Nations hier à Genève à l'occasion de l'ouverture de la 77e Assemblée mondiale de la santé (AMS). Ministres de la Santé – dont la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider –, experts, ONG, tous affairés à résoudre les grands problèmes de la santé globale. Les enjeux sanitaires mondiaux ne manquent pas. Mais pour l'heure, le principal objet qui aurait dû être soumis à l'AMS pour approbation, un traité pandémique, n'a pas obtenu dans les temps le consensus nécessaire après de longues tractations menées dans le cadre de l'Organe intergouvernemental de négociations. Un tel instrument juridique contraignant changerait la manière dont la planète se prépare et anticipe la riposte à une future pandémie.

Points de désaccord

Mais, explique Michel Kazatchkine, membre du Groupe d'experts indépendant pour la préparation et la réponse aux pandémies, il y a encore trop de «points de désaccord». Les 194 Etats membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne s'entendent pas sur le Système d'accès aux pathogènes et de partage des bénéfices (P-ABS). Ce dispositif faciliterait l'échange d'échantillons d'agents pathogènes et de données de séquences génétiques et permettrait une riposte plus rapide en termes de fabrication de vaccins et de traitements. Les Etats du Nord et du Sud butent aussi sur les transferts de technologie et leur financement, les questions de propriété intellectuelle relatives aux brevets.

Directeur général de l'OMS, l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus reste néanmoins optimiste. Lors de son allocution hier à la tribune de l'ONU, il s'est dit confiant dans la capacité de la communauté internationale à faire aboutir les négociations sur un traité pandémique. Aujourd'hui, ce sera le moment de vérité: les Etats membres décideront s'ils prolongent le temps de négociation ou non. «Là où il y a une volonté, il y a un chemin, a relevé celui que les diplomates appellent affectueusement le docteur Tedros. Personne ne dit que le multilatéralisme est facile, mais il n'y a pas d'autre option.»

Ancienne coprésidente du Groupe d'experts indépendant, l'ex-première ministre néo-zélandaise Helen Clark appelle à constituer un nouveau bureau plus restreint de l'Organe de négociation pour revoir les éléments du projet de traité au sujet desquels le monde est encore très divisé. «Les Etats membres doivent négocier et adopter un accord avant la fin de cette année», martèle Helen Clark. Michel Kazatchkine va plus loin. Au vu de la nature très politique et très large des discussions sur un traité, cet ancien directeur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pense qu'il pourrait être utile de négocier les derniers articles controversés à New York. «Là, le sujet n'est plus purement sanitaire. Il touche à la géopolitique et à l'économie.»

Séquençage génomique

Professeur émérite à l'Université Georgetown à Washington et spécialiste de la santé globale, Lawrence Gostin estime impératif que la planète se dote d'un traité pandémique. «Il rendra le monde plus sûr et plus juste. Le projet de traité actuel présente de nombreux défauts, notamment le manque de mise en œuvre et de redevabilité. Mais il serait bénéfique pour les pays du Nord et du Sud. Les premiers souhaitent un échange d'informations scientifiques en temps réel. C'est capital pour procéder à des alertes précoces en cas d'épidémie et un partage rapide d'échantillons d'agents pathogènes et de leur séquençage génomique. C'est nécessaire pour prévenir la propagation d'une épidémie, mais aussi pour faciliter la recherche et le développement de vaccins et de traitements salvateurs.»

Le directeur général de l'OMS appelle à un sursaut de la communauté internationale en matière de financement de la santé. «Même avant la pandémie de Covid-19, le monde était en retard par rapport aux Objectifs de développement durable (ODD «Santé et Bien-Etre»). Maintenant, c'est encore pire.» Pour ce qui est de l'OMS elle-même, Tedros Adhanom Ghebreyesus a exhorté les Etats membres à «renforcer et à équiper» l'OMS comme il se doit: «L'OMS est une organisation avec un mandat unique, avec une empreinte et une légitimité globale. Or son financement est fragmenté et imprévisible. Seules 17% des contributions des Etats membres sont obligatoires. Le reste est volontaire et tributaire de quelques donateurs». Au début de l'OMS, poursuit le docteur Tedros, la proportion était inverse. Les contributions obligatoires constituaient l'essentiel du budget.

Pour rappeler le rôle central que joue son organisation dans la lutte contre de nombreuses maladies infectieuses et non transmissibles, il a cité l'ex-premier ministre britannique Gordon Brown: «Si l'OMS n'existait pas, il faudrait l'inventer.» L'OMS doit présenter cette semaine son programme de travail pour la période 2025-2028. Elle a besoin de 11,1 milliards de dollars pour le financer. Pour ce faire, elle a l'intention de lancer un nouveau «cycle d'investissement» en faisant appel à une très large palette de donateurs, en particulier des fondations. L'espoir est de lever ainsi déjà 7 milliards de dollars. ■



En ouvrant l'Assemblée mondiale de la santé hier à Genève, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a plaidé pour que les 194 membres de l'OMS continuent à négocier un accord anti-pandémies et a promis que Berne s'engagerait pour un «résultat significatif». *(27 MAI 2024/SALVATORE DI NOLFI/EPA)*

FINANCEMENTS

Les contributions volontaires (et non obligatoires) à l'OMS:

Etats-Unis: 1,019 milliard de dollars

Fondation Bill & Melinda Gates: 829 millions

Allemagne: 621 millions

Alliance Gavi: 481 millions

Union européenne: 367 millions. (LT)

«Cette organisation joue un rôle majeur pour l'éradication de nombreuses maladies»

SANTÉ PUBLIQUE La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a participé à sa première Assemblée mondiale de la santé hier au Palais des Nations à Genève. Elle refuse l'argument selon lequel l'OMS éroderait la souveraineté de la Suisse

INTERVIEW

La 77e Assemblée mondiale de la santé (AMS), le plus grand raout sanitaire de la planète, s'est ouverte hier au Palais des Nations à Genève sur un constat amer. Bien qu'ayant négocié parfois jusqu'à 4h du matin pendant plusieurs semaines, les 194 Etats membres de l'OMS n'ont pas réussi à s'entendre sur un traité pandémique. Chargée du Département fédéral de l'intérieur depuis janvier, Elisabeth Baume-Schneider est intervenue à la tribune de l'AMS. La ministre de la Santé analyse pour *Le Temps* les défis sanitaires à venir.

Vous jugez important que les Etats membres de l'OMS continuent leurs travaux pour aboutir à un traité ou accord pandémique. Pourquoi est-ce important pour la Suisse? C'est extrêmement important. La santé globale est un vaste écosystème où chacun doit assumer sa part de responsabilité et exprimer une volonté de travailler en commun. On l'a vu avec le Covid-19, nous avons besoin d'échanger des informations sur les pathogènes, d'anticiper et de préparer la riposte à une future pandémie. Nous ne sommes malheureusement pas arrivés là où nous aimerions être dans les négociations sur le traité. Mais je veux croire que la culture du dialogue et de la négociation qui caractérise le multilatéralisme va permettre d'aboutir à un résultat significatif.

Jusqu'où la Suisse est-elle prête à faire des compromis? Elle n'est pas disposée à octroyer sur une base obligatoire des licences pour la fabrication de vaccins et traitements en cas de pandémie. Elle ne souhaite le faire que sur une base volontaire… Elle est prête à aller assez loin pour autant que les autres partenaires fassent également des pas en avant. C'est la nature du consensus qui permet à chacun et chacune d'être satisfait du résultat de la négociation et d'avoir un résultat crédible et lisible. Mais la position du Conseil fédéral en la matière ne relève pas uniquement d'une question de politique de santé. Elle touche aussi à l'intégralité de notre système économique.

Pour l'heure, l'OMS n'est financée qu'à hauteur de 17% par des contributions obligatoires des Etats membres. Tout le reste est financé sur une base volontaire. Planifier son action devient très difficile. C'est essentiel d'avoir une OMS forte, car les défis en matière de santé publique ne s'arrêtent pas à nos frontières et peuvent survenir de façon inattendue. Les Etats ont besoin d'une organisation basée sur la confiance, qui dispose de réseaux et d'instruments pour agir globalement. L'OMS fait exactement cela. On le voit à Genève ces jours-ci. L'AMS est une véritable fourmilière où un monde fou s'active dans le but d'améliorer les systèmes de santé dans le monde. C'est précieux. Mais pour concrétiser ses ambitions, l'OMS a besoin de vrais moyens. La décision l'an dernier d'augmenter les contributions obligatoires fut très positive.

> «Nous avons besoin d'une OMS forte»

Vous avez parlé de la nécessité pour l'OMS de faire des «efforts d'efficacité». L'agence onusienne doit-elle se réformer? Il ne m'appartient pas de dire ce qui fonctionne ou non à l'OMS. Mais ce que nous jugeons important, c'est que l'organisation ait des processus transparents, que nous connaissions les intérêts et intentions des parties prenantes dans les différents organes de pilotage de l'organisation.

En Suisse, certains milieux dont Mass-Voll ou Pro Suisse, voire l'ex-conseiller fédéral Ueli Maurer exhortent le gouvernement à ne pas adopter un traité pandémique, craignant une «dictature sanitaire». Que leur dites-vous? Le rôle du politique et d'un exécutif est précisément d'informer et de documenter ses choix. Je mets donc à la disposition des commissions parlementaires les informations dont la portée politique est sensible afin qu'elles puissent faire l'objet de discussions aux Chambres fédérales. Mon message est de dire qu'il n'y aura pas de clauses dans le traité pandémique qui pourraient éroder la souveraineté de la Confédération. Il faut déconstruire ces a priori. Et arrêtons de faire une fixation sur les vaccinations anti-covid. L'OMS a joué un rôle essentiel durant la pandémie, mais elle œuvre de façon active et pragmatique à l'éradication de nombreuses maladies. C'est une organisation qui sauve des vies.

Aux délégués de l'AMS, vous avez rappelé la nécessité de renforcer les systèmes de santé nationaux. Le système suisse est solide, mais montre aussi ses limites. Les primes ont déjà augmenté de 10% pour certains l'an dernier, elles pourraient augmenter de 6% l'an prochain. On est justement en pleine discussion sur un deuxième paquet de mesures pour maîtriser les coûts de la santé. Les initiatives sur la santé sur lesquelles nous voterons le 9 juin montrent que nous sommes attachés à un système de santé de qualité, accessible à toutes et à tous, mais qui doit rester abordable financièrement. Il n'y a pas de solution toute faite. La digitalisation devrait nous permettre d'éviter des doublons et des prestations médicales non indispensables, de mieux suivre les patients. Par ailleurs, le Conseil des Etats débat des réseaux de soins coordonnés, de l'importance de la médecine de base et des médecins de famille. Ces efforts devraient nous permettre non pas de baisser les primes, mais de maîtriser leur augmentation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S. BU.

«Les corps ont été déchiquetés»

GAZA Un bombardement de l'armée israélienne sur un camp de déplacés à Rafah a fait au moins 45 morts dans la nuit de dimanche à lundi. Visait-il une zone humanitaire ou un complexe militaire du Hamas? La guerre de communication fait rage

CHARLOTTE GAUTHIER, JERUSALEM
X @chagauthier

Dans le camp de réfugiés de Baraksat, dans le quartier Tal al-Sultan à Rafah, la nuit a viré à l'apocalypse. Israël a lancé une attaque aux alentours de 23h. Mohamed, qui vit non loin du campement, raconte: «Il y a eu une énorme déflagration. Et ensuite, on a entendu au moins six autres frappes. Le réseau internet a été coupé dans la foulée. Donc on n'a pas pu localiser immédiatement l'endroit qui a été ciblé», raconte le Gazaoui, joint via WhatsApp. A ce moment, le camp fait de bric et de broc, de tôle ondulée, de morceaux de bois et de tentes en tissu et en plastique prend feu. Mohamed, encore sous le choc, décrit le chaos, les voitures qui tentent d'évacuer les victimes.

> «L'armée israélienne avait indiqué cette zone comme un endroit sûr»
> MOHAMED, RÉFUGIÉ À RAFAH

«Cette frappe a été dévastatrice. Sans parler de l'incendie qui a suivi. Il y a beaucoup de femmes et d'enfants parmi les blessés, et des enfants morts aussi. Leurs corps ont été déchiquetés, certains décapités, avec des membres amputés par la violence de la déflagration. Ils ont perdu leurs bras, leurs jambes, leurs mains... Certains corps sont méconnaissables, on n'arrive pas à identifier les victimes», raconte Mohamed. Mais ce qui scandalise le plus le Gazaoui, c'est que «l'armée israélienne avait indiqué cette zone comme un endroit sûr».



Des Palestiniens en deuil à côté des corps de leurs proches, au lendemain du raid de l'armée israélienne. *(RAFAH, 27 MAI 2024/HAITHAM IMAD/EPA)*

Proche des baraquements de l'UNRWA

L'armée de l'Etat hébreu a confirmé avoir mené cette frappe, mais indique au contraire dans un communiqué avoir visé «un complexe militaire du Hamas dans lequel opéraient d'importants terroristes». Deux hauts responsables du mouvement islamiste ont été tués lors de l'opération, précise-t-elle: Yassin Rabia et Khaled Nagar, des dirigeants de la branche du Hamas en Cisjordanie. Les forces israéliennes assurent avoir agi «contre des cibles légitimes au regard du droit international», avec des «munitions précises» et sur la base de «renseignements précis sur l'utilisation de la zone par le Hamas». Fait rare néanmoins, elles ont également reconnu «avoir connaissance d'informations» selon lesquelles «un certain nombre d'individus non impliqués» avaient été blessés dans l'attaque, et ont indiqué que «l'incident était en cours d'examen».

La frappe d'Israël a-t-elle visé un simple camp de réfugiés ou un complexe militaire du Hamas? Une fois encore, la guerre de communication fait rage entre l'armée israélienne et le mouvement islamiste, au détriment des civils, qui sont les premières victimes.

Le camp de Baraksat était installé tout près de baraquements logistiques de l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens. C'est notamment pour cette raison que de très nombreux Gazaouis y avaient planté leurs tentes, pensant les lieux «plus sûrs». La présidence palestinienne a d'ailleurs accusé l'Etat hébreu d'avoir «délibérément» ciblé un centre pour déplacés, déclarant: «Cet atroce massacre perpétré par les forces d'occupation israéliennes est un défi à toutes les résolutions internationales.»

Une tournure ambiguë

Dans les faits, compliqué de déterminer si le camp de Baraksat faisait officiellement partie de la «zone humanitaire» en théorie épargnée par les combats. Mercredi dernier, l'armée israélienne avait annoncé étendre cette zone. Via une communication en arabe à l'intention de la population de Gaza publiée sur le réseau social X, elle a indiqué qu'elle «s'étendait désormais jusqu'au bloc 2371». Une tournure suffisamment ambiguë pour laisser place à l'interprétation. L'armée israélienne a découpé toute la bande de Gaza en parcelles qu'elle a numérotées et Baraksat se trouve justement dans le bloc 2371. La zone humanitaire couvre-t-elle ou non le camp de Baraksat?

Toujours est-il que, sur place, le Croissant-Rouge palestinien est formel: la nuit dernière, ses ambulances ont transporté «un grand nombre» de personnes tuées ou blessées, majoritairement des femmes et des enfants. Comme en attestent les nombreuses et terribles vidéos, prises par les Gazaouis lors de l'attaque, et largement diffusées sur les réseaux sociaux. L'attaque a tué 45 personnes, selon le ministère de la Santé du Hamas. ■

L'UE veut convoquer Israël pour une réunion sur Gaza

DIPLOMATIE Le haut représentant pour les Affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, multiplie les réunions à Bruxelles pour tenter de faire parler les Européens d'une seule voix, alors que deux nouveaux Etats membres, l'Espagne et l'Irlande, reconnaissent dès aujourd'hui l'Etat de Palestine

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
X @vdegraffenried

Une réunion, dimanche, entre l'UE, des Etats membres, le FMI, le Canada, le Japon, la Grande-Bretagne et «nos amis arabes» – selon les termes utilisés par Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'UE –, parmi lesquels le premier ministre palestinien, Mohammad Mustafa. Et rebelote lundi, toujours à Bruxelles, cette fois dans le cadre du Conseil des affaires étrangères, entre les 27 ministres des Affaires étrangères de l'UE et ceux d'Arabie saoudite, du Qatar, d'Egypte, des Emirats arabes unis et de Jordanie, ainsi que le secrétaire général de la Ligue arabe. En deux jours, Josep Borrell tente tant bien que mal de faire parler l'UE d'une seule voix sur les événements au Proche-Orient. Et dans la perspective de l'«après guerre à Gaza» et d'une paix durable, il se positionne en faveur d'une Autorité palestinienne «forte». L'UE va surtout demander à Israël de tenir une réunion pour discuter de la situation à Gaza et du «respect des droits humains», a-t-il précisé.

Des «mesures punitives»

Mais l'UE reste divisée. Et de nouvelles tensions apparaissent. Lundi, Israël a ordonné au consulat d'Espagne à Jérusalem de ne plus accorder de services consulaires aux Palestiniens dès le 1er juin. Une réaction au fait que l'Espagne a annoncé reconnaître officiellement l'Etat de Palestine à partir du 28 mai, en même temps que l'Irlande et la Norvège. Le ministre des Affaires étrangères, Israël Katz, évoque clairement des «mesures punitives préliminaires» à l'encontre du consulat d'Espagne à Jérusalem, à la suite de la reconnaissance par le gouvernement espagnol d'un Etat palestinien».



> «La solution à deux Etats ne constitue pas une menace. C'est la seule garantie à long terme pour la sécurité et la prospérité d'Israël»
> JOSEP BORRELL, CHEF DE LA DIPLOMATIE DE L'UE

L'Espagne et l'Irlande rejoignent de fait la Suède, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, Malte et Chypre, qui ont déjà reconnu l'Etat de Palestine. Le parlement slovène se positionnera quant à lui sur la question à la mi-juin. Un peu moins de la moitié de l'UE a ainsi déjà franchi le pas, alors qu'au total, 140 pays reconnaissent l'Etat palestinien. Parmi les pays européens les plus réticents, ou qui jugent surtout le timing inopportun promettant de le faire «lorsque les conditions seront réunies», l'Allemagne figure en bonne place, soucieuse de ne pas heurter Israël.

Josep Borrell marche sur des œufs. Lundi, il a exhorté Israël à mettre fin aux attaques dans le sud de la bande de Gaza, et à respecter les décisions de la Cour internationale de justice, en se disant «horrifié par les nouvelles en provenance de Rafah sur les frappes israéliennes tuant des dizaines de personnes déplacées, y compris des enfants en bas âge». Il a surtout insisté sur un point: «la solution à deux Etats ne constitue pas une menace pour la sécurité d'Israël. Au contraire, c'est la seule garantie à long terme pour sa sécurité et sa prospérité». Et de préciser vouloir «faire pression en faveur de la seule solution que nous puissions imaginer pour apporter la paix et la sécurité aux deux peuples qui se battent pour la même terre».

«Chaque jour plus difficile»

La Belgique n'a pas encore reconnu l'Etat de Palestine. Mais elle préside le Conseil de l'UE jusqu'à fin juin et son premier ministre Alexander De Croo a assuré lundi matin espérer réunir un «large groupe de pays européens pour aboutir à une reconnaissance de l'Etat palestinien». Si, souvent, l'intention y est, c'est bien la temporalité qui divise. La Belgique estime par exemple que la cessation des combats à Gaza et la libération des otages israéliens détenus par le Hamas doivent être des conditions préalables.

A son arrivée lundi matin à la réunion, Josep Borrell n'a pas caché une certaine désillusion. L'idée d'une conférence internationale pour promouvoir la mise en œuvre de la solution à deux Etats a été évoquée dimanche, mais cette solution semble «chaque jour plus difficile à atteindre», a-t-il admis. «La crise humanitaire à Gaza est certainement une priorité, mais la solution politique, si nous voulons vraiment l'obtenir, alors nous devrions nous engager davantage sur ce point». ■

MAIS ENCORE

Washington «bouleversé»
La Maison-Blanche s'est dite «bouleversée» par les images de la frappe israélienne survenue à Rafah qui a tué des «Palestiniens innocents» et a appelé Israël à «prendre toutes les précautions pour protéger les civils». Les Etats-Unis sont «activement engagés auprès de l'armée israélienne et nos partenaires sur le terrain pour comprendre ce qu'il s'est passé», a ajouté un porte-parole. (AFP)

SUR LE FIL

■ **Demande d'enquête, dénonciation du «mépris» pour l'arrêt de la Cour internationale de justice,** l'ONU et nombre de pays ont condamné hier la frappe israélienne sanglante sur un camp de déplacés à Rafah. Le haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Volker Türk, s'est dit «horrifié». «Les images du camp sont horribles et montrent que les méthodes et les moyens militaires utilisés par Israël, qui ont déjà conduit à la mort de tant de civils, ne changent pas», a-t-il dit. L'émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient, Tor Wennesland, a «condamné les frappes israéliennes» et réclamé une enquête «complète et transparente». AFP

■ **L'armée israélienne a de son côté dit enquêter sur la mort de civils** après l'opération qui a fait, selon le Ministère de la santé à Gaza, au moins 45 morts au cours de la nuit de dimanche à lundi à Rafah. Le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, estime que la frappe sur Rafah a été «un incident tragique» après avoir «évacué un million d'habitants». «Nous enquêtons sur ce qui s'est passé et nous en tirerons les conclusions», a-t-il ajouté. AFP

■ **Chef de file des pays du Golfe et un des poids lourds du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite** condamne «dans les termes les plus fermes la poursuite des massacres» dans la bande de Gaza. L'Union africaine a dénoncé un «mépris» pour l'arrêt de la CIJ, la plus haute juridiction de l'ONU, qui avait ordonné vendredi à Israël de suspendre ses opérations à Rafah. AFP

Vent pro-russe en terres géorgiennes

CAUCASE Le pays retient son souffle alors que la loi sur «les influences étrangères», calquée sur celle adoptée en Russie, devrait être validée ce 28 mai. Dans les campagnes nostalgiques de l'ère soviétique, on penche davantage pour le Kremlin que pour l'Europe


Gia Abasi, 62 ans, est l'un des rares habitants de son village à défendre des valeurs européennes. (OKAMI, 22 MAI 2024)

TEXTE: PAUL BOYER, PHOTOS: SADAK SOUICI, TBILISSI, GORI ET OKAMI
@Paulo_Boyer

REPORTAGE

Déambuler dans les ruelles de Gori à quelques dizaines de kilomètres de Tbilissi, c'est s'immerger dans les stigmates de l'ère soviétique. Au bout de l'avenue principale Joseph Staline, natif de la ville, un musée porte le nom de l'ancien dictateur. A l'intérieur, des bustes et tableaux à son effigie; des hordes de touristes chinois s'empressent de faire des selfies avant de se ruer dans la boutique de souvenirs.

> «Nous étions mieux lotis sous la période soviétique»
> TODUA, 33 ANS, PRÊTRE À GORI

La plupart des 50 000 habitants de Gori ont vécu la majeure partie de leur vie sous l'URSS et sont nostalgiques de l'ère soviétique. Le bombardement et l'occupation de la ville par les forces russes en 2008, lors de la guerre russo-géorgienne – conflit post-soviétique qui opposa la Géorgie à sa province séparatiste d'Ossétie du Sud et à la Russie –, ne les ont pas fait changer d'avis. «J'étais à Gori pendant la guerre de 2008. Les soldats russes se sont montrés très gentils, ils nous donnaient même des cigarettes. Ce sont mes frères», affirme Merab Merabishvili, 64 ans.

Ce retraité n'est pas opposé à la loi sur les «influences étrangères» promue par le parti conservateur majoritaire, Rêve géorgien, qui agite le pays depuis des semaines, mettant à mal le rêve d'autres Géorgiens qui veulent intégrer leur pays à l'Union européenne (UE). «Je ne peux pas dire de mal de Rêve géorgien. Il aide les gens comme nous. Bidzina Ivanichvili prend soin de son peuple», affirme Merab, en allusion au milliardaire pro-Kremlin à la tête du parti. Le texte qu'il promeut, surnommé «loi russe» par ses détracteurs tant il ressemble à celui adopté à Moscou, stigmatise les ONG et médias dont la part de financement provenant de l'extérieur du pays dépasserait les 20%. Il a été adopté par les députés le 14 mai, malgré des manifestations de masse à répétition et les mises en garde européennes. Mais un vote en session plénière est organisé. En cas d'adoption définitive de la loi, l'intégration de la Géorgie à l'UE sera grandement compromise.

«Nous ne voulons pas être les esclaves de l'UE»

Dans les zones rurales, la plupart des habitants souffrent de grandes difficultés socio-économiques. La Banque mondiale estime que la pauvreté a touché 32% de la population géorgienne en 2014, provoquant les émigrations massives, quelque 100 000 départs par an depuis 2009. Dans les campagnes, comme à Gori, tout devient un fardeau, y compris se nourrir et se loger. Devant l'église orthodoxe de la Vierge Marie bâtie au XVIIe siècle, le prêtre, Todua, 33 ans, embrasse ses ouailles et tente de les rassurer. «Ici, les anciens sont nostalgiques de l'URSS. Economiquement, nous étions mieux lotis sous la période soviétique. Nous avions de l'argent, des belles maisons et les entreprises marchaient bien», murmure-t-il en réajustant sa soutane noire. «Nous ne voulons pas être les esclaves de l'UE. Je comprends les préoccupations des jeunes pro-européens à Tbilissi, mais eux devraient venir voir comment nous vivons en campagne pour nous comprendre.»

De nombreux Géorgiens russophones vivent dans les villages environnants. Fervent partisan du parti au pouvoir, Jimi Beridze, 65 ans, un habitant de la commune d'Okami, 1400 âmes, se dit pris de colère lorsqu'il voit les manifestants défilant chaque jour dans les rues de la capitale. «Comment je m'informe? Je regarde la télévision d'Etat. Ces jeunes pour l'Europe sont des feignants, ils devraient aller travailler pour leur pays au lieu de vouloir l'aide de l'UE», lance ce russophone adossé contre une Lada 2105 des années 1980.





Jimi Beridze (dr.), 65 ans, ne comprend pas l'engouement des jeunes pour l'Europe. Merab Merabishvili, 64 ans, soutient la politique du Rêve géorgien. (GORI, OKAMI, 22 MAI 2024)

«Ils vendraient notre pays pour 50 lari»

Pourtant, même dans les campagnes, tout le monde ne partage pas l'attirance pour le Kremlin. Attablé dans sa cuisine, Gia Abasi, ancien agriculteur de 62 ans, descend un premier verre de cognac, tradition oblige. Pour lui, l'un des rares défenseurs des valeurs européennes du village, la difficulté est de cohabiter avec ses voisins. «J'ai peur que le parti Rêve géorgien gagne les élections législatives en octobre prochain, les Russes pourraient revenir», dépeint, abattu, cet habitant d'Okami.

> «Si un jour, les soldats russes arrivent, je brûlerai ma maison»
> GIA ABASI, ANCIEN AGRICULTEUR

Le Rêve géorgien, qui a un budget bien doté contrairement aux partis d'opposition, a des moyens pour se mobiliser pour les populations démunies: une stratégie qui semble porter ses fruits. «Une partie de la population vote pour 5 kg de pommes de terre. Ces gens-là sont la cible du Rêve géorgien», commente Thorniké Gordadzé, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI) à Paris.

Gia Abasi ne dit pas le contraire: «Je ne bois plus de verres avec mes voisins car ils vendraient notre pays pour 50 lari, ils sont embrigadés par le Rêve géorgien. Mais si un jour les soldats russes arrivent, moi, je brûlerai ma maison avant qu'ils ne s'approchent.» ▬

EN BREF

En Allemagne, Macron plaide pour une Europe forte

L'Europe doit «sortir de la naïveté» et «se protéger mieux» sur le plan commercial en bâtissant «une préférence européenne» dans certains domaines, a déclaré hier Emmanuel Macron en Allemagne où il a également appelé à «doubler» le budget de l'UE. Dans son discours à Dresde, dans l'est de l'Allemagne où il effectue une visite d'Etat, le président français a notamment appelé à revoir les règles commerciales face à la concurrence de la Chine et des Etats-Unis. Il a aussi plaidé de nouveau avec force pour que l'Europe prenne sa défense en main. L'Europe est à «un moment inédit de son histoire» qui la contraint à penser par elle-même «sa défense et sa sécurité» face notamment à une Russie qui «sera là demain, après-demain», a-t-il dit. Enfin, il a mis en garde contre les dangers de l'extrême droite pour la démocratie en Europe. AFP

Un glissement de terrain meurtrier en Océanie

Un vaste glissement de terrain a enseveli plus de 2000 personnes dans les hautes terres de Papouasie-Nouvelle-Guinée, ont annoncé hier les autorités de ce pays du Pacifique, appelant la communauté internationale à fournir de l'aide. «Le glissement de terrain a enterré vivantes plus de 2000 personnes et a causé d'importantes destructions», a déclaré le centre de gestion des catastrophes de cet archipel au bureau de l'ONU dans la capitale Port Moresby.Un village à flanc de montagne de la province d'Enga, dans le centre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a été presque totalement anéanti lorsqu'un pan du mont Mungalo s'est effondré vendredi passé engloutissant des dizaines de maisons et surprenant leurs habitants dans leur sommeil. La Chine, les Etats-Unis et la France ont offert leur aide. AFP

Un satellite espion nord-coréen finit dans la mer

Pyongyang a annoncé hier avoir tenté en vain de mettre en orbite un satellite espion, le lanceur ayant explosé en vol. Un projet que Séoul et Tokyo avaient vivement critiqué quelques heures plus tôt. Le lanceur du satellite de reconnaissance Malligyong-1-1 «a explosé au cours de la première phase du vol et a échoué», a déclaré l'Administration aérospatiale nord-coréenne dans un communiqué diffusé par les médias officiels. La chaîne publique japonaise NHK a diffusé des images de ce qui semble être un projectile enflammé dans le ciel nocturne, qui a ensuite éclaté en une boule de flammes. «De nombreux fragments de projectile» ont été retrouvés dans l'océan après le lancement présumé d'un satellite espion nord-coréen dans la nuit de lundi à mardi, a indiqué l'armée sud-coréenne. AFP

Un suprémaciste de 17 ans condamné au Danemark

Un adolescent danois de 17 ans a été condamné hier en appel à 7 ans de prison, reconnu coupable d'appartenance au groupe suprémaciste Feuerkrieg Division (FKD) dans lequel il jouait un rôle prééminent. La Cour d'appel l'a condamné pour «avoir été recruté pour commettre ou contribuer à ce que d'autres commettent des actes terroristes pour le compte d'une organisation terroriste d'extrême droite», selon le communiqué. En première instance, le Tribunal d'Holbaek avait condamné le jeune homme pour apologie du terrorisme et tentative de recrutement dans une organisation terroriste, mais il avait été acquitté du chef d'appartenance au groupe néonazi. L'enquête avait montré qu'il avait partagé des manuels de fabrication de bombes et d'armes ainsi que plusieurs documents extrémistes via le service de messagerie Telegram. AFP

A une voix près, l'asile reste facilité pour les Afghanes

PARLEMENT Malgré la charge de l'UDC et du PLR, les conseillers nationaux tiennent compte du régime des talibans à Kaboul, qui restreint fortement les droits des femmes

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
X @BoeglinP

Les talibans au pouvoir en Afghanistan, et leur régime islamique ultra-conservateur, maltraitent les femmes au quotidien et les restreignent dans leurs droits. Forts de ce constat, de nombreux pays européens reconnaissent plus facilement les Afghanes comme réfugiées depuis quelque temps. La Suisse a suivi le mouvement durant l'été 2023. Depuis lors, des facilitations s'adressent aussi aux migrantes ayant séjourné dans un Etat tiers autre que leur pays d'origine, comme la Turquie par exemple.

Tout cela ne plaît pas du tout à l'UDC nationaliste, et à son conseiller national Gregor Rutz (ZH). Celui-ci a déposé une motion pour exiger de revenir en arrière. Traité hier au Conseil national, son texte a failli passer la rampe, le Parti libéral-radical semblant bien décidé à s'allier avec l'UDC sur le front de l'asile. Il ne s'en est fallu que d'une seule voix: la motion a échoué par 92 à 91, avec 10 abstentions. Elle est donc enterrée.

«On ne peut pas recevoir le statut de réfugié automatiquement parce qu'on est une femme et Afghane. Il faut une intensité dans la menace», a martelé Gregor Rutz. «Les critères pour obtenir ce statut ont été fortement abaissés et le regroupement familial a été rendu possible pour les conjoints et les enfants. Le changement de pratique risque de provoquer un appel d'air. L'Afghanistan compte 41 millions d'habitants. Aujourd'hui déjà, quelque 5,2 millions de ressortissants afghans – dont de nombreuses Afghanes – vivent dans les pays voisins de l'Afghanistan.»

Une salve de questions

Comme il se doit lors de chaque débat sur l'asile au Conseil national, une cohorte de députés UDC a adressé moult questions au conseiller fédéral en charge, en l'occurrence le socialiste Beat Jans. Tout aussi habituellement, celui-ci leur a répondu, contredisant calmement leurs arguments.

Non, il n'y a pas d'appel d'air, puisque depuis les facilitations introduites en juillet 2023, quelque 65% des demandes viennent d'Afghanes vivant en Suisse depuis longtemps, et qui cherchent à transformer leur statut d'«admise provisoire» en «réfugiée». En outre, seuls sept hommes adultes afghans ont rejoint leurs épouses en invoquant le regroupement familial l'année dernière, et un nombre pour l'instant similaire cette année.

Et non, il n'y a pas d'accueil généralisé sur la seule base du passeport et du genre. «Les demandes d'asile déposées par des Afghanes sont toutes examinées au cas par cas, de la même manière que celles soumises par des requérants d'autres pays.» En outre, «ces personnes ne pèsent pas davantage sur les infrastructures d'hébergement: elles sont pour la plupart déjà résidentes en Suisse».

Les maris soumis à des contrôles policiers

Dans l'enchaînement, le Conseil national a adopté – à deux contre un – une autre motion, proposée par sa commission préparatoire. Ce texte-ci requiert de n'accepter de réfugiées afghanes qu'après un examen au cas par cas, de vérifier plus à fond si les demandeuses ne peuvent vraiment pas obtenir protection dans l'Etat tiers où elles résidaient, et de soumettre leurs maris à des contrôles de sécurité pour parer à tout risque terroriste.

Le conseiller fédéral Beat Jans s'est plié de bonne grâce aux requêtes, notamment parce que deux d'entre elles sont déjà pratiquées par l'autorité dont il a la charge: le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) continue d'étudier chaque demande d'Afghane au cas par cas, même si les critères d'admission ont été assouplis, et impose des vérifications de sûreté aux hommes afghans. Le Conseil des Etats devra se prononcer. ■

Berne devra se montrer plus ferme envers les espions russes

DIPLOMATIE Une motion votée au parlement va amener le Conseil fédéral à modifier sa pratique de tolérance envers les agents russes agissant comme des espions sur le territoire helvétique

DAVID HAEBERLI, BERNE
X @David_Haeberli

La Confédération accueille un nombre important de diplomates russes: ils sont 217, répartis entre Genève (142, pour des missions auprès des organisations internationales) et Berne (75, à l'ambassade). Un record en Europe. Depuis 2022 et l'agression de l'Ukraine par l'armée de Vladimir Poutine, les pays européens ont expulsé nombre de ressortissants russes accrédités comme diplomates, mais soupçonnés d'être des espions. En Suisse, nulle manœuvre de ce genre. Depuis cette date, la Confédération a même approuvé la venue de 61 nouveaux diplomates russes, selon une enquête des publications de Tamedia. Or, un tiers de ces diplomates sont actifs pour un des trois services secrets du pouvoir russe, affirme le Service de renseignements de la Confédération (SRC). Cette même enquête cite un diplomate suisse qui affirme que Genève a par exemple été la base de travail d'un commando qui a mené au moins deux tentatives d'assassinat. L'une, en 2018, visait l'ex-agent russe réfugié en Angleterre, Sergueï Skripal.

Comme ces agents bénéficient de l'immunité diplomatique, toute tentative d'enquête sur la réalité de leurs agissements sur territoire helvétique est vaine. La seule issue est l'expulsion. C'est cette mesure qu'une motion du conseiller national socialiste zurichois, Fabian Molina, veut faciliter. Après avoir été votée par le Conseil national fin 2023, elle a été approuvée par le Conseil des Etats en ce premier jour de la session d'été 2024 par 32 oui, 9 non et 2 abstentions.

Le texte est direct: «Le Conseil fédéral est chargé d'expulser systématiquement de notre pays toutes les personnes étrangères qui, par des activités de renseignement interdites, mettent en danger la sécurité intérieure ou extérieure de la Suisse ou le rôle de la Suisse en tant qu'Etat hôte et qui ne peuvent pas être poursuivies pénalement.» Si la motion ne mentionne aucune nationalité, le développement cite les rapports annuels du SRC et l'augmentation des cas d'espionnage russe en Suisse. C'est ce caractère automatique qui a déplu à plusieurs élus, dont la PLR schwytzoise Petra Gössi. Pour cette dernière, la Suisse a également meilleur temps de ne pas s'associer aux bruyantes campagnes menées par ses voisins.

Réel changement de pratique

Les conséquences de ce vote représenteront un réel changement de pratique pour le Conseil fédéral. Jusqu'ici, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) avait le dernier mot pour ce qui touche à ces affaires. Or, par peur de représailles diplomatiques, l'administration dirigée par Ignazio Cassis observait beaucoup de retenue. La dernière expulsion connue date des années 1990. Désormais, en cas de soupçon, ce sera à la délégation de sécurité du gouvernement de prendre position. Elle réunit le Département fédéral de la défense et celui de justice et police, en plus des Affaires étrangères. Le SRC aura donc son mot à dire, lui dont les avis n'étaient que peu écoutés jusqu'ici. Ce changement montre une évolution au sein du Conseil fédéral. D'abord réticent, le gouvernement a soutenu la motion Molina. ■

MAIS ENCORE

La police évacue l'Université de Bâle
La police cantonale bâloise a évacué tôt lundi matin l'Institut de sociologie occupé par des sympathisants pro-palestiniens. L'Université de Bâle avait déposé vendredi une plainte pénale. Vingt personnes ont été contrôlées et interdites d'accès. Les forces de l'ordre s'étaient dotées d'un important dispositif. (ATS)

Mesures contre les abus dans l'Eglise catholique
Des «standards» seront introduits pour garantir que «seules les personnes adéquates» servent l'Eglise catholique. Les transferts de personnes ayant commis des abus seront proscrits, a annoncé hier la Conférence des évêques suisses. En outre, l'aide aux victimes, les services de signalement et le traitement des cas seront professionnalisés. (ATS)

Des professeurs fichés par un collectif pro-palestinien

VAUD Un groupe anonyme dresse, au sein de l'Université de Lausanne, la liste des chercheurs collaborant avec des collègues israéliens, toutes disciplines confondues. L'Unil ne condamne pas ces dénonciations, mais offre un soutien à ses employés ainsi mis en lumière

AÏNA SKJELLAUG

La mise au pilori est-elle désormais une discipline universitaire? Vous êtes professeur à la Faculté de biologie et médecine de l'Université de Lausanne (Unil) et avez lancé en 2021 un travail de quatre ans sur les facteurs de virulence lors d'infection à pneumocoque, en partenariat avec un collègue du Weizmann Institute of Science en Israël. Vous êtes désormais fiché. Votre nom apparaît aux côtés d'une quinzaine d'autres collègues de l'Unil, en facultés de lettres, médecine, ou géosciences et environnement qui, comme vous, collaborent avec des pairs académiques en Israël.

Une chasse aux sorcières

Le professeur untel (le nom est donné) «a participé en 2017 à des fouilles à Tel Rekhesh, en Galilée, avec des étudiants de l'Unil. En 2018, il a mené des fouilles à Tel Shikhin, en Galilée, pendant quinze jours en Israël avec des étudiants de l'Unil en partenariat avec le Kinneret Academic College. Depuis 2021, il dirige des fouilles à Khirbet Beit Netofa, en Galilée.» Cette chasse aux sorcières est en cours sur le campus de l'Unil, prenant la forme d'un document intitulé «Rapport sur les liens entre l'Université de Lausanne, les universités israéliennes et le régime israélien», publié le 14 mai 2024 par un collectif anonyme, lui: le groupe «Occup'Unil'Pal».

Les professeurs nommés sont considérés a priori comme politiquement positionnés en faveur d'Israël, sans qu'ils aient leur mot à dire. Nous en avons contacté quelques-uns qui ne veulent pas apparaître publiquement. Une collaboratrice de l'Unil nous rapporte ces propos: «Une collègue a vu son nom publié dans ce document qui insinue qu'elle soutient Israël dans son offensive à Gaza. Elle a été très blessée d'être ainsi associée à ce conflit alors que son travail n'est en rien lié à la situation politique actuelle, et date d'avant la guerre.»

> «Une collègue a été très blessée d'être ainsi associée à ce conflit»
> UNE COLLABORATRICE DE L'UNIL

Dans leur document, les élèves anonymes expliquent que ce rapport a pour objectif d'appuyer les revendications portées par le mouvement d'occupation des étudiants de l'Unil qui réclament un boycott académique des institutions universitaires israéliennes. «Le boycott académique est une action pacifique qui cible les relations avec des institutions universitaires impliquées dans des violations de droits humains. Il est important de clarifier que la demande de suspendre les relations académiques ne vise pas les étudiants ou chercheurs israéliens, mais porte sur les relations institutionnelles.» Pourtant, les noms des professeurs et chercheurs israéliens sont à chaque fois mentionnés. «Les universités israéliennes jouent un rôle de soutien actif à l'Etat israélien et à son armée, contribuant à des violations massives des droits humains à l'encontre des Palestiniens dans les territoires palestiniens occupés et au sein de l'Etat d'Israël», dénoncent les étudiants. Ils listent des violations commises «par les universités israéliennes, ou par leur partenariat avec l'Etat ou l'armée israélienne»: construction d'établissements dans les territoires palestiniens occupés, avantages aux étudiants servant dans l'armée, déclarations de soutien de certaines universités aux politiques du gouvernement israélien, discriminations contre les Palestiniens citoyens d'Israël et collaborations académiques avec l'armée israélienne.

Que fait la direction de l'Unil pour protéger la personnalité de ses employés, comme elle en a en principe le devoir en tant qu'employeur? A peu près rien. «La direction a informé toutes les personnes nommées que leur nom figurait dans ce rapport en leur donnant un contact de référence qu'elles peuvent contacter si elles devaient être mises en difficulté», nous répond son service de communication. «L'Université est consciente de son devoir de protéger ses collaborateurs. Les cas de figure sont traités de manière individuelle.» Le collectif a compilé des informations qui sont publiques, accessibles notamment sur le site du FNS, le Fonds national suisse de soutien à la recherche, nous signale-t-elle. «Toutefois, la Direction a rappelé au collectif la responsabilité qu'il a prise à les publier sous cette forme.» ■

Le préposé fédéral aux données questionne l'Association Suisse-Israël

PROFILAGE Notre article sur la «surveillance systématique» des sympathisants de la cause palestinienne a suscité des réactions, tant de l'autorité que de citoyens perplexes. L'association assure qu'elle ne dispose d'aucun dossier sur qui que ce soit

MARC GUÉNIAT

«On ne fait pas un tel profilage pour le mettre dans un tiroir. Que vont-ils en faire? [...] Comment ne pas penser qu'il servira à faire pression ou agir contre les fichés?» Ces questions émanent d'un professeur honoraire de l'EPFL qui s'interroge à la suite de notre article du 15 mai. Il fait partie des personnes qui ont contacté la rédaction, inquiètes de la démarche de l'Association Suisse-Israël.

Le Temps relatait la «surveillance systématique» des institutions susceptibles d'être «solidaires» avec le drame palestinien qu'entend entreprendre l'association basée à Zurich et disposant de neuf antennes régionales. Dans un courriel daté du 1er mai et adressé à ses quelque 2000 membres, son secrétaire général, Walter Blum, proposait une «indemnité forfaitaire» pour observer des dizaines d'institutions helvétiques dans lesquelles des individus sont susceptibles d'exprimer un tel soutien qui «a souvent une connotation antisémite».

S'armer d'ironie

Face à cette longue liste, allant des hautes écoles aux départements fédéraux en passant par les œuvres d'entraide, deux chercheurs vaudois, l'un de l'EPFL, l'autre de l'Université de Lausanne (Unil), ont choisi l'ironie: ils se disent «excités» à l'idée de pouvoir faire valoir leurs compétences pour «repérer et dénoncer les opposants, d'autant plus si nous sommes rémunérés». Ils demandent toutefois des précisions: «Pouvons-nous faire des suggestions pour élargir la liste des organisations [...] suspectes? Par exemple, avez-vous identifié les chercheurs en paléontologie, les organisateurs de concours télévisés, les clubs de pétanque, les troupes de scouts, les cercles de philatélistes?»

Plus sérieusement, nous interrogions la conformité de cette «surveillance» à la loi sur la protection des données (LPD), entrée en vigueur en septembre dernier, et particulièrement stricte s'agissant des opinions politiques, définies comme des données sensibles. Si Walter Blum admettait que la «terminologie employée était excessive», il maintenait la pertinence de cette «observation», basée uniquement sur des sources publiques. «Nous ne sommes ni la CIA, ni le Mossad. Nous ne compilons pas de données, ni n'avons de dossiers sur des personnes», ajoutait-il.

Pas de quoi rassurer totalement le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence, qui déclare avoir «pris contact, par courrier, avec l'Association Suisse-Israël. Nous souhaitons connaître le traitement de données personnelles qui est réellement effectué.»

Ce questionnement est partagé par le collectif de la Grève Féministe Vaud, qui a pris soin de rédiger une lettre type que les membres de son réseau peuvent adresser pour connaître les données personnelles que détiendrait l'association. La lettre rappelle à celle-ci qu'elle est tenue au respect du cadre normatif de la LPD et exige la transmission de toute une série d'informations sur le traitement, la conservation et la nature des données.

«Ces données n'existent pas»

En quoi le collectif féministe est-il concerné? Contactée, Margaux, qui souhaite conserver son anonymat, explique qu'il a pris position, condamnant «les nombreux meurtres de civils perpétrés par le Hamas» et déclaré son soutien inconditionnel au peuple palestinien. Elle-même a écrit à l'association à l'aide de cette lettre type, sans recevoir de réponse à ce stade.

Sollicité, Walter Blum indique avoir reçu au total sept demandes au sens de la LPD, toutes provenant de Suisse romande. Il ironise à son tour sur ce «bombardement massif» qui émane notamment de trois professeurs de l'Unil. Sur le fond, il assure que l'association ne collecte pas de données sur les personnes, qu'elle se contente de garder «un œil sur les informations publiques des organisations qui se sont exprimées sur le conflit actuel.» Il précise que les «insinuations selon lesquelles nous entretenons un réseau de surveillance sont de pures absurdités». Autrement dit, conclut-il dans un message à l'une des personnes qui l'ont contacté, «il est inutile de répondre à vos questions sur vos données personnelles. Elles n'existent tout simplement pas.» ■

L'affaire Ramadan et ses vies détruites

GENÈVE Le procès en appel a débuté hier par l'interrogatoire des parties. Chacun campe évidemment sur sa version et dénonce les mensonges de l'autre. L'islamologue conteste toute relation sexuelle et la plaignante parle d'une nuit d'horreur

FATI MANSOUR
@fatimansour



A gauche, au premier plan, Tariq Ramadan. Assis derrière lui, Mes Canonica et Hayat. Au troisième rang, la plaignante, une feuille à la main, et ses conseils, Mes Fontana et Assaël. *(CECILIA BOZZOLI POUR LE TEMPS)*

«J'ai dit la vérité.» Brigitte, la plaignante qui accuse Tariq Ramadan de l'avoir sauvagement violée dans une chambre d'hôtel, poursuit son combat même si un certain découragement se fait sentir. Devant la Chambre pénale d'appel et de révision de Genève, chargée de trancher ce dossier après l'acquittement prononcé en première instance, la quinquagénaire explique ainsi son désarroi: «On subit l'horreur, on cherche à se reconstruire, on voit que sa vie est foutue, on saisit la justice comme un dernier rempart et on se fait écraser par un rouleau compresseur. C'est insensé tout ce qui m'arrive.» L'islamologue, lui aussi, évoque une machine infernale: «Je suis absolument innocent de tout ce qui est dit et affirmé. Depuis bientôt six ans, ma vie à moi a été détruite.»

Changement radical d'ambiance pour ce nouveau procès qui a débuté hier à Genève. Le public a pratiquement déserté les travées, la tension est beaucoup moins forte et des juges très passifs ont succédé à des magistrats trop agités. Pour une fois que Brigitte peut s'exprimer sans craindre des accès d'humeur, elle rechigne pourtant à le faire, ne veut pas revivre tous les détails de cette nuit d'octobre 2008 et murmure à ses avocats que quoi qu'elle dise, cela ne changera sans doute rien. Il faut préciser que la cour a rejeté d'entrée de cause sa demande d'audition de trois psychiatres et que cela participe peut-être de cette lassitude. Après un temps d'échauffement et de mise en confiance, la voilà lancée.

La thèse de l'humiliation

Fabrice Roch, qui n'est pas président à vouloir se perdre dans les détails, interroge la plaignante sur le pourquoi de son appel, sur le contenu de certains messages et sur le tort moral qu'elle dit avoir subi. «La première décision ne m'a pas apporté la paix. J'estime ne pas avoir obtenu justice. J'ai mis un point d'honneur à dire toute la vérité, mais je n'ai pas été reconnue comme victime alors qu'il m'a fait souffrir toute une nuit», souligne Brigitte.

Cette procédure lui a beaucoup coûté, ajoute-t-elle. «J'ai été diffamée et menacée. Je devais rester discrète pour ne pas être reconnue.» Toute cette histoire a changé sa vie. «Je n'ai pas vu grandir ma fille cadette. Mes cinq enfants ont une mère détruite. Les faits que j'ai subis ont modifié mon rapport à l'autre. J'ai ressenti de la honte et j'ai perdu confiance en moi.» Ses conseils, Mes Véronique Fontana et Robert Assaël, lui demandent si elle pense pouvoir un jour surmonter cela. «Ça va largement dépendre de la justice. Je l'espère, car je n'aspire qu'à ça. Je suis épuisée. Je n'en peux plus.»

S'agissant des messages publiés sur les réseaux, Brigitte assure que certains sont des faux. «Je n'ai jamais alimenté ces blogs avant fin novembre 2008.» A la défense de l'islamologue, Me Yaël Hayat revient sur la nature des «relances» de la plaignante et de cette invitation à «un thé de la cordialité», envoyées à Tariq Ramadan peu après la nuit passée à l'hôtel. «Oui, je l'ai relancé, car son silence n'était pas acceptable. Je ne m'en accommodais pas. J'avais besoin d'explications. Je voulais savoir pourquoi il m'avait fait ça, pourquoi il m'avait violée, tapée et injuriée. C'était impossible à comprendre sachant qu'il n'y avait pas de conflit ni d'historique entre nous.»

JUSTICE

Vient le tour de Tariq Ramadan. Le président lui enjoint d'expliquer «succinctement» sa position. C'est mission impossible. Le prévenu refait l'histoire de cette femme très entreprenante qui l'a abordé sur les réseaux sociaux et qui a insisté pour le rencontrer. Les doutes qui l'ont assailli très rapidement. L'attirance aussi. «J'étais intrigué, tout en étant extrêmement prudent.» L'islamologue maintient donc sa version: il y a eu des préliminaires sur le lit, puis une réaction de répulsion de sa part. Réaction qu'il dit regretter: «Je l'ai blessée en la repoussant. Cela ne me ressemble pas.» Et l'intéressé de mettre les accusations de la plaignante sur le compte de l'humiliation ressentie. «Pas besoin de se lancer dans de la psychologie», l'arrête le président.

Tariq Ramadan confirme tout ce qu'il a déjà dit très longuement. Il veut aussi exprimer sa colère et hausse le ton: «Le pire qu'on puisse faire pour la cause des femmes, c'est de mentir et d'accuser un homme innocent de viol.» Les juges n'auront pas d'autre question. Les avocats de la partie plaignante n'en ont aucune. La défense, tout de même. Me Guerric Canonica évoque l'effet produit par l'acquittement. «C'était un soulagement. Enfin, j'avais été entendu. Mais l'annonce immédiate d'un appel a tout relancé. C'est difficile de revenir sans cesse sur ces faits pénibles», relate le prévenu.

Le pire des mensonges

Après la colère, un moment d'émotion contraint l'islamologue à s'arrêter de parler durant quelques secondes. C'est lorsqu'il évoque ses problèmes de santé, aggravés par sa détention dans la procédure française toujours en cours, qui l'empêchent désormais d'enseigner. S'agissant de ses infidélités et de son côté tartuffe de la morale, il répète: «Cette question ne concerne que ma femme, mes enfants et ma conscience. Ma femme viendra témoigner demain et mes enfants sont dans la salle. On doit rester droit face au mensonge et rester solidaire avec les innocents.»

Brigitte veut ensuite réagir à ce qu'elle vient d'entendre. «Je comprends que la procédure ait été difficile pour tout le monde et qu'elle puisse détruire tant la partie plaignante que l'accusé. Mais il ne va pas encore me faire porter la culpabilité de tout cela.» Et voilà que Tariq Ramadan rétorque lui aussi: «Je ne veux pas culpabiliser la plaignante et je ne me présente pas en victime. Ce que je dis, c'est honte à une femme qui pour se venger accuse un innocent.» Et de rappeler ce blog intitulé «Va, cours, vole et nous venge» sur lequel se retrouvaient ses admiratrices déçues.

Le président met fin à l'échange interposé. Le procès devrait reprendre ce mardi avec l'audition des témoins. La venue de Stéphane Lathion, ancien ami de Tariq Ramadan passé dans le camp des très critiques, promet de belles empoignades. Même si la cour a d'ores et déjà prévenu que cet exercice serait concis et limité à la description des relations que Tariq Ramadan entretenait avec les femmes. Un vaste sujet pourtant. ■

Le climat politique se crispe en Suisse alémanique après plusieurs faits divers

VIOLENCE Drôle d'ambiance outre-Sarine, où la succession d'agressions et les occupations d'universités en lien avec Gaza tendent des rapports politiques de plus en plus rugueux. Une polarisation qui pourrait toutefois n'être que politico-médiatique

BORIS BUSSLINGER, ZURICH
@BorisBusslinger

Les jours se suivent et se ressemblent à l'est du Röstigraben, où chaque semaine apporte son lot de faits divers et polémiques. Le mois de mai a débuté par le licenciement controversé d'un professeur homosexuel sur fond de conservatisme religieux dans l'Oberland zurichois, avant que la bourgade de Zofingue (AG) ne soit le théâtre d'une attaque au couteau sur plusieurs personnes de la part d'un Espagnol mi-mai, puis qu'une femme ne meure agressée par un Suisse à Männedorf (ZH) il y a quelques jours. Parallèlement à cette montée de violence dans l'espace public, l'agressivité du discours politique va crescendo.

C'était le 15 mai 2024, peu avant 19h à Zofingue. Un inconnu se met à poignarder des passants de manière indéterminée autour de la gare locale. Une demi-douzaine de personnes sont blessées. Une femme enceinte perd son bébé quelques jours plus tard. La réaction politique sera violente. La semaine suivante, plusieurs politiciens alémaniques discutent du cas sur la télévision privée M1. Le conseiller national argovien Benjamin Giezendanner (UDC) est sur le plateau. «On a rapporté que l'auteur de la fusillade était un citoyen espagnol, dit-il. Mais on a omis de dire qu'il s'agissait d'un Espagnol noir qui s'était fait naturaliser là-bas». Quelques jours plus tôt, sa collègue de parti, la parlementaire cantonale Nicole Heggli-Boder (AG) avait des mots similaires: «Le fait est qu'il s'agit d'un homme noir, et nous savons tous que les Espagnols ne sont généralement pas Noirs». Des déclarations sévèrement condamnées par le PS de Zofingue, qui rappelle que l'homme en cause était un «touriste». Et se demande à haute voix si l'UDC ne souhaite pas simplement jeter l'opprobre sur toute personne de type non-caucasien.

Dans une chorégraphie désormais parfaitement rodée, l'attaque de Zofingue est suivie d'une «action» du groupe d'extrême droite Junge Tat dont les deux leaders, l'Argovien Tobias Lingg et le Zurichois Manuel Corchia, tous deux déjà condamnés pour discrimination raciale, défilent sans être inquiétés dans les rues de la petite ville argovienne. Le groupuscule appelle comme à son habitude à la «remigration» (soit la déportation des étrangers), mais désigne également le coupable: la gauche, «complice (par sa politique) de l'attaque au couteau», d'après le collectif.

> «Nous savons tous que les Espagnols ne sont généralement pas Noirs»
> NICOLE HEGGLI-BODER, DÉPUTÉE ARGOVIENNE UDC

Une culpabilité du camp rose-vert répétée par Nils Fiechter, également condamné pour discrimination raciale, et président controversé des Jeunes UDC suisses (JUDC), dans un autre cadre: celui des occupations d'universités: «le visage hideux de l'antisémitisme woke et de diverses organisations de gauche», martèle le Bernois. Une campagne d'affichage en lien avec ce message devait être déployée à Bâle-Ville, mais le canton a refusé le visuel montrant un «homme masqué à tendance méditerranéenne avec un couteau» et une «personne androgyne avec une écharpe aux couleurs de l'arc-en-ciel et une bombe de peinture», finalement jugés «discriminants». Les JUDC suisses ont porté plainte contre le canton pour «violation des droits de l'homme».

«La population est calme»

Dans l'ambiance déjà chargée de ce mai pluvieux, un Suisse de 19 ans complètement dénudé tuait ensuite une joggeuse de 35 ans sur la Goldküste zurichoise. Sans cette fois-ci s'attirer le moindre communiqué de la part de l'UDC, soulignaient dans la foulée plusieurs médias alémaniques. Ensuite, un homosexuel était attaqué en gare de Zurich dimanche, alors qu'un rapport sorti mi-mai constate l'explosion des signalements pour «crime de haine» contre la communauté LGBTQI+.

Tout cela donne l'impression d'un certain emballement… Mais le politologue zurichois Michaël Hermann relativise cette impression: «Une certaine guerre culturelle continue de se déployer en Suisse alémanique, dit-il. Elle est avant tout portée par des médias comme la *Weltwoche*, le *Nebelspalter* et la *NZZ*. Je pense que l'agressivité ambiante s'est plutôt calmée depuis les élections fédérales. Nous assistons à la conjonction d'un emportement entre les réseaux sociaux, les médias et les politiques. La population générale est calme.»

Dans une étude sortie la semaine dernière et passée quelque peu inaperçue, l'Université de Bâle constatait elle-même que, si les clivages politiques se sont quelque peu élargis en Suisse, «la polarisation émotionnelle n'a guère changé depuis vingt ans». Malgré les apparences, s'il est démesuré de dire que tout va bien, tout n'irait donc pas si mal non plus. ■

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE
Genève – 11 h: **Mme Irène Lombardi Zbinden**; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges
Grand-Lancy – 14 h 30: **Mme Véronique Deslarzes**; église Notre-Dame des Grâces

LAUSANNE
9 h: **M. Antonio Spatoliatore**; centre funéraire de Montoie, chapelle A

VAUD
Aigle – 14 h: **M. Pierre Meyer**; temple du Cloître
Ballens – 14 h: **Mme Amabile Palmieri**; temple
Boulens – 14 h: **Mme Marianne Guex-Pahud**; église
Champvent – 15 h: **M. Michel Solive**; temple
Glion – 14 h 30: **Mme Jacqueline Grangier-Uldry**; chapelle catholique
Nyon – 14 h: **M. Vital Kneuss**; temple
Payerne – 13 h: **M. Fernand Thomas**; temple
Yverdon-les-Bains – 14 h: **Mme Ewa Patrycja Fudala**; chapelle du centre funéraire

FRIBOURG
Belfaux – 14 h: **Mme Marie-Thérèse Barras-Villoz**; église Saint-Etienne
Crésuz – 14 h 30: **M. Alphonse Jaquet**; église
Fribourg – 14 h 30: **Mme Yvonne Andrey**; temple réformé
Grolley – 10 h: **Mme Monique Repond-Schroeter**; église
Gurmels – 14 h 30: **Mme Louise Morel-Scherly**; église catholique

NEUCHÂTEL
Cressier – 14 h: **Mme Anna Bourquin**; temple

VALAIS
Chermignon-d'en-Haut – 17 h: **Mme Yvette Cordonier**; église
Erde – 17 h: **M. Antoine Berthouzoz**; église de la Sainte-Famille
Martigny – 14 h 30: **Mme Edith Lehner**; espace funéraire Pagliotti
Montagnier – 15 h: **Mme Marguerite Glauser**; chapelle de la Maison de la Providence
Vouvry – 16 h: **Mme Arlette Gex**; église



VOUS ET NOUS

«Une vie ici, une voix ici», une autre opinion

PHILIPPE DÉRIAZ, GENÈVE

La Genève du XVIIIe fut déchirée de violentes luttes entre «Natifs» et «Négatifs» concernant la citoyenneté et l'accès aux droits politiques. Le problème n'est donc pas neuf. S'il est souhaitable que tous les résidents participent à la vie de la cité, il est naïf de croire que l'attribution de droits politiques va modifier l'indifférence: on l'a constaté sur le plan communal. Etendre ces droits au niveau cantonal ne changera rien, le nombre des votants augmentera certes un peu, augmentera surtout la honteuse proportion d'abstentionnistes.

Suite à l'accession de principe aux droits, on pourrait demander, afin de les exercer, un geste clair: une simple inscription.

– J'entends déjà monter la rumeur indignée et aboutir au vocable infamant: «Discrimination»! Si c'est le cas, tous les Suisses de l'étranger sont discriminés, car, pour exercer leurs droits héréditaires, ils doivent s'inscrire auprès d'un consulat, et même renouveler cette inscription à intervalles réguliers. Cela ne m'a pas empêché, durant mes longues années d'exil, de participer le plus possible à la vie politique suisse et genevoise; et mes enfants, restés à l'étranger, poursuivent dans cette voie. L'inscription n'est donc pas un obstacle, quand on est véritablement concerné, mais elle évite d'alourdir les rôles électoraux d'une cohorte d'abstentionnistes résolus! ■

ÉCRIVEZ-NOUS! HYPERLIEN@LETEMPS.CH

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60
Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL
Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS
Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA
Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Abir Oreibi

Direction
Pierre-Adrian Irlé, *directeur exécutif*
Madeleine von Holzen, *rédactrice en chef*
Jean-Christophe Potocki, *produits & technologie*
Olivier Schwarz, finances

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen
Adjoints: Vincent Bourquin
Grégoire Nappey
Assistante et office manager:
Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (web)
Florian Fischbacher (web)
Elise Kerchenbaum (print)
Simon Moreillon (print)
Julien Pralong (resp. web)
Philippe Simon (resp. print)

Chefs de rubrique
International: Aline Jaccottet
Suisse: Nicole Lamon
Economie: Aline Bassin
Opinions & Débats:
Romain Clivaz
Culture & Le Temps Week-end:
Stéphane Gobbo
Epoque & Société:
Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Sylvie Logean

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél. : 021 318 46 60
Email: letemps@nzzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. : 022 575 80 50
Email : publicite@letemps.ch

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
34 118 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic
2024-1 : 86 000 lecteurs

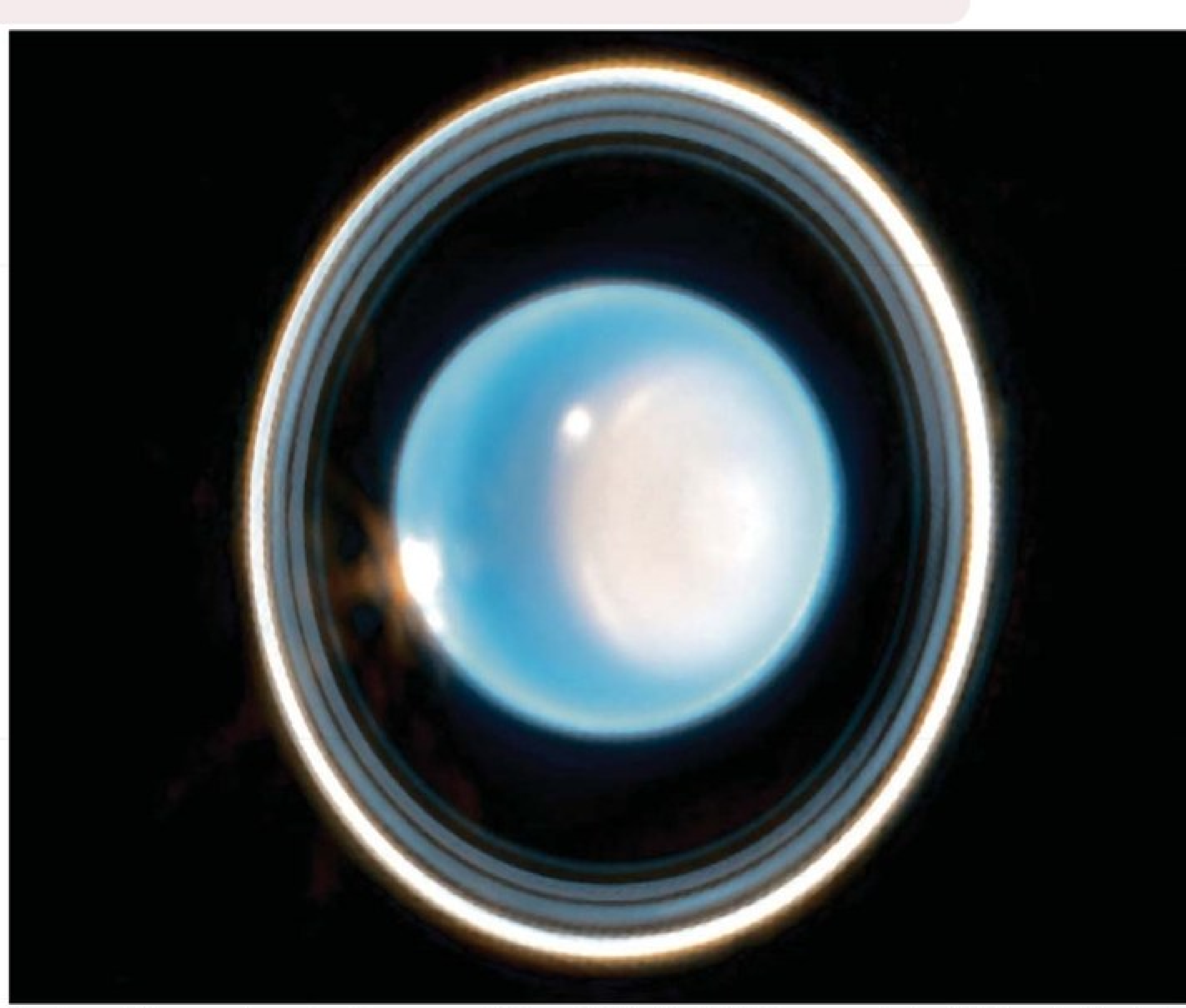
ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

L'Europe embarquera-t-elle dans une mission vers Uranus?

ESPACE **Une planète mystérieuse et particulièrement lointaine: si des projets sont en cours pour aller explorer la géante de glace, ils doivent se concrétiser pour bénéficier d'un lancement approprié. Des pays européens pourraient avoir un rôle à jouer si le financement arrive à temps**

HUGO RUHER
𝕏 @HugoRuher



Une image d'Uranus prise par le télescope spatial James Webb de la NASA. Pour une mission, l'idéal serait d'atteindre la planète vers 2050 pour avoir un vol plus court et moins complexe. *(NASA/ESA/CSA/STSCI)*

Il y a des rovers sur Mars, des sondes vers Jupiter, des vaisseaux qui plongent dans les anneaux de Saturne… Et Uranus dans tout cela? La septième planète de notre Système solaire semble bien seule à plus de 2 milliards de kilomètres de notre Terre. Et pourtant, une mission est en cours pour aller l'explorer.

Uranus Orbiter and Probe a été discutée encore en ce mois de mai à la NASA, et a même été nommée prioritaire lors du «Planetary Science and Astrobiology Decadal Survey» de l'agence américaine, qui établit l'importance des projets à venir.

Problème: le temps presse et la NASA est seule sur le coup; alors, si l'Europe entrait dans la partie? C'est l'appel lancé par des scientifiques qui ont publié un manifeste dans *Nature*. Olivier Mousis, astrophysicien français au LAM (Laboratoire d'astrophysique de Marseille) et directeur de l'Institut Origines à Aix-Marseille Université, est catégorique: «L'Europe ne doit pas passer à côté de cette opportunité. C'est une mission majeure à venir, et elle doit être lancée d'ici les années 2030, ce qui implique de prendre la décision aujourd'hui.» Avec Robin Canup, responsable du fameux «decadal survey», ils espèrent que leurs voix seront entendues rapidement.

Manque de volonté incompréhensible

En effet, les positions des planètes font que l'idéal serait d'atteindre Uranus vers 2050 pour avoir un vol plus court et moins complexe. Et avec un voyage qui durerait entre douze et quinze ans… La fenêtre se resserre!

Si le profil de la mission n'est pas encore complètement défini, quelques lignes commencent à émerger. Il s'agirait d'une sonde comprenant un orbiteur conçu pour rester autour de la planète pour au moins quatre ans, ainsi qu'une sonde atmosphérique en forme de demi-sphère qui, elle, partirait dans l'atmosphère d'Uranus pour étudier sa composition et ses propriétés. Un schéma qui rappelle un peu celui de Cassini-Huygens à destination du système saturnien et qui comprenait une sonde… européenne! Huygens avait ainsi atterri avec succès à la surface de Titan en 2004.

«L'Europe a d'importantes compétences dans le domaine, assure Olivier Mousis. Nous avons énormément d'expérience, de savoir-faire… Il nous manque la volonté.» C'est ce dernier facteur qui a motivé les scientifiques à lancer cet appel. Pour eux, l'Agence spatiale européenne (ESA) ne compte pas se concentrer sur ce type de mission. Des échos internes laissent entendre que le financement de 500 millions d'euros ne sera pas débloqué avant 2036… Ce qui serait à peu près la date du lancement. «C'est une manière de dire sans le dire qu'ils ne veulent pas du projet, dénonce Olivier Mousis. C'est un renoncement absurde que nous, chercheurs, nous ne comprenons pas.»

Caractéristiques inhabituelles

Il faut dire que d'un point de vue scientifique, les raisons de se rendre sur Uranus sont nombreuses. «C'est une planète encore très mystérieuse, assure Ravit Helled, planétologue à l'Université de Zurich. Nous ne savons pas comment elle s'est formée, comment elle a évolué, comment se compose sa structure interne… Nous voulons savoir et nous espérons que l'Europe puisse contribuer à ces découvertes.»

De plus, si les caractéristiques d'Uranus semblent inhabituelles dans notre Système solaire, beaucoup de planètes similaires ont été découvertes ailleurs. «La recherche sur les exoplanètes pourrait énormément bénéficier de découvertes que l'on pourrait y faire, poursuit Ravit Helled. Si nous arrivons à récolter des données sur sa gravité, son champ magnétique… ce serait extraordinaire pour tout un pan de la communauté scientifique.»

Se faire une place à bord

Mais ces découvertes risquent d'être à 100% américaines, craint Olivier Mousis: «Ils ont des entreprises, des laboratoires qui seraient ravis de mener cette mission sans l'Europe. C'est pourquoi l'ESA doit réagir maintenant pour se faire une place à bord. Cinq cents millions d'euros, c'est dérisoire pour faire partie d'un tel projet!»

Le chercheur assure que les agences nationales, à l'image du Centre national d'études spatiales (CNES) en France ou même du Swiss Space Office, seraient motivées à participer à cette mission. «S'il y a bel et bien un blocage, il est du côté de l'ESA», assure Olivier Mousis.

Pourtant, publiquement, l'Agence spatiale européenne semble déterminée à agir. Lors du Space Council qui a démarré ce 23 mai, son directeur général Josef Aschbacher a proclamé: «Nous sommes conscients d'à quel point il est urgent et important que l'Europe devienne un partenaire majeur dans l'exploration spatiale. Ce sont exactement les sujets dont nous discutons pour préparer notre budget pour 2025.» Il reste à voir si l'exploration d'Uranus fera partie de ces ambitions. ▬

MAIS ENCORE

L'Arabie saoudite investit l'espace

Le très riche fonds souverain de l'Arabie saoudite a annoncé hier le lancement de la compagnie Neo Space Group (NSG), le premier investissement dans l'industrie spatiale du royaume du Golfe. Le Fonds d'investissement public (PIF) est connu pour ses investissements massifs dans le sport, les jeux vidéo et les mégaprojets. (AFP)

EN BREF

Le public peut contribuer à la cartographie végétale

Un nouvel outil a été développé par l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL). En utilisant des millions d'observations rapportées par le grand public puis traitées par l'intelligence artificielle, il indique où poussent les espèces végétales en Suisse et où elles se trouveront à l'avenir. En saisissant l'habitat préféré d'une espèce, c'est-à-dire sa niche écologique, ainsi que les conditions environnementales locales, les scientifiques peuvent établir des cartes de répartition à l'aide d'algorithmes. ATS

Alerte sur la contamination des eaux en Europe

Les eaux européennes sont massivement contaminées par un produit chimique très persistant, l'acide trifluoroacétique, selon des associations qui dénoncent la plus grande contamination connue de l'eau à l'échelle européenne par un produit chimique. Le Réseau européen d'action sur les pesticides (PAN Europe) et ses membres ont analysé 23 échantillons d'eau de surface et six échantillons d'eau souterraine provenant de dix pays de l'UE à la recherche de ce produit. Il est issu de la dégradation de PFAS, surnommés «polluants éternels». «L'ampleur de la contamination est alarmante et appelle une action décisive», conclut leur rapport publié lundi. ATS

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE
Mardi 28 mai 2024





lever: **05h49**
coucher: **21h17**
1 minute de soleil en plus

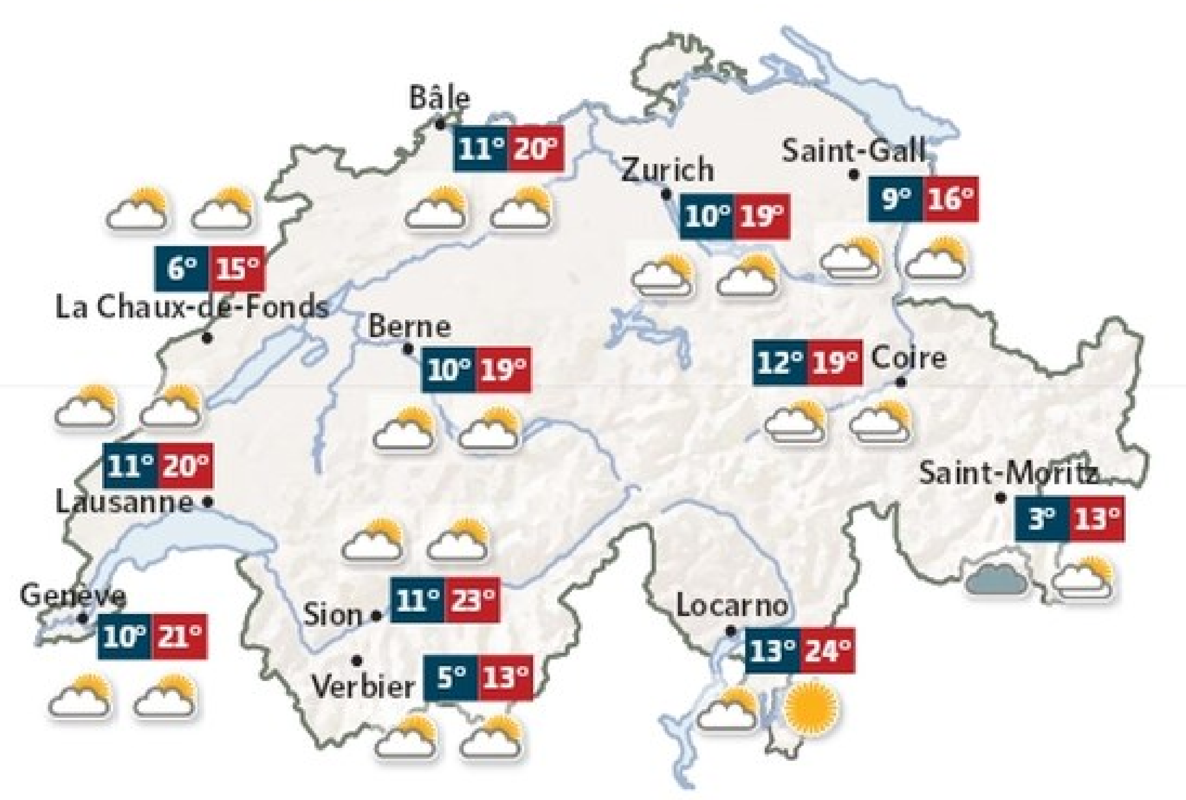
lever: **01h26**
coucher: **10h04**

lune décroissante
taux de remplissage: 74%

Situation générale aujourd'hui à 13h

Haute pression H · Basse pression B · Isobares (hPa) 1015 · Front froid · Front chaud · Front occlus

- de -15° | -15 à -10° | -10 à -5° | -5 à 0° | 0 à 5° | 5 à 10° | 10 à 15° | 15 à 20° | 20 à 25° | 25° et +



LE SOLEIL SERA GÉNÉREUX MARDI et il faut en profiter, car la suite de la semaine s'annonce assez perturbée. Le passage d'un front froid mercredi apportera beaucoup de pluie et une masse d'air instable qui va rester en place jusqu'en fin de semaine avec encore de fréquentes précipitations, surtout sur le versant nord des Alpes. Le soleil fera toutefois son apparition par moments en plaine, mais en montagne, le temps restera souvent nuageux.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	MERCREDI 80 %		JEUDI 90 %		VENDREDI 90 %		SAMEDI 80 %		DIMANCHE 70 %	
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	10°	19°	12°	18°	10°	16°	9°	16°	9°	18°
Limite des chutes de neige	2500 m		2200 m		1800 m		-		-	
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	11°	22°	12°	21°	11°	17°	10°	18°	10°	21°
Limite des chutes de neige	2500 m		2400 m		-		-		-	
Suisse centrale et orientale	10°	20°	12°	18°	10°	16°	10°	16°	10°	19°
Limite des chutes de neige	2400 m		2200 m		1900 m		2100 m		2300 m	
Sud des Alpes	15°	23°	15°	22°	14°	20°	13°	21°	13°	21°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666 en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'emission ou cours de clôture (valeurs du lundi, 27.05.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %



Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations

B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1a	99.30	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1a	99.30	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD3/1a	97.93	-

Fonds en actions

Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	110.40	13.7

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	151.00	9.4

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	92.94	-0.4
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR1/1e	97.35	-1.4
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	104.45	-0.5
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e	93.05	-1.2

Fonds en actions

Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD1/1e	145.68	4.0
Synchrony (LU) HighDivEuroP.St. A	EUR1/1e	125.83	8.6
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD1/1e	124.95	11.2
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	155.02	8.2
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR1/1e	147.67	1.4
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1e	132.85	5.9
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR1/1e	216.88	8.0
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	136.82	8.8
Synchrony Europe Equity A	EUR4/3f	102.08	8.4
Synchrony High Div.Sw.Stcks A	CHF 1/1e	130.85	4.7
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD4/3f	104.15	5.7
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	141.40	6.5
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1e	105.49	8.9
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1e	109.39	9.1
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1e	105.53	-
Synchrony US Equity A	USD4/3e	196.16	11.0

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1f	144.89	7.1
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR2/1f	145.67	4.0
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1f	97.68	3.3
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1f	133.06	10.6
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1f	97.09	1.5
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1f	155.03	15.6
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR1/1e	139.26	3.5
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR1/1e	175.03	5.3
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1f	122.98	3.8
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1f	129.18	5.7
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1f	118.41	6.0
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1f	131.46	8.4

CIC

Fonds en obligations

CIC CH - BOND CHF «PRIMUS» AKL B	CHF 3/3e	96.31	0.4
CIC CH - BOND EUR «PRIMUS» AKLB	EUR3/3e	803.22	-0.6
CIC CH - CONVERT BOND AKLB	EUR3/3e	1226.62	3.6
CIC CH - CONVERT BOND AKLC	CHF 3/3e	100.78	2.5

Fonds en actions

CIC CH - EQUITY CHF «PRIMUS» AKLB	CHF 3/3e	231.40	11.7

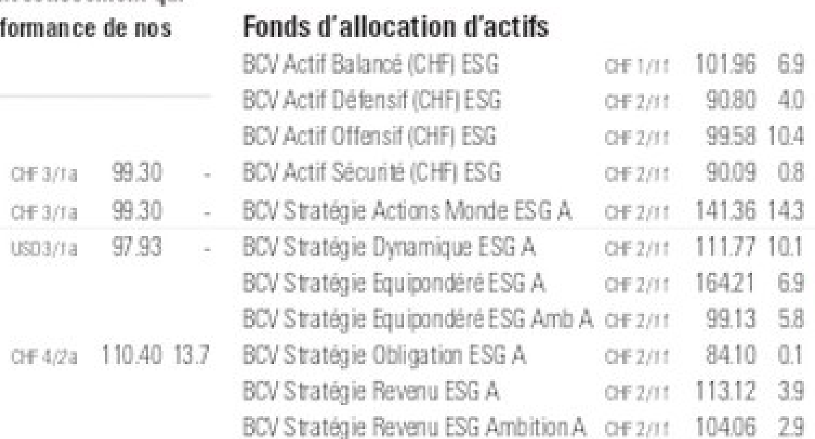
Fonds d'allocation d'actifs

CIC CH - STRATEGY (CHF) AKLB	CHF 3/3e	1018.92	4.7

BBGI GROUP Global Investments

Autres fonds

BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	156.50	8.7
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF	CHF 1/1e	120.80	21.8
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF Hdg.	CHF 1/1e	84.50	10.5
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR	EUR1/1e	155.80	14.1
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR Hdg.	EUR1/1e	94.40	11.6
BBGI - Swiss Phys. Gold CI USD	USD1/1e	125.70	12.0
BBGI Commodities (USD) A	USD1/1e	111.90	11.2
BBGI Natural Resources (USD)	USD1/1e	189.40	5.1
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD1/1e	76.30	-9.4



BCV

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1f	101.96	6.9
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.80	4.0
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	99.58	10.4
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.09	0.8
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1f	141.36	14.3
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1f	111.77	10.1
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1f	164.21	6.9
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1f	99.13	5.8
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1f	84.10	0.1
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1f	113.12	3.9
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1f	104.06	2.9

Berninvest

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	132.50	0.4
Immo Helvetic	CHF 5/5	204.00	0.5

BLACKROCK®

Fonds en obligations

BGF FI Glb Ops D2 USD	USD1/1e	16.54	0.4
BGF Glb Corp Bond D2 USD	USD1/1e	15.64	-0.4

Fonds en actions

BGF Syst Glb Eq HI D2 USD	USD1/1e	23.15	9.3
Glb Uncon Eq D Acc USD	USD3/3e	180.87	9.7

bordier 1844

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD4/4e	113.28	5.0
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR4/4e	103.19	0.6
BO Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD4/4e	112.97	1.4

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR4/4e	157.78	4.7
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur I EUR	EUR1/1e	147.22	5.0
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD4/4e	192.46	6.1
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR4/4e	125.22	11.1
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR1/1e	131.94	11.5
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD4/4e	2310.82	12.3
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD4/4e	224.05	11.9

BRUNOWALTER FINANCE SA

Fonds en actions

Allround Quadinvest Fund ESG B	EUR2/1e	218.21	3.0
Allround Quadinvest Fund ESG C	EUR2/1e	163.35	3.1
Allround Quadinvest Fund ESG D	EUR2/1e	232.49	3.1
Allround Quadinvest Fund ESG Da	EUR2/1e	98.37	3.1
Allround Quadinvest Growth B	USD2/1e	296.72	8.3
Allround Quadinvest Growth C	USD2/1e	306.06	8.2
Allround Quadinvest Growth D	USD2/1e	311.72	8.4
Allround Quadinvest Growth Da	USD2/2e	261.58	8.4
Allround Quadinvest Growth OE	USD2/1e	290.62	8.1

bwm VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse: LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	610.44	19.5
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	191.32	19.4

caceis INVESTOR SERVICES

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	125.59	15.6
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR1/1e	99.21	16.6
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	132.41	9.4

carne

Fonds en actions

Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	254.21	34.1
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1e	238.76	20.5
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD2/1e	287.74	23.2

CITÉ GESTION PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs

WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1f	1112.54	4.9
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1f	1041.89	3.9
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD1/1f	1257.16	5.4

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1e	960.85	0.5
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1e	1048.45	1.4
CS Money Market Fund USD B	USD2/1e	1161.92	1.9

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	108.50	-0.0
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD2/1e	113.24	2.1
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	111.72	0.6
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	127.78	0.6
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD2/1e	156.35	1.1
CS (Lux) EM Corp IG Bd FD B	USD2/2e	141.47	0.4
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD2/2e	136.58	2.8
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	496.63	0.0
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD2/1e	174.15	2.8
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD1/1e	158.66	4.6

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	41.07	8.8
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	448.92	7.8
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	14.88	8.6
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	22.96	8.6
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	550.02	8.2
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD2/2e	592.78	-7.1
CS (Lux) EU Qu Div EQ B	EUR 2/1e	22.96	5.3
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1e	4377.60	11.8
CS (Lux) GL Qua Div EQ B	USD2/1e	25.82	9.3
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1e	15.52	7.8
CS (Lux) Infrastruct Eg Fd B	USD2/2e	211.59	1.1
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1e	2942.79	0.1
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD2/1e	46.58	2.6
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1e	1468.66	7.3

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	116.13	5.5
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	132.52	8.1
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	100.23	2.1
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	104.60	1.8
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	109.01	4.2
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1e	126.33	5.6
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	118.27	8.9
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD1/1e	198.92	3.2
CS (Lux) Portfolio Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	120.84	7.3
CS (Lux) Portfolio Fund Bal USD UB	USD2/1e	143.12	4.0
CS (Lux) Portfolio Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	107.29	4.3
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	123.29	6.1
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	141.43	8.9
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	108.13	3.6

Fonds immobiliers

CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	102.50	8.4
CS REF Green Property	CHF 5/5e	120.00	-0.8
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	74.00	3.9
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	175.00	7.4
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	146.00	1.7
CS REF Siat	CHF 5/5e	222.00	4.7

Investissements alternatifs

CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	160.09	-1.9
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	120.86	5.0

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	18.61	1.8
CS (Lux) Com Idx Pl USD Fd B	USD2/1e	72.72	7.8
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD2/1e	76.96	8.7
CSIF(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	265.28	11.4

CRONOS FINANCE

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	112.00	-4.7

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions

Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD2/1a	201.01	3.4
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD4/4a	83.07	3.6
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	206.11	8.1
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	226.54	9.1
ENETIA Energy Infras. Fund IB EUR	EUR 2/1e	17428.44	2.8
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1e	142.60	0.4
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(unhe)	EUR 1/1e	11617.65	4.3
White Fleet IV-Ri. St. B (USD)	USD1/1e	47.77	-1.5
White Fleet IV-Sec. Trds S (USD)	USD1/1e	198.50	10.6

Fonds d'allocation d'actifs

Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	124.16	5.9

Autres fonds

Physical Gold B3	USD1/1e	128.11	13.3

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers

ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	149.00	9.2



Fonds en actions

Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e	497.67	7.4

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations

GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1e	105.14	0.2
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1e	102.50	-0.3
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1e	556.14	0.5

Fonds en actions

GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1e	403.49	8.9

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1e	135.30	3.2
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1e	92.93	13.6
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1e	97.43	7.3
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1e	110.97	5.2
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/1e	147.91	0.3
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1e	92.34	0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1e	92.62	0.3
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1e	93.63	0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1e	89.46	0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1e	93.67	0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1e	95.75	0.0
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1e	99.24	-0.1
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/1e	110.96	1.5
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/1e	122.73	3.1
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/1e	136.73	4.6

FIR FONDS IMMOBILIER ROMAND

Fonds immobiliers

FIR	CHF 2/2	221.00	4.2

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations

EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1e	98.50	0.8

Fonds en actions

EG European Equities (EUR)	EUR2/1e	416.10	8.3
EG Global Equities (EUR)	EUR2/1e	230.80	2.0
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1e	68.20	8.8
Gutzwiller ONE	USD2/1e	610.00	12.9

Investissements alternatifs

Gutzwiller TWO (USD)	USD2/1b	173.20	-0.4

helvetia Asset Management AG

Fonds immobiliers

Helvetia (CH) Swiss Property Fund	CHF 1/1	107.00	4.9

IAM Independent Asset Management

Fonds en actions

IAM European Equity CHF - A	CHF 2/1e	1383.08	14.0
IAM Global Equity CHF - A	CHF 2/1e	2097.63	13.4
IAM Immo Securities CHF - A	CHF 2/1e	1222.23	2.3
IAM Swiss Equity CHF - A	CHF 2/1e	3212.76	5.3



IMMOFONDS asset management

Fonds immobiliers

IMMOFONDS	CHF 2/2	544.00	-0.7

LA FONCIÈRE

Fonds immobiliers

La Foncière	CHF 4/4	137.00	3.4



Lienhardt & Partner PRIVATBANK ZÜRICH

Fonds d'allocation d'actifs

Lienhardt & Partner Core Strat Fd A-CHF	CHF 2/1e	85.04	6.6



MIRABAUD Asset Management

À la recherche d'une gestion active de conviction? Tous les détails de nos solutions d'investissements à disposition ici www.mirabaud-am.com

Fonds en obligations

Mir. - Gl Strat Bd I USD	USD4/4e	125.06	1.4

PATRIMONIUM Your Partner in Private Markets

Fonds immobiliers

PSREF - A	CHF 2/1	171.00	3.3

procimmo BUILDING INVESTMENTS

Fonds immobiliers

Procimmo Real Estate SICAV	CHF 2/2	149.50	3.1
Procimmo Residential Lemanic Fund	CHF 5/5	140.00	8.1
Streetbox Real Estate Fund	CHF 5/5	485.00	8.5



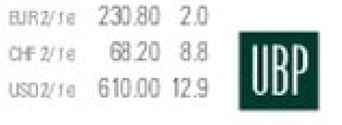
Fonds en actions

Nerrick Swiss Equity Fd CHF - A	CHF 4/4e	144.52	6.6

REALSTONE

Fonds immobiliers

RSF	CHF 5/5	126.50	2.0
Solvalor 61	CHF 1/1	282.00	-2.1



UBP

Fonds en obligations

UBAM - Dynamic Euro Bond AC	EUR1/1e	263.62	2.5
UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC	USD1/1f	253.69	3.2
UBAM - Global High Yield Solution AC	USD4/1f	225.23	3.6
UBAM - Med.Term US Corp.Bnd AC	USD1/1f	208.11	0.9

Fonds en actions

UBAM - 30 Global Leaders Equity AHC	USD1/1e	283.77	6.1
UBAM - Angel Jap Small Cap Eq APC	JPY 1/1e	19347.00	-3.4
UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC	EUR1/1e	2427.58	7.7
UBAM - Swiss Equity AC	CHF 1/1e	439.68	11.7

Vontobel

Fonds en obligations

Emerging Mark. Corp. Bd B	USD4/4e	103.18	3.6
Emerging Markets Debt B	USD2/1e	133.38	6.0
Euro Corporate Bond B	EUR2/1e	171.56	0.2
Global Corporate Bond A	USD4/4e	100.01	-0.2
Sust Bd CHF Concept A	CHF 1/1e	93.23	0.3
Sust Em Mkts Loc Ccy Bd B	USD2/1e	97.36	-2.0
Sustainable Global Bond HI (hedged)	CHF 4/4e	90.22	-2.2
TwentyFour Str Inc Fund H (hedged)	CHF 4/4e	91.80	1.6
TwentyFour Sus S-T Bd Inc H (hedged)	CHF 4/4e	94.90	-0.0

Fonds en actions

Global Env Change B	EUR2/1e	582.18	12.3
Global Equity B	USD2/1e	430.33	5.8
mtx Sust.Asian Leaders(Ex-Jap) B	USD2/1e	382.20	7.5
mtx Sust.Emer.Mkts Leaders B	USD2/1e	147.14	6.9
Sustainable Swiss Dividend A	CHF 4/1e	673.58	9.5
Sustainable Swiss Equity A	CHF 4/1e	280.97	7.8
Sustainable Swiss Equity Income Plus A	CHF 4/1e	102.92	-
Sustainable Swiss M&S C A	CHF 4/1e	1295.61	6.7
Swiss Eq Mlti Factor A	CHF 2/1e	181.66	7.2
US Equity B	USD2/1e	2319.32	6.0

Explication Indices

Conditions d'émission et de rachat de parts:

Le premier chiffre se réfère aux conditions appliquées lors de l'émission de parts:

1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds (l'émission a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors du placement de nouvelles res-sources entrées)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors de l'émission de parts

Le second chiffre en italique se réfère aux conditions appliquées lors du rachat de parts:

1. Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission de rachat en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors de la vente de placements)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors du rachat de parts

Particularités:

a) évaluation hebdomadaire
b) évaluation mensuelle
c) évaluation trimestrielle
d) pas d'émission ni de rachat régulier de parts
e) valeur du jour précédent
f) évaluation antérieure
g) émission des parts suspendue temporairement
h) émission et rachat de parts suspendus temporairement
i) prix indicatif
l) en liquidation
x) après distribution de revenu et/ou gain de cours

Les informations fournies sont sans garantie
NAV / Issue Price commissions non comprises

Economie & Finance

43 milliards

LA CHINE A INJECTÉ PLUS DE 43 MILLIARDS D'EUROS DANS UN FONDS D'INVESTISSEMENT pour renforcer son industrie des semi-conducteurs. Dans un contexte de rivalité technologique entre Pékin et Washington, le géant asiatique a ainsi décidé de stimuler ce secteur pour accroître son autonomie.

LI QIANG

Premier ministre chinois

L'homme d'Etat a affirmé hier que son pays serait toujours ouvert aux entreprises étrangères et s'est engagé à prendre des mesures pour qu'elles fassent davantage confiance à la Chine.



5,5 milliards

LA START-UP D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE XAI D'ELON MUSK A ANNONCÉ HIER AVOIR LEVÉ 5,5 milliards de francs. Ces fonds seront utilisés pour son développement ainsi que pour mettre sur le marché les premiers produits de l'entreprise du milliardaire américain.

SMI 11 960,57 +0,24%	↑	Dollar/franc	0,9133	↓
		Euro/franc	0,9919	↓
Euro Stoxx 50 5059,20 +0,47%	↑	Euro/dollar	1,0860	↑
		Livre st./franc	1,1666	↑
FTSE 100 8317,59 -0,26%	↓	Baril Brent/dollar	83,11	↑
		Once d'or/dollar	2354,25	↑

A Saint-Prex, un pas vers les employés

INDUSTRIE Après un week-end de grève, les employés de la verrerie Vetropack ont obtenu une première victoire hier matin, la direction ayant accepté de ne licencier personne avant fin juin. Mais la situation reste tendue avec un manque de confiance des deux côtés

RAPHAËL JOTTERAND
X @Raph_jott

Les lignes commencent à bouger du côté de Saint-Prex. Alors que les ouvriers de Vetropack sont en grève depuis vendredi soir, la direction de la verrerie a cédé pour la première fois depuis l'annonce de la fermeture le 14 mai dernier, sur l'une de leurs revendications. «On a enfin obtenu un résultat positif, s'est réjouie hier matin Nicole Vassali, responsable du secteur industrie au sein de la filière vaudoise d'Unia. La direction a accepté de repousser l'envoi des premières lettres de licenciement à la fin du mois de juin.»

Cette annonce est le fruit de longues négociations qui ont débuté il y a plus de deux semaines et qui ont finalement abouti hier, peu après 10h. La nouvelle a été accueillie sous un tonnerre d'applaudissements. «Il faut rappeler que c'est notre revendication principale», a poursuivi Nicole Vassali, en parlant du fait qu'aucun licenciement ne doit être prononcé avant la fin des discussions du plan social.

Un premier compromis

En échange de ce premier pas en direction des employés, Johann Reiter, directeur général du groupe Vetropack, a demandé que le travail soit repris sur les quatre lignes de production et que les palettes de bouteilles en verre invendables produites ce week-end et déposées aux entrées de l'usine soient détruites. «Nous avons accepté de reprendre le boulot sur deux lignes et de casser les palettes qui se situent aux entrées vers la gare CFF, nous explique un employé de la firme. Par contre, le mouvement de grève et le blocage des camions sont toujours en cours jusqu'à la prochaine échéance.» En effet, contrairement à une grève traditionnelle, les ouvriers de la verrerie n'ont pas complètement délaissé leur bleu de travail. «Nous avons continué de produire des bouteilles car si le four s'arrête, ça peut-être dramatique, explique Sherif Hoxha, l'un des responsables d'équipe. Par contre, il n'y a aucun contrôle qualité et par conséquent, le verre ne peut pas être exploité.» Aux abords de l'usine, les palettes de bouteilles s'amoncellent et les camions sont à l'arrêt. «Une dizaine de convois sont repartis à vide depuis le début de la grève, poursuit le chef d'équipe. C'est une perte colossale pour la direction, car plus de 1000 palettes ont été produites, ce qui représente, toutes taxes comprises, près d'un million de francs.»

Toutefois, la matière première n'est pas forcément perdue vu que le verre peut être fondu et donc réutilisé. Mais pour cela, il faudra désormais que la grève soit levée et que les employés reprennent leur poste, ce qui n'est pas gagné. «Pour le moment, l'entrée reste bloquée et la production de bouteilles valides n'avance plus, témoigne Sherif Hoxha. Les gens ne sont plus motivés car ils ne sont pas bien dans leur tête. On doit tous se forcer à aller travailler car on a l'impression de ne pas être respecté. On a bossé les week-ends, la nuit et même pendant le Covid au risque de notre vie. Il n'y a pas de respect pour le travailleur.»



Contrairement à une grève traditionnelle, les employés n'ont pas complètement délaissé leur travail puisque «si le four s'arrête, cela peut être dramatique», indique un responsable d'équipe de l'usine. *(SAINT-PREX, 24 MAI 2024/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)*

Hier après-midi, les discussions entre la direction et les représentants des ouvriers ont repris avec l'objectif de trouver de nouveaux compromis. «Outre la date d'envoi des lettres de licenciement, nos autres requêtes que sont l'ouverture «de véritables négociations» concernant le plan social et que des emplois industriels soient maintenus à Saint-Prex en cas de reprise par une autre entreprise, n'ont toujours pas abouti», indique hier matin Nicole Vassali, qui a perdu son sourire au fil de la journée.

Contacts avec le Conseil d'Etat

En effet, pendant la séance de l'après-midi, le groupe Vetropack a publié sur son site internet un communiqué dans lequel il indique qu'il pourrait «arrêter la production dans les prochains jours pour des raisons de sécurité», si la situation venait à empirer. «Ces menaces nous ont obligés à suspendre les négociations car il a fallu gérer la situation à l'extérieur, regrette la syndicaliste. Nous aurons une nouvelle assemblée demain matin avec le personnel pour voir ce qu'il en est. Mais les fronts sont très tendus.» Cité dans ce même communiqué, Johann Reiter a toutefois précisé qu'il espérait «pouvoir poursuivre rapidement le processus et présenter le plan social pour les collaborateurs de Saint-Prex dans quelques jours.»

A noter qu'au lendemain de la visite du conseiller aux Etats Pierre-Yves Maillard à Saint-Prex, le monde politique s'est remis au travail. Hier matin, le syndic de Saint-Prex Stéphane Porzi a rencontré les représentants de Vetropack, quelques heures seulement après un échange entre Isabelle Moret et Johann Reiter. Au courant des nouvelles négociations en cours, la conseillère d'Etat PLR chargée de l'Economie a refusé de répondre à nos questions pour ne pas interférer dans le processus. ▬

Flexibilité au travail, le décalage entre Romands et Alémaniques

ÉTUDE D'un côté et de l'autre de la Sarine, les travailleurs ont les mêmes besoins, mais pas les mêmes possibilités, révèle une étude de Swissstaffing. Explications

JULIE EIGENMANN
X @JulieEigenmann

Pas moins de 80% des travailleuses et travailleurs suisses interrogés considèrent que la flexibilité des horaires de travail est importante. Pourtant, dans les faits, ils ne sont pas plus d'un sur deux à être en mesure de travailler de cette manière.

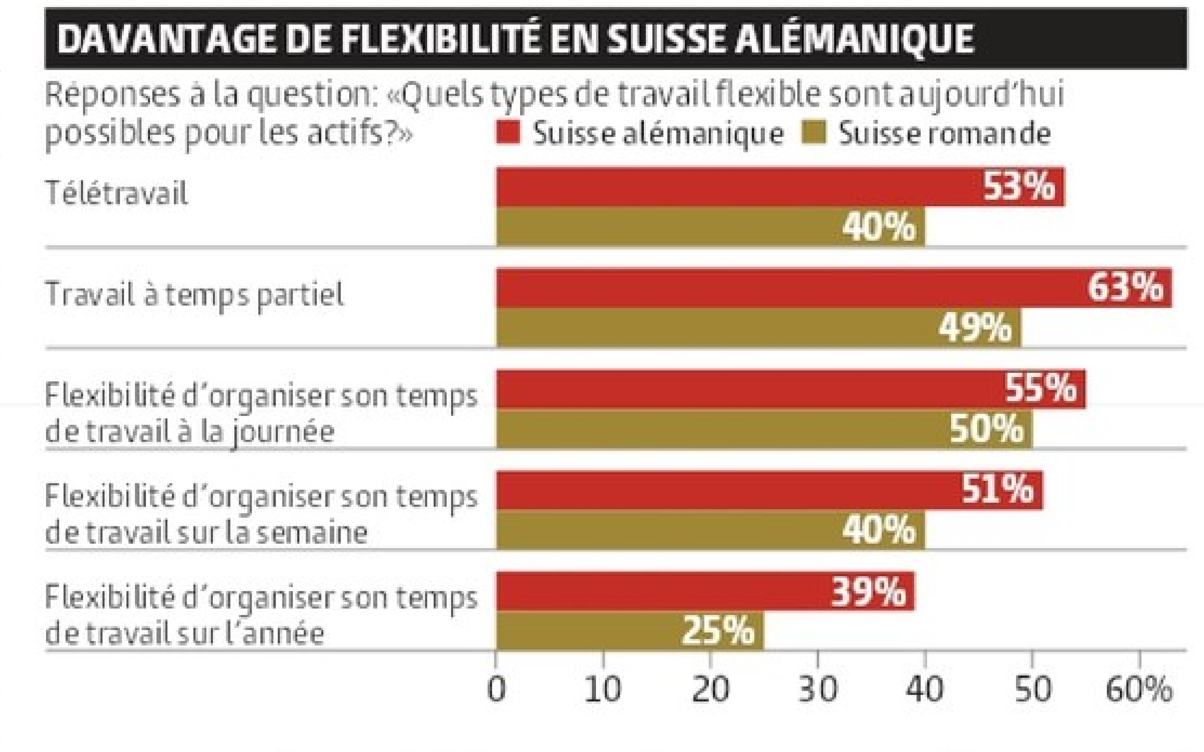
C'est ce que montre une enquête représentative menée auprès de 1230 personnes en âge de travailler, que *Le Temps* a pu consulter. Elle a été mandatée par Swissstaffing, faîtière du travail temporaire, et réalisée par gfs-zürich en 2023. Les écarts les plus importants entre volonté et réalité se retrouvent dans les secteurs de la santé et des services sociaux, de la construction, du transport et de la logistique.

«Il y a des domaines où le travail flexible n'est vraiment pas possible, commente Marius Osterfeld, responsable économie et politique chez Swissstaffing et chargé de cette étude. Mais il est intéressant de voir qu'au-delà du télétravail dont on parle beaucoup, la flexibilité du temps de travail est vraiment primordiale pour les actifs afin de pouvoir organiser leur équilibre entre vie privée et vie professionnelle.»

Outre-Sarine, davantage de temps partiel

Cette question de la flexibilité au sens large est au cœur de l'étude et montre un décalage surprenant entre les travailleurs des deux côtés de la Sarine. Le temps partiel? Important pour la majorité des Romands comme des Alémaniques. Et pourtant, à la question «Quels types de travail flexible sont aujourd'hui possibles?», 63% des répondants mentionnent le temps partiel en Suisse alémanique, contre 49% en Suisse romande.

Même écart pour le télétravail: les deux régions le jugent important à plus de 50%, mais il est possible à 53% pour les Alémaniques contre 40% seulement en Romandie. Le décalage existe aussi, toujours dans le même sens, pour ce qui est de la flexibilité d'organiser son temps de travail sur l'année (39% pour les Alémaniques contre 25% pour les Romands) ou la semaine (51% contre 40%). Les résultats sont par contre plus proches pour ce qui est de la libre répartition du temps de travail sur la journée (55% contre 50%), mais avec un souhait de flexibilité beaucoup plus élevé dans les deux régions.



DAVANTAGE DE FLEXIBILITÉ EN SUISSE ALÉMANIQUE

Réponses à la question: «Quels types de travail flexible sont aujourd'hui possibles pour les actifs?»

	Suisse alémanique	Suisse romande
Télétravail	53%	40%
Travail à temps partiel	63%	49%
Flexibilité d'organiser son temps de travail à la journée	55%	50%
Flexibilité d'organiser son temps de travail sur la semaine	51%	40%
Flexibilité d'organiser son temps de travail sur l'année	39%	25%

Sondage réalisé par gfs-zürich en 2023 | Graphique: Julie Eigenmann | Source: Swissstaffing

Faut-il y voir globalement un Röstigraben de la flexibilité au travail? «Oui en matière de possibilités actuelles, mais les besoins sont les mêmes», répond Marius Osterfeld. Quant à la question de savoir pourquoi ces différences existent, l'économiste émet certaines hypothèses: «Il peut y avoir des éléments liés à la culture, mais il s'avère aussi que la pénurie de personnel est encore plus prononcée en Suisse alémanique. Les entreprises essaient donc davantage de s'adapter aux besoins des travailleurs et embauchent par exemple plus à temps partiel.»

Le poids de la pénurie de personnel

La pénurie de personnel est sans aucun doute une explication, appuie Robin Gordon, président du conseil d'administration du spécialiste du recrutement Interiman, qui ne croit pas vraiment au facteur culturel. «Les taux de chômage qui sont supérieurs à la moyenne sont presque systématiquement dans les cantons romands, note-t-il. Le marché y est moins tendu et les employeurs ont moins la pression de se réinventer, en offrant notamment plus de flexibilité.»

Cette absence de flexibilité a d'ailleurs des conséquences sur les choix des travailleurs, observe Robin Gordon. «On voit par exemple dans le secteur médical, où la flexibilité est peu possible, des travailleurs démissionner de leur poste fixe pour se tourner vers du travail temporaire dans l'idée de reprendre la main sur leur agenda.»

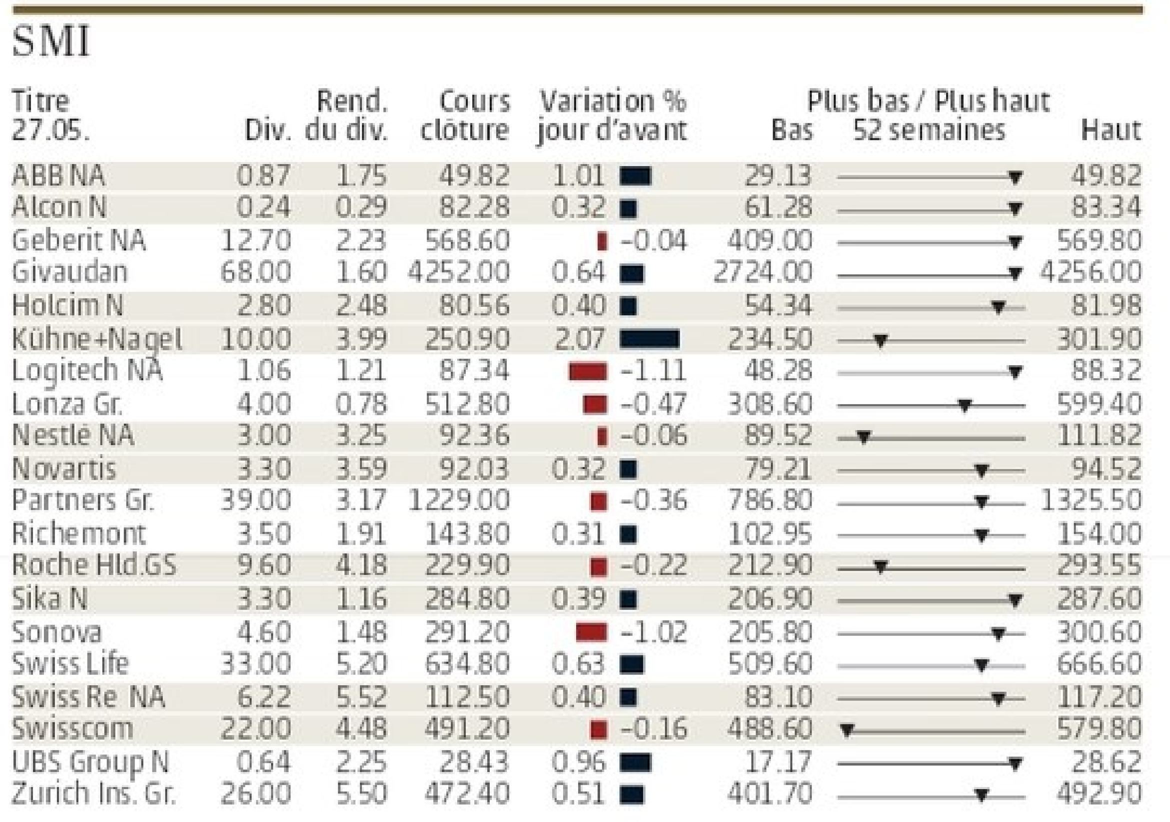
Autre point: la flexibilité peut être plus difficile au quotidien dans les grandes entreprises, qui sont plus nombreuses en Suisse romande, avance notamment Marius Osterfeld. «Quand on est une petite équipe et qu'on se connaît tous, il est plus simple de s'organiser mais aussi de passer rapidement un appel lorsque l'on travaille à distance, par exemple. Selon la grandeur de l'entreprise, cela peut devenir plus compliqué.»

Si la pandémie a bien ouvert le champ du travail flexible et des modèles hybrides, le retour en arrière est pour autant toujours possible. En témoignent les politiques des banques et géants américains redevenues plus restrictives en matière de télétravail. Ou, plus proche de chez nous, de Swatch Group, qui a récemment décidé de fermer tous ses espaces de coworking en Suisse romande qui permettaient de travailler à distance. ▬

BOURSE 27.05.2024

↑SMI 11960.57 0.24% ↑SPI 15974.09 0.24% ↑SLI 1962.47 0.22% ↑SMIM 2662.812 0.24% ↑VSMI 11.6257 1.06%

SMI



Titre 27.05.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines Bas	Haut
ABB NA	0.87	1.75	49.82	1.01	29.13	49.82
Alcon N	0.24	0.29	82.28	0.32	61.28	83.34
Geberit NA	12.70	2.23	568.60	-0.04	409.00	569.80
Givaudan	68.00	1.60	4252.00	0.64	2724.00	4256.00
Holcim N	2.80	2.48	80.56	0.40	54.34	81.98
Kühne+Nagel	10.00	3.99	250.90	2.07	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.21	87.34	-1.11	48.28	88.32
Lonza Gr.	4.00	0.78	512.80	-0.47	308.60	599.40
Nestlé NA	3.00	3.25	92.36	-0.06	89.52	111.82
Novartis	3.30	3.59	92.03	0.32	79.21	94.52
Partners Gr.	39.00	3.17	1229.00	-0.36	786.80	1325.50
Richemont	3.50	1.91	143.80	0.31	102.95	154.00
Roche Hld.GS	9.60	4.18	229.90	-0.22	212.90	293.55
Sika N	3.30	1.16	284.80	0.39	206.90	287.60
Sonova	4.60	1.48	291.20	-1.02	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	5.20	634.80	0.63	509.60	666.60
Swiss Re NA	6.22	5.52	112.50	0.40	83.10	117.20
Swisscom	22.00	4.48	491.20	-0.16	488.60	579.80
UBS Group N	0.64	2.25	28.43	0.96	17.17	28.62
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.50	472.40	0.51	401.70	492.90

↑ GAGNANTS — Cours du SPI du 27.05.2024 — PERDANTS ↓

Gagnants			Perdants		
Spexis	0.068	+14.58%	Arundel NA	0.13	-33.50%
Meyer Burger	0.012	+9.52%	Highlight	5.90	-18.62%
Idorsia	2.28	+6.05%	Kudelski	1.40	-6.69%
Addex Therap.	0.073	+5.20%	Swiss Steel H.	0.077	-4.94%
Ypsomed	405.50	+4.78%	Curatis N	6.88	-4.44%

INDICES BOURSIERS

(Nikkei-Index=©Nihon Keizai Shimbun)

S&P UK (UK) 1684.84* -0.27%
DAX (DE) 18774.71 0.44%
SMI (CH) 11960.57 0.24%
RTS (RU) 1173.92 -1.81%
S&P TSX (CA) 22370.22 0.22%
HANG SENG (HK) 18841.89 1.35%
DOW JONES (US) 39069.59* 0.01%
CAC 40 (FR) 8132.49 0.46%
NIKKEI (JP) 38900.02 0.66%
NASDAQ 16920.79* 1.10%
BOVESPA (BR) 124345.83 -0.44%
S&P SOUTH AFRICA (ZAR) 3608.43 -0.48%
STRAITS TIMES (SG) 3318.45 -0.01%

AEX (NL)	916.04	0.09%	OMX (SE)	999.88	0.05%
All Ordinaries (AU)	8058.60	0.74%	OMXC 20 (DK)	2760.95	-0.23%
ATX (AT)	3715.27	-0.85%	S&P 500 (US)	5304.72*	0.70%
Euro Stoxx 50 (CH)	5059.20	0.47%	SET Index (TH)	1366.37	0.14%
IBEX 35 (ES)	11325.50	0.71%	SSE 180 (CH)	7974.22	1.10%
Kospi (KR)	2722.99	1.32%	Stoxx Europe 600 (CH)	522.21	0.32%
Nasdaq 100 (US)	18808.35*	0.99%	Stoxx Singap. 20 (CH)	1913.24	0.09%
OBX (NO)	1343.98	0.74%	Taiwan Weighted (TW)	21803.77	1.11%

CHANGES

↓ $/CHF 0.9136 -0.10%

↑ €/CHF 0.9923 0.03%

La Banque 27.05.	Devises achète	Devises vend	Billets achète	Billets vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9925	0.9927	0.96	1.02	97.61
1 Dollar US	0.9136	0.9137	0.88	0.96	104.71
1 Dollar canadien	0.6690	0.6692	0.64	0.71	140.85
1 Dollar australien	0.6070	0.6072	0.57	0.65	154.44
100 Dollar hongkong	11.7018	11.7035	11.10	12.90	775.19
100 Yens	0.5823	0.5824	0.54	0.63	15936.25
1 Livre sterling	1.1649	1.1654	1.09	1.24	80.65
100 Couronnes suédoises	8.5929	8.5951	7.95	9.50	1052.63
100 Couronnes norvég.	8.6745	8.6767	7.95	9.55	1047.12
100 Couronnes danoises	13.3016	13.3050	12.30	14.05	711.74

1 Bitcoin USD 70202.64 (27.05.) 68501.21 (26.05.)

Monnaies 27.05.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.0946	1.0078	0.8570	171.7158	1.4920	97.1404
Dollar US	0.9135	-	0.9207	0.7830	156.8880	1.3631	88.7455
Euro	0.9922	1.0861	-	0.8504	170.3906	1.4805	96.3918
Livre sterling	1.1666	1.2771	1.1758	-	200.3443	1.7407	113.3449
Yen	0.5823	0.0064	0.0059	0.0050	-	0.0087	0.5656
Dollar canad.	0.6701	0.7335	0.6754	0.5743	115.0785	-	65.0999
Rouble	0.0103	88.7455	0.0104	0.0088	1.7676	0.0154	-

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

	Cours 27.05. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas
Accelleron	37.50	0.97	37.8	20.7
Addex Therap.	0.073	5.20	0.26	0.04
Adecco Gr. NA	35.56	-0.39	42.2	27.1
Adval Tech	95.00	-	128	85.0
Aevis Vict. NA	15.40	±0.00	19.1	13.8
Airesis S.A	0.50	-1.39	0.77	0.41
Allreal NA	149.60	0.40	162	140
Also Holding	261.50	2.75	274	175
Aluflexpack	15.30	0.99	17.7	7.42
ams-OSRAM	1.42	2.94	4.34	0.92
APG SGA NA	201.00	1.26	226	165
Arbonia NA	13.42	0.15	13.5	7.10
Arundel NA	0.13	-33.50	0.30	0.10
Aryzta NA	1.79	-1.10	1.82	1.34
Ascom NA	8.12	0.50	12.5	7.00
Asmallworld	1.57	1.95	2.08	1.26
Autoneum H. NA	151.20	-0.79	167	98.8
Avolta	35.80	1.70	45.3	29.0
Bachem H. NA	86.35	-0.12	97.0	54.0
Bâloise NA	154.60	1.18	155	126
Barry Callebaut	1607.00	-0.31	1895	1215
Baselland. KB	862.00	0.47	904	830
Basilea Pharm.	44.30	0.91	49.0	32.0
Basler KB PS	64.60	-1.22	69.6	60.8
BB Biotech	40.60	±0.00	49.8	35.4
Belimo	436.00	-1.00	479	369
Bell Food	273.50	0.55	285	244
Bellevue Gr.	18.90	0.27	30.2	17.7
Bergb. Engelb.	41.40	2.22	46.5	39.9
Berner KB	236.00	-0.84	253	230
BKW	143.30	0.70	168	122
Bossard	224.50	-2.18	230	173
Bq. Cant. de G.	295.00	0.34	317	198
Bq. Cant. de J.	61.00	±0.00	66.5	49.2
Bq. Cant. Vaud.	93.60	0.75	113	89.6
Bucher Ind.	386.00	1.71	414	314
Bündner KB	1775.00	-0.28	1815	1610
Burckhardt	631.00	0.16	645	436
Burkhalter	93.50	±0.00	101	83.0
BVZ	995.00	-1.49	1080	810
Bystronic	462.00	-0.11	660	396
Calida Holding	30.25	-0.82	40.4	25.0
Carlo Gavazzi	302.00	-2.27	391	294
Cembra Money	71.15	±0.00	76.8	60.0
CI Com	1.15	-	2.84	0.90
Cicor Technol.	49.50	1.02	53.4	41.7
Clariant	15.10	0.60	15.3	10.8
Coltene	51.00	-2.67	74.1	50.0
Comet	335.50	-2.33	358	171
Comp. Fin.Tr.	152.50	-1.61	157	113
Cosmo Pharma.	72.20	0.98	76.0	33.7
CPH	89.80	1.13	93.0	78.0
Curatis N	6.88	-4.44	18.0	0.00
Dätwyler	194.00	-0.41	230	154
DKSH Hold.	61.10	0.99	71.6	54.0
DocMorris	66.00	2.33	102	28.5
dormakaba	503.00	0.60	504	385
Dottikon	267.00	1.33	270	190
Edisun Pow.	92.00	-1.08	117	88.5
EFG Int.	12.36	0.98	12.8	8.69
Elma Electronic	1020.00	±0.00	1040	980
Emmi NA	921.00	-0.86	964	820
Ems-Chemie	755.50	0.20	781	581
Epic Suisse	70.00	-1.96	75.0	59.2
Evolva Hold.	0.90	±0.00	13.9	0.62
Feintool Int.	17.25	-0.86	23.9	16.4
Flugh. Zürich	191.70	1.37	208	166
Forbo Hold. NA	1102.00	-0.54	1386	957
Fund. Real	16.50	-0.90	17.3	15.7
Galderma Gr.	74.25	1.06	76.2	60.0
Galenica NA	73.10	1.81	78.2	65.1
GAM NA	0.28	2.61	0.61	0.23
Georg Fischer	70.95	0.71	72.2	45.6
Glarner KB N	21.40	0.47	26.2	21.1
Grp. Minoteries	256.00	2.40	310	246
Gurit Hold.	58.20	1.04	99.8	55.4
Helvetia	129.00	0.16	137	115
HIAG Immo.	73.60	-0.54	82.0	69.4
Highlight	5.90	-18.62	15.3	4.00
Hochdorf	7.90	1.54	29.0	1.23
Huber+Suhner	77.80	-0.89	79.2	59.9
Hypo Lenzburg	4180.00	-0.95	4380	3780
Idorsia	2.28	6.05	9.75	1.29
Implenia	34.85	0.72	48.5	25.8
Ina Invest	18.50	±0.00	19.0	16.3
Inficon	1454.00	0.83	1476	940
Interoll	2865.00	-0.69	3150	2245
Intershop N	123.20	-0.81	130	117
Investis	97.40	-0.20	102	89.6
IVF Hartmann	129.00	0.78	144	103
Julius Bär NA	55.00	-1.54	63.4	43.0
Jungfraubahn	193.60	-0.82	211	141
Kardex	257.00	-0.19	262	163
Klingelnb.	17.35	3.27	20.1	15.0
Komax	169.60	1.31	250	154
Kudelski	1.40	-6.69	1.99	1.11
Kuros Bios.	8.10	1.25	8.40	1.25
Landis+Gyr	76.50	0.13	83.3	60.5
lastminute	21.25	-0.70	30.8	18.9
Leclanché NA	0.58	±0.00	0.63	0.37
Lem	1700.00	-0.70	2350	1526
Leonteq	26.40	1.93	47.2	22.9
Liechten. LB	68.90	1.03	75.0	58.0
Lindt & Spr.	107000.00	0.38	116000	95000
Lindt & Spr. PS	10590.00	-0.47	11430	9385
Luzerner KB	68.90	-0.29	77.3	67.2
MCH Group N	5.50	-2.14	5.88	3.50
Medacta Gr.	124.80	1.96	135	98.1
Medartis	78.50	2.75	99.4	63.5
Medmix	16.92	1.08	26.8	14.4
Meier Tobl.	31.80	-0.16	53.0	28.9
Metall Zug	1345.00	±0.00	1745	1245
Meyer Burger	0.012	9.52	0.23	0.01
Mikron	17.70	-1.67	20.0	10.7
Mobilezone	13.94	±0.00	15.3	12.1
Mobimo	255.00	0.39	270	233
Molecular Partn.	3.35	-1.18	6.17	3.04
Montana A.	19.44	0.10	19.9	9.68
Newron Pharma	9.71	2.00	11.5	3.70
Novavest Real Est.	33.10	-1.49	39.3	32.4
ObsEva	0.001*	-	0.09	0.00
OC Oerlikon NA	5.05	0.90	5.08	3.30
Orascom Dev.	4.12	-3.06	6.80	3.80
Orell Füssli	77.80	0.78	83.6	69.0
Orior	62.60	-2.34	78.7	60.5
Peach Prop.	9.10	-1.19	15.1	7.50
Perrot Duval	57.00	±0.00	87.0	50.0
Phoenix Mec.	528.00	3.13	536	342
Pierer Mob.	37.45	0.27	78.0	35.5
Plazza	299.00	±0.00	319	292
PolyPeptide	33.00	3.29	34.6	14.1
Private Equity	74.60	0.81	74.8	63.0
PSP	112.30	0.27	121	97.1
R&S Group	12.40	3.33	12.4	9.50
Relief Therap.	1.25	-0.40	4.89	1.15
Rieter	136.20	-0.29	138	74.1
Roche I	254.80	1.11	316	229
Romande Energie	56.60	-2.41	58.8	48.8
Sandoz	32.51	1.53	32.8	22.7
Santhera Pha.	9.29	-0.75	14.6	7.14
Schindler N	234.50	-0.64	237	171
Schindler PS	238.60	-1.08	243	176
Schlatter Hold.	27.00	±0.00	27.2	21.0
Schweiter Tech.	467.00	1.08	709	404
Schweizer NB	4020.00	1.26	4950	3440
Sensirion	75.60	4.42	98.6	57.5
SF Urban Prop. N	93.00	±0.00	96.0	82.5
SFS Group	126.40	-1.56	130	88.9
SGS	85.32	0.49	88.3	69.6
SHL Telemed.	5.10	1.19	11.0	3.50
Siegfried	886.00	0.23	950	655
SIG Group	19.14	0.37	26.1	17.1
SKAN Group	80.60	-0.49	86.6	65.0
SoftwareONE	17.12	-0.12	19.3	13.7
Spexis	0.068	14.58	1.06	0.01
St. Galler KB	439.50	1.27	520	431
Stadler Rail	27.80	1.09	36.3	26.4
StarragTornos	51.00	-0.97	63.0	44.6
Straumann	118.90	0.76	152	97.0
Sulzer NA	121.80	0.66	122	71.1
Swatch Group I	192.50	0.50	292	188
Swatch N Gr.	37.05	0.41	55.2	36.4
Swiss Pr. Site	84.10	0.30	91.8	75.4
Swiss Steel H.	0.077	-4.94	0.15	0.06
Swissquote	276.80	-0.14	279	158
Talenthouse	0.005	-	0.02	0.00
Tecan	327.00	-0.18	392	251
Temenos NA	57.95	1.13	89.7	53.1
Thurgau. KB PS	128.00	-0.39	130	117
TX Group	154.00	0.13	159	81.7
u-blox Holding	95.60	-0.52	124	72.5
Valiant Hld.	102.40	-0.39	111	91.2
Varia US Prop.	35.80	-2.98	41.0	33.3
VAT Group N	488.40	-0.89	502	309
Vaudoise	435.00	-0.46	461	413
Vetropack N	32.60	-0.15	48.0	30.5
Villars	625.00	-	715	550
Vontobel	54.90	0.37	60.0	47.6
VP Bank	82.60	-0.72	97.6	80.4
VZ Holding	112.00	0.72	113	75.1
V-ZUG	55.20	1.47	80.7	54.4
Walliser KB	115.50	0.87	118	107
Warteck Invest	1795.00	±0.00	2070	1770
Wisekey	3.68	2.22	9.56	2.80
XLife Sciences	33.10	1.85	51.4	31.5
Ypsomed	405.50	4.78	409	232
Zehnder Gr.	59.90	-2.76	78.7	45.2
Züblin Immob.	25.60	±0.00	28.8	23.8
Zug Estates	1690.00	-0.29	1915	1480
Zuger KB	8380.00	±0.00	8580	7420
Zwahlen&Mayr I	159.00	-	180	112

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

		27.05.			27.05.
Saron		1.452	Euribor	1 mois	3.792
€STR		3.910	Euribor	3 mois	3.80
€STR	3 mois	3.925	Euribor	6 mois	3.775
€STR	6 mois	3.943	Euribor	12 mois	3.74
€STR	12 mois	3.832			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES

↑ Brut 83.19 1.34%
Londres Brent, $/Baril

	27.05.	24.05.
Baril NY WTI (Nymex) $/bar.	78.79	77.80
Baril RBOB (Nymex) $/gal.	2.51	2.48

Mazout Comb. ECO 27.05.

de 3001 à 6000 litres 111.90 - 114.10

Prix net du mazout par 100 litres à 15°C en CHF. Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.

MÉTAUX PRÉCIEUX

↑ Or 2151.77 0.80%
CHF/Once

CHF Pièces	achète 27.05.	vend 27.05.
8 Florin	380.50	410.50
Krugerrand	2119	2234
Maple leaf	2119	2225
Napoleon 20 Fr.	391.00	440.00
Souverain ancien	493.00	560.00
Souverain nouveau	493.00	555.00
Vreneli 20 Fr.	393.00	440.00
Or (Zurich)		
Once/USD	2343	2344
Kg/CHF	68587	69087
Argent (Zurich)		
Once/USD	30.78	30.83
Kg/CHF	898.00	913.00
Platine (Zurich)		
Once/USD	1053	1063
Kg/CHF	30701	31451
Palladium (Zurich)		
Once/USD	982.00	987.00
Kg/CHF	28732	29102

MATIÈRES PREMIÈRES

	24.05.	23.05.
Cuivre (LME) $/t	10205	-1.10%
Etain (LME) $/t	33059	-0.62%
Plomb (LME) $/t	2251	-0.40%
Aluminium hg (LME) $/t	2617	1.75%
Blé (CBOT) €/t	702.75	0.32%
Maïs (CBOT) $-Cts/bu	465.00	0.11%

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich ; * = dernier prix mentionné ; **Div.** = dividende ; **GS** = bons de participation ; **I** = actions au porteur ; **NA** = actions nominatives ; **PS** = bons de participation ; **St.** = actions ordinaires ; **Vz.** = actions privilégiées ; **le bas/haut sur 52 semaines** se réfère uniquement aux transactions boursières. **Monnaies/Métal** et **devises étrangères** données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie.
cours 27.05.2024 / 18.51 h CE(S)T

Source: Infront

Google et son moteur jouent avec le feu

TECHNOLOGIE Le service Overview, basé sur de l'intelligence artificielle, livre de nombreuses réponses erronées. La multinationale américaine minimise le problème et annonce des corrections rapides, mais l'affaire risque d'entacher sa réputation

ANOUCH SEYDTAGHIA
X @Anouch

Des erreurs dans les résultats affichés par les services d'intelligence artificielle générative? Depuis le lancement de ChatGPT en novembre 2022, les internautes en ont pris l'habitude. Mais des erreurs majeures dans les résultats affichés par Google, voilà qui est nouveau. Et qui pourrait, à terme, avoir des conséquences sur la confiance accordée à ce moteur de recherche. Il y a quelques jours, Google lançait, sur le marché américain, une nouvelle version de son service, appelé Overview. Et les bugs sont innombrables.



«Dans de très nombreux cas, les gens réagissent positivement aux Overviews»

SUNDAR PICHAI, DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ GOOGLE

Pain bénit pour les complotistes

Pour mémoire, Overview, présenté le 14 mai dernier par la multinationale californienne, représente un changement majeur. Lorsqu'un internaute effectue une requête, le moteur n'affiche plus les liens en haut de page, mais une réponse structurée en plusieurs points, pouvant facilement atteindre une quinzaine de lignes. Une réponse très proche de celle fournie par ChatGPT, de plus en plus perçu par Google comme un concurrent.

Mais les soucis sont nombreux. A la question «Combien y a-t-il eu de présidents américains musulmans?». Overview répond notamment «Il y a eu au moins un président américain musulman, Barack Hussein Obama». De quoi alimenter à nouveau des théories du complot attisées par Donald Trump. Lorsqu'on demande à Google «Combien de pierres dois-je manger par jour?», le service conseille «au moins une petite pierre par jour», citant l'autorité des «géologues de l'Université de Californie à Berkeley».

«Mesures rapides»

A la requête «Quel est le meilleur pont pour sauter?», Overview affirme que «le Golden Gate Bridge est l'un des ponts au monde d'où les gens se sont le plus jetés», ajoutant que «certains disent que 98% des chutes de cette hauteur sont fatales». Overview n'affiche aucun message de prévention pour le suicide et liste, en plus, des détails sur les deuxième et troisième ponts les plus utilisés pour des suicides aux Etats-Unis.

Ces dernières heures, les médias américains ont listé de nombreuses erreurs de ce type, certaines pouvant avoir des conséquences désastreuses, d'autres relativement anecdotiques.

Pour l'heure, Google minimise l'affaire. «La plupart des exemples que nous avons vus concernaient des requêtes peu courantes, et nous avons également vu des exemples qui avaient été trafiqués ou que nous ne pouvions pas reproduire», a affirmé une porte-parole de la multinationale, concédant en parallèle que Google «prend des mesures rapides» pour supprimer les aperçus d'IA sur certaines requêtes.

Aucun mea-culpa de Google, qui insiste: «La grande majorité des aperçus sur l'IA fournissent des informations de grande qualité, avec des liens permettant d'aller plus loin sur le web», selon son service de communication. Interviewé récemment par le média spécialisé The Verge, Sundar Pichai, directeur de la société, affirmait ceci: «En ce qui concerne la recherche, nous traitons des milliards de requêtes. Vous pouvez tout à fait trouver une requête et me la remettre en me disant: «Aurions-nous pu faire mieux pour cette requête?» Oui, bien sûr. Mais dans de nombreux cas, ce qui fait que les gens réagissent positivement aux Overviews, c'est que le résumé que nous fournissons ajoute clairement de la valeur et les aide à examiner des choses auxquelles ils n'auraient peut-être pas pensé autrement.»

9
En milliards, c'est le nombre estimé de requêtes quotidiennes.

90,9%
C'est la part de marché mondiale de Google dans la recherche.

Géant sous pression

Il est possible que la réputation de Google s'effrite, si des erreurs devaient continuer à être affichées ces prochains mois – ce qui est tout à fait possible, vu que l'IA générative «hallucine» régulièrement… Aujourd'hui, Google détient 90,9% du marché de la recherche au niveau mondial (86,6% aux Etats-Unis), répondant à quelque 9 milliards de requêtes par jour, selon des estimations externes.

La multinationale est clairement sous pression, une IA générative 100% fiable semblant actuellement hors de portée. D'un côté, il y a eu d'importantes innovations apportées par Microsoft à Bing, son moteur de recherche, doté dès début 2023 de solutions d'IA génératives – sans problème majeur. De l'autre, il y a la montée en puissance d'alternatives telles ChatGPT, ou Grok, d'Elon Musk, qui fournissent des résultats de plus en plus actuels, voire en temps réel. Google se devait d'insuffler de l'IA dans son moteur face à ces concurrents.

On ne sait pas encore quand exactement Overview sera lancé en Europe – a priori d'ici fin 2024. On se souvient que le service de création Gemini, de Google, avait été désactivé en février à cause de la création d'images jugées non conformes à l'Histoire. Google s'était alors excusé. ■



NICOLAS JUTZET
DIRECTEUR ADJOINT
DE L'INSTITUT LIBÉRAL

L'Atelier de la liberté

Le protectionnisme ne protège pas (surtout votre pouvoir d'achat)

Chaque être humain se passionne pour des choses que d'autres peuvent trouver futiles. Mon dernier épisode de la sorte date du 14 mai, jour de l'annonce du président américain Joe Biden d'une forte hausse des taxes douanières sur certains produits importés de Chine. Notamment sur les voitures électriques, dont la taxation passera de 25 à 100%.

Pour mieux comprendre les motivations américaines, je suis allé à la source, au compte rendu de la conférence de presse de Biden. Figurez-vous que son contenu est tout bonnement fascinant. Digne des meilleures pièces de Molière. On y découvre un président à l'humeur badine, mais aussi des contradictions profondes. L'augmentation des taxes est justifiée par la concurrence «déloyale» de la Chine, à qui il est reproché de subventionner ses industries. Suivi d'une tirade sur les bienfaits de subventions équivalentes… aux Etats-Unis. Mais aussi de l'importance de produire plus d'acier américain, après avoir dénoncé des surcapacités à cause de la Chine dans ce même marché.

Finalement, le clou du spectacle: Biden s'en prend à Donald Trump, qu'il accuse de vouloir mettre en place des droits de douane sur toutes les importations s'il venait à être élu. Après avoir défendu les siennes, Biden s'oppose aux taxes douanières de son opposant, car cela «coûterait chaque année 1500 dollars aux familles». Au sortir de cette lecture, une conviction nous reste: la différence entre la bonne et la mauvaise subvention (et taxe) est aussi évidente que celle entre le bon et le mauvais chasseur du sketch des Inconnus.

Pour la défense de Biden, ce recours aux taxes douanières n'a rien de nouveau. En septembre 2009, Obama lance les hostilités en surtaxant les pneus venus de Chine. La motivation est la même, sanctionner la Chine qui «inonde» le marché américain dans le but de «protéger» des emplois locaux. En avril 2012 deux économistes du Peterson Institute for International Economics font le bilan de ces mesures. Il est accablant: «les acheteurs américains de pneus paient un prix élevé pour cette protection. […] Le coût par emploi sauvé par ces mesures est d'au moins 900 000 dollars. Or, seule une très petite partie de ce montant exorbitant a fini dans les poches des travailleurs du secteur des pneus.»

Par ailleurs, ils notent que «l'argent supplémentaire que les consommateurs américains ont dû dépenser pour les pneus a réduit leurs dépenses pour d'autres produits, ce qui a indirectement réduit l'emploi dans le secteur du commerce de détail». Au final, si l'on tient compte des pertes dans le commerce de détail, le bilan est négatif, le protectionnisme a coûté environ 2500 emplois à l'économie américaine.

Des pertes d'emplois invisibles

Comme l'a théorisé Frédéric Bastiat au XIXe siècle déjà, «dans la sphère économique, un acte, une habitude, une institution, une loi n'engendrent pas seulement un effet, mais une série d'effets». Autrement dit, il y a toujours, «ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas». Ici, les surtaxes et les emplois «protégés» sont «ce qu'on voit». Par contre, les emplois qui disparaissent ensuite à cause des mesures et l'augmentation des prix sont «ce qu'on ne voit pas» au moment de la mise en place des surtaxes.

A court terme, le protectionnisme sauve certains emplois, mais en détruit bien davantage sur le territoire national, et nuit globalement à l'économie du pays, ainsi qu'au pouvoir d'achat de la population. Ce bilan est connu quand, début 2018, Trump met en place des surtaxes, notamment sur les machines à laver importées. Il sait donc qu'elles ont de bonnes chances de s'avérer contre-productives. Fin 2019, une étude de deux économistes de la Réserve fédérale livre ses résultats: ils sont encore pires. Ils estiment que l'effet des droits de douane, spécialement en tenant compte des mesures de rétorsion des partenaires commerciaux des Etats-Unis, sur l'emploi, la production et les prix à la production dans le secteur manufacturier est négatif.

Les surtaxes ont pour conséquence d'augmenter les coûts des biens importés et nuisent à la compétitivité des exportations américaines en raison des droits de douane introduits en réponse par la Chine, notamment sur les fruits, les noix et le porc. Ce qui fait qu'in fine, les mesures, à nouveau, détruisent plus d'emplois sur sol américain qu'elles n'en protègent. ■

Vous avez une remarque? Une lecture à me conseiller pour une prochaine chronique? N'hésitez pas à me le faire savoir par e-mail à info@nicolasjutzet.ch.

MAIS ENCORE

EasyJet annonce se renforcer avant un été qu'elle espère record

Un centre de contrôle flambant neuf, de l'IA et des effectifs renforcés: après deux étés marqués par des retards et annulations, la compagnie aérienne britannique EasyJet assure être prête pour transporter 300 000 passagers par jour. (ATS)

Un pas de plus vers la relance des montres Favre-Leuba

HORLOGERIE Patrik Hoffmann, ex-dirigeant d'Ulysse Nardin, ne renouvelle pas son mandat de vice-président de Watchbox Suisse. Pour se consacrer à la reconstruction de l'une des plus anciennes marques suisses créée au Locle en 1737

STÉPHANE GACHET

Un changement de plus chez Watchbox. Patrik Hoffmann, actuel vice-président de l'antenne suisse de la plateforme américaine de vente de montres de seconde main, met un terme à son mandat. Il se consacrera au développement de ses propres affaires. En particulier à la relance de la marque Favre-Leuba, basée à Granges, Soleure.

Ce n'est qu'un changement de plus dans la mue de Watchbox, qui a changé de raison sociale en novembre 2023 pour devenir The 1916 Company. Quatre entités ont été réunies sous ce nom (Watchbox, Govberg Jewelers, Radcliffe Jewelers et Hyde Park Jewelers), détenues par leurs cocréateurs. Le modèle d'affaires a été transformé dans la foulée. Watchbox avait été créée en 2017 par trois entrepreneurs réunis autour du détaillant originaire de Philadelphie Danny Govberg, comme plateforme dédiée à la vente sélective de montres de seconde main. La nouvelle structure se recentre sur la vente de détail du neuf et sur sa licence de Rolex seconde main certifiées.

Patrik Hoffmann avait pris la tête des opérations suisses de Watchbox dès l'ouverture d'une antenne nationale à Neuchâtel, en 2018. Un mandat externe, mené en parallèle d'autres activités, surtout liées aux fusions et acquisitions dans le secteur horloger, dans lequel il évolue depuis le début des années 1990. Son poste le plus emblématique a été la présidence des montres Ulysse Nardin, au Locle, tenue de 2011 à 2017.

Patrik Hoffmann se consacrera au développement de Silvercity Brands, créée en mars 2023. L'entreprise est codétenue par la famille Saboo, propriétaire d'Ethos, premier détaillant horloger en Inde. Parmi les actifs en main de Silvercity Brands figurent deux marques horlogères. La start-up Haute-Rive, lancée par l'horloger ingénieur neuchâtelois Stéphane von Gunten. Et les montres Favre-Leuba, dont la relance publique est prévue dans le courant de l'année. ■

EN BREF

Allemagne: le climat des affaires stagne, selon l'IFO

Le moral des entrepreneurs en Allemagne stagne en mai, après trois hausses consécutives, illustrant la laborieuse reprise de l'activité dans la première économie européenne. Cet indicateur très suivi de la conjoncture économique, basé sur un questionnaire mensuel adressé à 9000 chefs d'entreprise, est resté inchangé à 89,3 points en mai, a annoncé hier l'institut économique allemand IFO. «L'économie allemande sort de la crise étape par étape», estime l'IFO dans son communiqué. ATS

Le secteur de l'assurance vie redevient attractif

Les produits d'assurance vie et de prévoyance redeviennent attractifs pour constituer un capital vieillesse en raison des taux d'intérêt plus élevés. Cela entraînera une rentabilité accrue pour les assureurs vie, selon une étude de l'Institut Swiss Re publiée hier. Les résultats prédisent que les assurances vie avec capitalisation généreront à l'échelle mondiale 1500 milliards de dollars supplémentaires au cours des dix prochaines années. C'est deux fois plus que les dix années précédentes. ATS

TotalEnergies et Petrobras étendent leur production

Les géants pétroliers TotalEnergies et Petrobras ont décidé de lancer l'extension de deux champs pétroliers au Brésil, a indiqué hier le groupe français, en «forte croissance» dans ce pays d'Amérique latine, dans un communiqué. «TotalEnergies, avec l'opérateur Petrobras et leurs partenaires» ont «pris la décision finale d'investissement (FID) pour les secondes phases des développements» de deux champs, Atapu et Sépia, au large de São Paulo et de Rio de Janeiro. ATS

Reconstruction au centre d'une rencontre Berne-Kiev

Le conseiller fédéral Guy Parmelin et Mykhaïlo Fedorov, vice-premier ministre ukrainien, se sont rencontrés hier à Berne pour un entretien sur l'économie et la reconstruction. La promotion de l'engagement du secteur privé dans la reconstruction de l'Ukraine a été un thème important de l'entrevue. L'Ukraine a «très bien accueilli» les plans de la Suisse visant à établir des mesures de soutien concrètes, a indiqué le Département fédéral de l'économie (DFER). ATS

MAIS ENCORE

A Bruxelles, des paysans défilent pour un revenu équitable

Une centaine d'agriculteurs européens ont manifesté hier dans le quartier européen de Bruxelles, accompagnés de leurs vaches, sous le slogan «un revenu équitable pour les agriculteurs, maintenant!». L'objectif du rassemblement était d'obtenir des améliorations au plus vite afin de «garantir la souveraineté alimentaire» du continent. (ATS)

En comparaison avec ses voisins, la Suisse reste un pays industriel

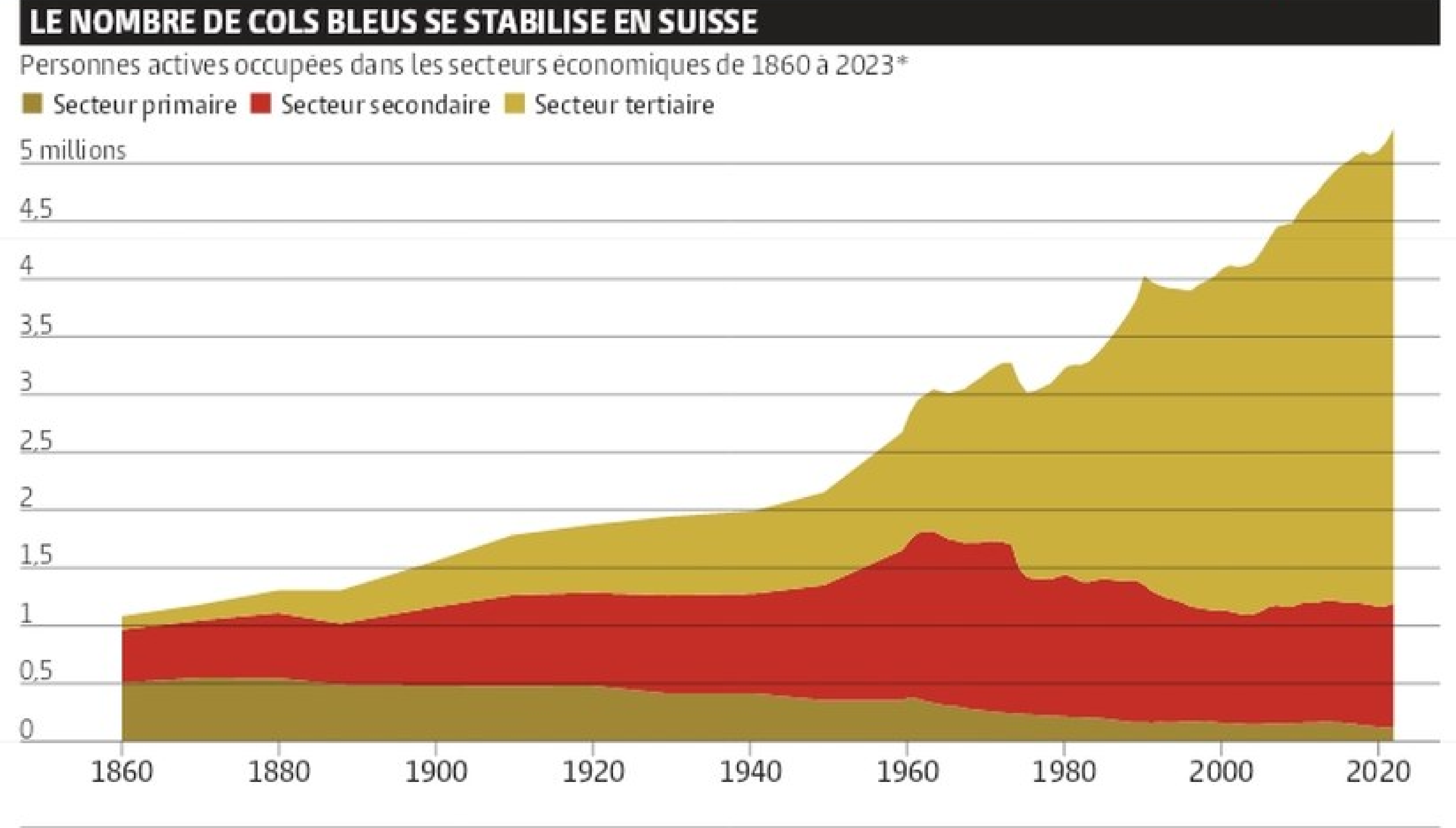
TISSU ÉCONOMIQUE Dans une Europe qui cherche à se réindustrialiser, la Confédération a réussi à maintenir un secteur secondaire plutôt important comparé à ses voisins. Au point que son poids dans le PIB helvétique soit comparable à celui de l'Allemagne

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND
@etiennemeyva

C'est devenu un mantra pour certains pays européens depuis la fin de la pandémie: il faut réindustrialiser l'économie. Les pénuries liées à la crise sanitaire, l'envolée des prix de l'énergie dans la foulée de la guerre en Ukraine et les instabilités géopolitiques poussent chacun à tenter de rapatrier des capacités industrielles et à protéger celles déjà existantes tout en soutenant des industries naissantes.

Des ambitions qui se traduisent par la mise en place de politiques industrielles importantes, que ce soit au niveau de l'Union européenne ou des Etats-Unis. Dans ce contexte, la Suisse occupe une place particulière. Contrairement à la France ou à l'Espagne, elle n'a pas vu son industrie s'effondrer durant ces dernières décennies. En 2023, environ 20% des personnes actives occupées l'étaient dans le secteur secondaire selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique. Si la proportion a baissé au fur et à mesure que la population helvétique a progressé, on observe une certaine stabilité dans le nombre d'emplois, voire une légère augmentation ces dernières années. Le secteur industriel occupait l'an dernier un peu plus d'un million de personnes, tandis que dans les années 2000 ce chiffre était légèrement inférieur à ce seuil symbolique. «Dans l'industrie des machines, la proportion a même augmenté puisque nous comptions 300 000 employés au début des années 2000 contre 330 000 aujourd'hui», souligne Philippe Cordonier, responsable pour la Suisse romande de Swissmem (faîtière de l'industrie des machines).

Depuis les années 1960, le secteur tertiaire a bien évidemment pris du poids mais celui de l'industrie dans l'économie suisse s'est relativement maintenu. «Depuis les années 2000, la part de l'industrie dans le PIB est plutôt stable. Nous sommes à un niveau comparable à celui de l'Allemagne, qui malgré ses difficultés actuelles, reste le moteur industriel de l'Europe», souligne Cristina Gaggini, directrice romande de la faîtière Economiesuisse.



* Jusqu'en 1960, les données sont indiquées par décennie. | Les données de 1900 à 1930 incluent les chômeurs (intégrés dans la branche d'activité dans laquelle ils ont travaillé en dernier). | Graphique: Etienne Meyer-Vacherand | Source: Office fédéral de la statistique

Un succès sans politique industrielle

En 2022, l'industrie manufacturière helvétique pesait pour 18,4% du PIB du pays selon les chiffres de la Banque mondiale et de l'OCDE, soit la même proportion qu'en Allemagne, tandis que pour l'Italie et la France ces proportions était respectivement de 14,9% et 9,5%. En prenant en compte l'industrie au sens large, qui inclut la construction, les chiffres sont de 26,9% du PIB pour l'Allemagne, 24,9% pour la Suisse, 23,8% pour l'Italie et 16,8% pour la France. «Ce qui nous réjouit c'est que cette stabilité s'est maintenue malgré des conditions difficiles comme le covid, l'inflation des matières premières et la hausse des coûts de l'énergie», ajoute Cristina Gaggini.

Lorsque l'on parle d'industrie en Europe, l'image la plus commune est aujourd'hui celles des délocalisations au profit de pays où la main-d'œuvre est plus abordable. L'industrie suisse n'a pas forcément été épargnée par ces phénomènes, reconnaît Philippe Cordonier. «L'industrie suisse a vécu la fermeture de pans entiers, comme celui la production textile. On peut aussi citer l'exemple des moteurs Sulzer, dont la production a quitté la Suisse», détaille-t-il. Ces mouvements ne sont pas finis, en témoigne la récente annonce de la fermeture de l'usine de recyclage de verre de Vetropack à Saint-Prex (VD) ou la fermeture d'une ligne de production chez le fabricant d'acier soleurois Stahl Gerlafingen.

> **La nécessité de s'adapter en permanence et les conditions-cadres garanties par la Confédération sont les deux piliers du succès suisse**

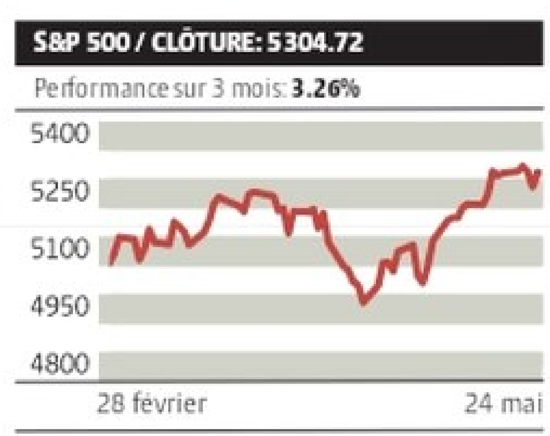
Production de niche et à haute valeur ajoutée, diversification des débouchées et des activités, etc., les ingrédients de la recette de ce succès sont régulièrement mis en avant. «La question de la force du franc, par exemple, a continuellement poussé les entreprises à prendre des mesures d'efficacité et à repenser leur chaîne d'approvisionnement», illustre Cristina Gaggini. «La Suisse est un petit pays en termes de capacité industrielle, qui ne dispose pas d'un grand marché intérieur capable de soutenir un secteur. Par notre taille, nous sommes condamnés à être un pays exportateur, donc en concurrence permanente sur les marchés mondiaux», poursuit Philippe Cordonier.

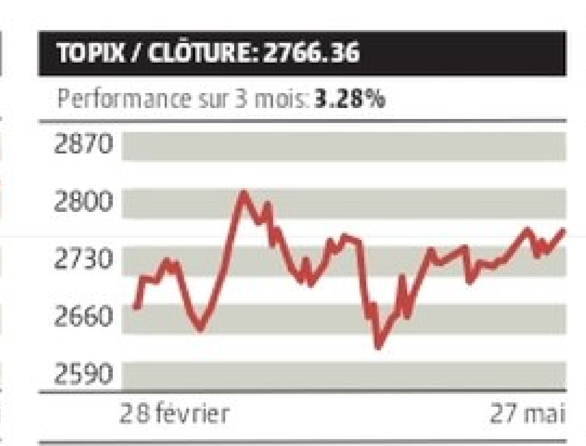
Cette nécessité de s'adapter en permanence face à la concurrence étrangère et les conditions-cadres garanties par la Confédération, sont vues comme les deux piliers de ce succès. Face aux politiques industrielles et aux subventions qui se mettent en place, les milieux économiques et le Conseil fédéral semblent être sur la même longueur d'onde: la Suisse n'a pas besoin d'une politique industrielle verticale. Dans un rapport publié mercredi, le Conseil fédéral réaffirmait ce principe tout en estimant que les politiques menées à l'étranger n'auraient qu'un impact limité sur l'industrie suisse.

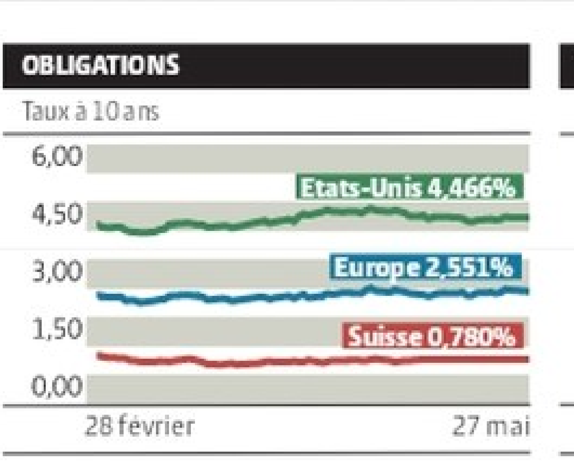
Pour autant, les dossiers à traiter ne manquent pas pour continuer à préserver l'industrie suisse, estime Cristina Gaggini, notamment la question de la sécurité de l'approvisionnement électrique, les pénuries de main-d'œuvre liées au vieillissement de la population ou encore les négociations avec l'Union européenne.

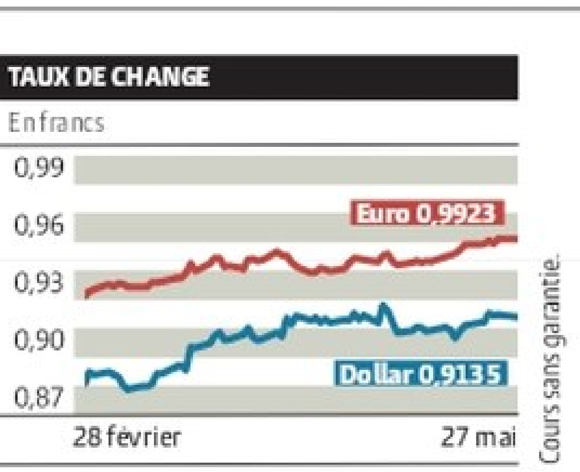












Les banques suisses diminuent leur exposition russe

SANCTIONS A l'instar de leurs équivalents européens, les établissements helvétiques ont réduit le montant des crédits à des entités russes. La BCE les encourage à accélérer ce mouvement

LASSILA KARUTA, ZURICH

La peur des sanctions semble faire son effet. A l'instar de leurs consœurs européennes et américaines, les banques suisses ont réduit ces deux dernières années le montant des crédits à des entités russes. A la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et des pénalités occidentales qui ont été mises en place, ces établissements ont dû considérablement réduire la voilure. Quelques-uns, à l'image du français Société Générale, ont pu se retirer complètement du marché, en acceptant des pertes de plusieurs milliards d'euros. Les banques ayant franchi ce pas constituent cependant une exception.

Au quatrième trimestre 2023, des créances d'un montant de 53,57 milliards d'euros, accordées à des entités russes, figuraient dans les comptes des banques étrangères. Cela représente une contraction de 49,8% par rapport au dernier partiel de 2021, indique une analyse de l'école de commerce française Iéseg se basant sur les chiffres de la Banque des règlements internationaux (BRI). Ces prêts ont été accordés avant le début de la guerre. Les établissements suisses ont également suivi le mouvement: sur la même période, les encours de crédits sont passés de 3,46 milliards d'euros à 617 millions d'euros. «Ces créances ont été octroyées à partir du siège de ces banques ou par des filiales russes», précise au *Temps* Eric Dor, directeur des études économiques à l'Iéseg.

Capitaux gelés

Selon le spécialiste, UBS détient toujours une filiale russe. Les capitaux de cette dernière auraient été gelés par un tribunal de Moscou en août 2023, ce qui rend la cession ou le rapatriement des fonds très difficile. Interrogée par *Le Temps* sur cette information, la banque aux trois clés s'est contentée de répondre que «depuis le début de 2022, UBS ne réalise pas de nouvelles affaires en Russie ou avec des clients qui y sont domiciliés. La banque continue de se conformer à toutes les exigences requises, en particulier les sanctions.»

«L'exposition des banques européennes face à la Russie diminue mécaniquement depuis le début de la guerre car elles ne peuvent pas prendre de nouveaux clients», explique Eric Dor.

Avant l'invasion de l'Ukraine, les banques helvétiques étaient moins exposées au crédit russe que les établissements italiens, français et autrichiens. Elles étaient cependant assez actives dans le secteur des produits dérivés pour les matières premières. Dans ce dernier domaine, l'exposition a fondu de 525,90 millions de francs à 1,08 million de francs entre octobre et décembre 2021 et la même période deux ans plus tard.

Les instituts financiers suisses se distinguent en outre par une particularité. Ils ont surtout offert leurs services dans le domaine de la gestion d'actifs

> **Les instituts financiers suisses étaient surtout actifs dans la gestion d'actifs et de fortune**

et de fortune, rappelle le professeur d'économie. Selon une estimation de l'Association des banquiers datant de mars 2022, les avoirs de clients russes détenus dans des banques en Suisse étaient de l'ordre de 150 milliards de francs. En raison des sanctions mises en place par les gouvernements occidentaux, la Suisse a gelé au total des actifs russes d'un montant de 13 milliards de francs, dont plus de la moitié appartient à la Banque centrale. L'été dernier, les pays membres du G7 avaient reproché aux autorités helvétiques de s'être montrées passives dans l'application des sanctions.

Intérêts importants

Nonobstant une notable baisse des crédits russes, les banques continuent d'engranger des intérêts importants sur leurs capitaux bloqués dans le pays dirigé par Vladimir Poutine. La Banque centrale européenne a en outre récemment appelé ces établissements européens à accélérer leur désengagement russe, sous peine de pénalités. La banque autrichienne Raiffeisen Bank International, ayant maintenu une forte présence en Russie, est en particulier dans le viseur des autorités. Cette dernière est connectée au système de paiement Swift, contrairement aux banques purement russes qui ont été sanctionnées. Les autorités européennes et des Etats-Unis craignent en effet que la filiale russe de Raiffeisen ne puisse être utilisée pour contourner les sanctions. ■

Un registre anti-blanchiment fermé au public

TRANSPARENCE Le répertoire des «ayants droit économiques», nouvel outil de la Confédération qui sera créé au plus tôt en 2026, pourra être consulté par les autorités de poursuites et les intermédiaires financiers. Pas les médias ni les ONG

SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruche

Pour une fois, ce n'est pas sous la pression internationale que la Suisse renforce son arsenal de lutte contre le blanchiment. Un registre des bénéficiaires économiques des sociétés présentes en Suisse verra le jour dans le pays, comme le recommande le GAFI, le groupe qui coordonne la lutte internationale contre le blanchiment. Ce répertoire, qui ne sera pas créé avant 2026, permettra aux autorités de poursuite pénale de déterminer qui se trouve derrière une structure juridique, qu'il s'agisse d'une entreprise opérationnelle ou d'une structure offshore. Ce registre, qui sera tenu par le Département fédéral de justice et police, ne sera pas public, selon le message du Conseil fédéral publié en milieu de semaine dernière.

Les personnes qui y apparaîtront, également appelées «ayants droit économiques», sont celles qui détiennent au moins 25% du capital ou des voix d'une société. Ce projet a été «salué dans son principe» par Transparency International Switzerland, car «il s'attaque aux principales lacunes du dispositif suisse de lutte contre le blanchiment d'argent». L'association qui lutte contre la corruption apprécie également un autre aspect de cette évolution réglementaire, à savoir l'assujettissement des avocats, notaires et négociants en métaux précieux aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent.

Complexifier l'usine à gaz

«Ce projet s'inscrit dans l'air du temps, qui demande davantage de transparence et il va faciliter l'activité des autorités, observe l'avocat Carlo Lombardini, très intéressé par les problématiques de blanchiment. Mais je ne suis pas sûr que ce registre apportera grand-chose à la lutte contre le blanchiment: on risque de complexifier la monstrueuse usine à gaz qu'est déjà le dispositif existant, en multipliant les autorités impliquées, sans s'interroger sur l'efficacité globale du dispositif, qui est à mon avis surestimée».

Dans le détail, la définition des bénéficiaires économiques «correspond à ce qui existe déjà et aux règles de diligence pour les sociétés opérationnelles, mais pas pour les sociétés de domicile, pour lesquelles les banques suisses identifient tous les ayants droit économiques depuis 1977», analyse Jan Langlo, directeur de l'Association de banques privées suisses. Les banques ne pourront donc pas se fier à un tel registre pour remplir leurs obligations

> **«La question du rôle de la société dans la lutte anti-blanchiment se pose»**
> CARLO LOMBARDINI, AVOCAT D'AFFAIRES

de diligence, conclut-il; elles devront continuer à mener leurs propres enquêtes.

Transparency Suisse avait demandé que le registre en ligne soit aussi accessible aux médias et aux ONG. Finalement, il pourra être consulté par les autorités de lutte contre le blanchiment d'argent et par les intermédiaires financiers, «et c'est très bien ainsi», glisse Jan Langlo, du lobby des banques privées. Qui pointe un manque: la procédure de signalement des soupçons n'est pas coordonnée avec une éventuelle annonce au MROS, l'entité administrative qui recueille les dénonciations pour blanchiment en Suisse.

Dans l'Union européenne, où des registres nationaux existent depuis plusieurs années, la Cour de justice a estimé que ces registres ne devraient pas être publics, notamment car ils posaient des problèmes quant à la protection des données. «En conséquence, certains pays les ont placés *offline*, d'autres comme la France les ont laissés *online*, observe encore Carlo Lombardini, également professeur à l'Université de Lausanne. Cela pose la question du rôle de la société dans la lutte anti-blanchiment; la presse ne dispose pas des mêmes moyens d'enquête qu'une autorité pénale et je suis assez sceptique sur le citoyen justicier».

Circuits parallèles

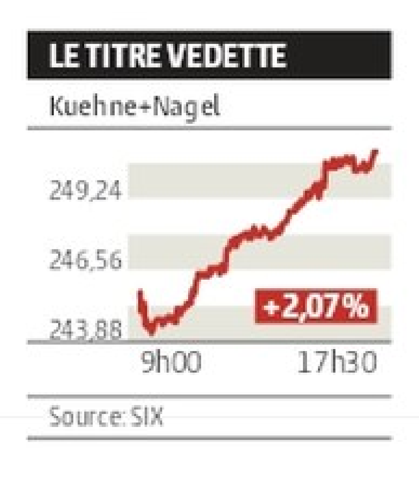
Selon lui, «le vrai blanchiment se déroule vraisemblablement moins dans la finance que dans le domaine commercial, à travers des magasins sans clients mais avec une situation financière très prospère, ou à travers des circuits parallèles déconnectés de l'économie réelle, mais tout le monde est obsédé par la finance et les banques».

Contre le blanchiment, il serait plus efficace de lutter contre la criminalité et donc de cibler les actes préalables au blanchiment, plutôt qu'à leur produit, conclut l'avocat: «L'argent d'origine criminelle qui entre dans le circuit bancaire a au moins la chance de pouvoir être identifié et saisi, ce qui est impossible s'il n'entre plus dans les banques». ■

Le SMI grignote quelques points

BOURSE La bourse suisse a ouvert la première séance de la semaine en très légère hausse de 0,04% à 11934,96 points. Wall Street était fermée à l'occasion du Memorial Day. Cette semaine, les investisseurs observeront de près les chiffres de l'inflation aux Etats-Unis et dans la zone euro, dont la publication est prévue vendredi. Le SMI a clôturé en progression de 0,24% à 11960,57 points et le SPI de 0,24% à 15974,09 points. **Kühne + Nagel** a affiché la meilleure performance du SMI avec un gain de 2,07% à 250,90 francs. **ABB** (+1,01% à 49,82 francs) était bien orienté. Dans le compartiment des financières, **UBS** s'est apprécié de 0,96% à 28,43 francs. Selon le *Financial Times*, la grande banque aurait exclu une candidature externe pour le remplacement de Sergio Ermotti, actuel CEO, qui pourrait quitter son poste dans trois ans. Elle pourrait faire son choix parmi trois candidats internes. **Swiss Life** a engrangé 0,63% à 634,80 francs et **Zurich Insurance** 0,51% à 472,40 francs. Aux poids lourds, **Novartis** (+0,32% à 92,03 francs) a annoncé des résultats d'étude de phase III prometteurs pour deux traitements contre les maladies rénales, Atrasentan et Fahala. **Roche** a cédé 0,22% à 229,90 francs et **Nestlé** 0,06% à 92,36 francs. **Logitech** (-1,11% à 87,34 francs) et **Sonova** (-1,02% à 291,20 francs) se sont affaiblis, digérant les gains enregistrés la semaine passée. Sur le marché élargi, **Julius Baer** (-1,54% à 55 francs) envisagerait, selon Bloomberg, de faire une offre d'achat sur EFG International. Ce dernier a progressé de 0,98% à 12,36 francs, à la veille de la publication de ses actifs sous gestion durant les quatre premiers mois de 2024. Les analystes tablent sur 155 milliards de francs. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

LE TITRE VEDETTE



Source: SIX

MAIS ENCORE

La BCN ferme ses bancomats à la frontière

Après l'attaque à l'explosif d'un de ses bancomats à La Brévine, dans le canton de Neuchâtel, la Banque cantonale neuchâteloise (BCN) annonce des mesures de sécurité. Elle a notamment mis hors service ses distributeurs les plus proches de la frontière avec la France. Les bancomats concernés se situent aux Verrières, aux Ponts-de-Martel, à Couvet ainsi qu'aux Eplatures et à La Chaux-de-Fonds. (ATS)

EN BREF

La filiale de fonds d'UBS est devenue omniprésente

La filiale dédiée à la gestion de fonds d'UBS est devenue, après sa fusion avec son homologue de Credit Suisse, la plus grande actrice du marché actions helvétique. UBS détient ainsi une participation de plus de 3% dans une centaine de sociétés du marché élargi (SPI). Au 20 mai, selon le décompte réalisé par l'agence AWP, UBS Fund Management détenait une part d'au moins 3% ou plus dans 119 des 221 sociétés cotées. ATS

Quatre anciens employés de Gazprom jugés à Zurich

Le procès en appel de quatre anciens employés de la banque russe Gazprombank en Suisse s'est déroulé hier devant la Cour suprême du canton de Zurich. Il s'agit du directeur général, de deux membres de la direction et d'un responsable clientèle. Ils ont géré de 2014 à 2016 des comptes pour le violoncelliste et chef d'orchestre russe Sergueï Roldouguine, par lesquels des millions ont transité. Il s'agit d'un proche de Vladimir Poutine, selon les médias. Les juges ont refusé le classement de l'affaire demandé par la défense. Le jugement sera rendu à la fin du mois de juin. ATS

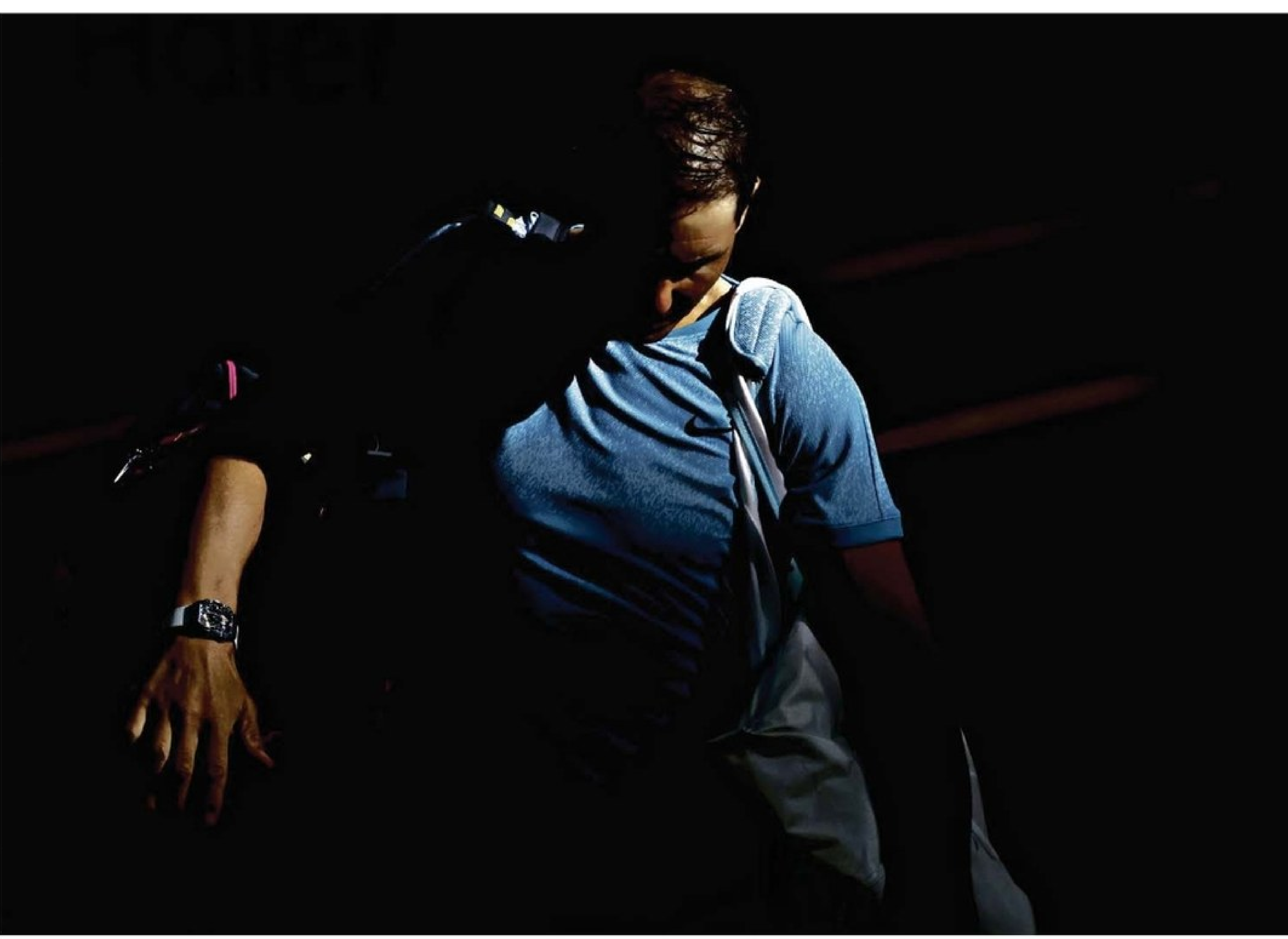
Rafael Nadal, un premier tour sans retour

TENNIS Pour son come-back à Roland-Garros après deux ans d'absence, l'Espagnol a été éliminé d'entrée par la tête de série numéro 4, l'Allemand Alexander Zverev (6-4 7-6 6-3). C'est sans doute une page de sa vie et un chapitre de l'histoire du sport qui se tournent

LAURENT FAVRE, PARIS
X @LaurentFavre

Il est rare en sport, domaine par essence de constantes évolution et mutation, d'avoir sur-le-champ le sentiment d'assister à la fin d'une époque. La sortie de Rafael Nadal du Central de Roland-Garros, lundi 27 mai à 18h40, le sac et le cœur gros, nous a ainsi ramené vingt mois plus tôt à Londres, pour les adieux de Roger Federer. Mais il s'agissait alors d'une compétition aux allures d'exhibition, la Laver Cup, et non de Wimbledon. Nadal, lui, est parti parce qu'il a perdu, dans le stade où il a réalisé au fil de sa carrière l'un des plus grands exploits de toute l'histoire du sport. C'est le quatorze fois vainqueur de Roland-Garros qui a quitté la scène, à Roland-Garros, sans que l'on sache réellement si cette sortie est définitive.

> **«Je ne suis pas tout à fait sûr si c'était la dernière fois. Je reviendrai pour les Jeux olympiques, et après on verra»**
> RAFAEL NADAL, TENNISMAN


«Il m'a manqué un peu pour faire mieux aujourd'hui», a admis Rafael Nadal au terme de la rencontre. (PARIS, 27 MAI 2024/YOAN VALAT/EPA)

Le moment était fou avant même de débuter. Il y avait la queue pour entrer dans la tribune de presse (d'ordinaire jamais remplie pour un premier tour), il y avait des gens debout dans la tribune présidentielle. Il y avait d'emblée une ambiance fervente pour accompagner celui que beaucoup ont certainement dû maudire plus d'une fois lorsqu'il battait Federer ou ses records, mais à qui tous ont fini par reconnaître une immense éthique de travail, une passion du sport et un remarquable fair-play.

Le sport permet ces destins hors normes. Il surpasse les autres formes de récits parce qu'il peut se permettre également d'être injuste et imprévisible. Dans un roman ou au cinéma, Nadal aurait gagné, porté par l'amour du public et le soutien de sa famille. Dans la vraie vie, il n'y a pas eu de miracle à Roland-Garros. Dans un Central tout acquis à sa cause, Rafael Nadal a été éliminé au premier tour par l'Allemand Alexander Zverev, en trois manches (6-4 7-6 6-3). Dans la deuxième manche, il a servi pour égaliser à un set partout, sans parvenir à conclure. Avec seulement huit matchs depuis la mi-avril, et une quinzaine sur les deux dernières saisons, il avait le cœur mais pas les jambes.

Zverev peut aller au bout

Sa malchance – qui est d'abord une conséquence de sa chute au classement ATP, où il n'est plus que 275e mondial – aura été de tomber d'emblée sur Alexander Zverev, quatrième joueur mondial et récent vainqueur du Masters 1000 de Rome, l'un des favoris du tournoi. Le tirage au sort lui a offert un joueur en pleine confiance, qui commit certes son lot de fautes directes mais qui négocia parfaitement les points clés du match. L'avenir dira ce qu'il adviendra de Zverev dans ce tournoi sans véritable favori mais la manière dont il a su gérer les paradoxes de ce drôle de match – un premier tour mais une affiche, un statut de favori face au joueur le plus titré du tournoi, la perspective d'envoyer un mythe à la retraite – impose déjà le respect. S'il s'en sert pour blinder sa confiance et se persuader qu'il peut aller au bout, alors il y aura peut-être un nouveau vainqueur en Grand Chelem le dimanche 9 juin.

C'est la première fois que Nadal, 14 fois vainqueur de Roland-Garros, est éliminé dès le premier tour. Alexander Zverev n'est que le troisième joueur à le battre sur la terre battue parisienne, après Robin Soderling en 2009 et Novak Djokovic en 2015 et 2021. Le bilan du Majorquin Porte d'Auteuil reste effarant: 19 participations, 14 victoires, 108 matchs gagnés, 4 perdus et un forfait (2016). Hier, il était impossible de savoir si ce bilan est définitif ou non. Rafael Nadal l'avait dit avant le tournoi: il voulait se laisser toutes les portes ouvertes. «Ne comptez pas sur moi pour annoncer que c'est mon dernier Roland-Garros», avait-il prévenu.

Il le redit après la rencontre, acceptant de s'exprimer sur le court après avoir annoncé qu'il ne souhaitait pas de cérémonie d'adieu. Pas de larmes, mais beaucoup de sincérité dans ses propos. «Je vous dis merci», lança-t-il tout d'abord en français, profondément touché par les marques d'estime et de reconnaissance que lui témoignaient joueurs, spectateurs et professionnels du monde du tennis depuis une semaine à Paris. «Roland-Garros a toujours été mon tournoi préféré. Je n'aurais jamais pu rêver gagner autant. Ici, cela a à chaque fois été différent d'une année à l'autre mais toujours magnifique», ajouta-t-il en anglais.

Il répéta ensuite ne pas trop savoir s'il reviendrait l'année prochaine ou non. «Je ne suis pas tout à fait sûr si c'était la dernière fois. Je reviendrai pour les Jeux olympiques, et après on verra. Physiquement, je me sens beaucoup mieux qu'il y a 2 mois et je suis heureux de jouer et de voyager avec ma famille. Mais peut-être que dans deux mois j'en aurai assez. Je n'y ai pas encore beaucoup réfléchi...»

Cela s'est joué à peu

Un peu plus loin, le géant Zverev se faisait tout petit. «C'est son moment, pas le mien.» La rencontre s'est jouée sur la capacité de l'Allemand à agresser Nadal depuis le fond de court. Lorsqu'il y parvenait, le vétéran espagnol faisait son âge (38 ans le 3 juin), souvent pris de vitesse, obligé de reculer. Dès que la balle de Zverev était moins précise ou moins forte, Nadal exprimait sa science du tennis, trouvant des angles, multipliant les amortis. Mais Zverev était tout aussi remarquable à écarter les balles de break (9/11 sauvées), si bien que Nadal devait s'y reprendre à trois ou quatre fois pour faire une différence. Sur la longueur, c'était mission impossible.

«Il a fait un excellent match, souligna Alexander Zverev. S'il avait passé, il aurait pu aller loin dans le tournoi car il aurait emmagasiné de la confiance et des heures de pratique.» «Il m'a manqué un peu pour faire mieux aujourd'hui», admettait Rafael Nadal dans un demi-sourire. Le sport tient souvent à peu de chose. C'est ainsi que se jouent les matchs, les destins et les légendes. Dans les tribunes, son épouse Xisca tenta de l'expliquer à leur fils Rafael (19 mois).

Samedi, quelqu'un demanda à Nadal ce dont il voudrait que ses enfants se souviennent de sa carrière. «Je ne suis pas quelqu'un qui aime parler de lui, et encore moins en famille, répliqua-t-il. Nous, les Majorquins, nous ne sommes pas des mythomanes. A la maison, nous ne parlons pas de tennis, nous voulons éduquer notre enfant de la manière la plus normale possible et raconter ce que j'ai pu faire ici n'a aucune importance. Quand il sera plus grand, il posera peut-être des questions mais à ce moment-là, je serai retraité depuis si longtemps que tout cela n'aura plus aucune importance.» ■

Après la médaille d'argent, Patrick Fischer ou l'ode à la continuité

HOCKEY Cible de vives critiques quasiment depuis le début de son mandat il y a 8 ans, le sélectionneur de la Nati conserve la confiance des meilleurs joueurs du pays. Cela rend ponctuellement possible une épopée comme celle qui vient de s'achever à Prague

LIONEL PITTET
X @lionel_pittet

Les joueurs en étaient encore à leurs larmes que la presse et les supporters l'annonçaient déjà: la médaille d'argent décrochée dimanche par l'équipe de Suisse au Mondial de hockey sur glace a (presque) la brillance de l'or. En finale d'un tournoi presque parfait, la Nati s'est inclinée de haute lutte, 2-0 dont un but à 19 secondes du terme dans la cage vide, contre une République tchèque gonflée d'un impressionnant soutien populaire. L'issue est frustrante, comme n'importe quelle défaite à ce stade d'une compétition. Mais l'épopée restera l'une des plus belles de l'histoire de l'équipe nationale à ce jour.

Le crédit en revient au brillant gardien Leonardo Genoni, au charismatique capitaine Roman Josi, à Kevin Fiala qui a été élu meilleur joueur du tournoi et à tous leurs coéquipiers, mais aussi au sélectionneur Patrick Fischer. Et subséquemment aux dirigeants de la Fédération suisse de hockey sur glace (SIHF) qui l'ont maintenu à son poste malgré les critiques quasiment incessantes depuis le début de son mandat en décembre 2015.

Huit ans de remises en question

Double discours de l'amateur de sport – qu'il soit journaliste ou simple passionné. Il est prompt à dénigrer les présidents de club ou d'instance nationale qui actionnent trop facilement le siège éjectable de leur entraîneur, mais réclame du changement lorsque des turbulences surviennent et que les responsables laissent simplement travailler les personnes en place.

ANALYSE

Ce serait pourtant statistiquement la meilleure approche, à en croire une étude réalisée il y a une vingtaine d'années par l'économiste Bas ter Weel. En analysant 18 saisons de la première division néerlandaise de football, le chercheur a montré que le licenciement d'un coach n'avait un effet que sur le très court terme, et encore: ne rien changer aurait eu exactement le même. Interviewé par de nombreux médias, l'homme affirmait que ses résultats n'étaient pas propres au football des Pays-Bas, mais applicables de manière générale au monde du sport.

Cela n'a pas empêché les médias suisses, dont *Le Temps*, de se demander si Patrick Fischer était le sélectionneur dont la Nati avait besoin dès mai 2016, après l'élimination survenue dès le premier tour de son premier Mondial à la bande.

En février 2018, l'échec à se qualifier pour les quarts de finale des Jeux olympiques de Pyeongchang a conduit d'autres plumes à décréter que le Zougois n'était plus l'homme de la situation (s'il l'avait été un jour). Tout le monde aurait pu comprendre la leçon quand, trois mois plus tard, son équipe échouait plus proche que jamais du titre mondial – une série de tirs au but perdue contre la Suède en finale. Mais non. Toutes les désillusions survenues depuis, en quarts de finale mondial ou olympique (à Pékin en 2022), sont venues alourdir son bilan, et plomber le portrait d'un coach qui manquerait de sens tactique, voire d'autorité sur ses hommes.

En février dernier, la prolongation du contrat de Patrick Fischer jusqu'au Mondial 2026, que la Suisse organisera, a été reçue comme une erreur incompréhensible par de nombreux observateurs, mais pas forcément par les spécialistes. Evidemment, trois mois et une médaille d'argent mondiale plus tard, l'opinion publique s'est renversée, même si le Blick romand avait posé le constat mesuré qui s'impose dès la victoire en quarts de finale contre l'Allemagne: «Le coach zougois n'était pas un zéro [...] et n'est pas devenu un héros.»

L'apport des «NHLers»

En fait, comme tous les sélectionneurs en hockey, il fait ce qu'il peut compte tenu de la disponibilité de ses meilleurs joueurs. Chaque année, le Mondial arrive en plein play-off de NHL et seuls les éléments des formations déjà éliminées sont susceptibles d'y participer. Cette année, ce fut le cas d'une cohorte de talents composant une génération suisse dorée, et il ne faut pas se mentir: sans eux, le tournoi tchèque aurait été beaucoup plus compliqué.

Dans ce contexte, il faut reconnaître à Patrick Fischer la compétence inestimable de savoir convaincre les «NHLers» disponibles de retarder leurs vacances pour la cause nationale. Même quand ils viennent de devenir papa, comme Kevin Fiala cette année. L'entraîneur zougois sait aussi les motiver à donner le meilleur d'eux-mêmes sur la glace, en prolongation de saisons éreintantes. Cela ne garantit certes pas une médaille chaque année mais cela autorise une épopée lorsque les astres s'alignent, ce qui est déjà quelque chose: rappelons que la deuxième place de Prague n'est que le troisième podium de la Nati depuis 1954.

En équipe nationale, où entraîneur et joueurs ne se côtoient que ponctuellement, et rarement dans la même configuration, beaucoup de choses dépendent de leur relation, de la capacité du premier à tirer le meilleur des seconds. Quand celle-ci s'étiole, oui, il est temps de changer. Sinon, il faut avoir le courage de miser sur la continuité. Les résultats du Mondial ont donné raison aux dirigeants de la SIHF. Ceux de l'Association suisse de football, qui ont maintenu un Murat Yakin très contesté sur le banc de «leur» Nati, espèrent qu'il en ira de même à l'Euro cet été. ■


Pour Thomas Dunford, la musique ancienne est vivante, accessible. «Tout dépend simplement de la manière dont on la joue!» *(JULIEN BENHAMOU)*

Thomas Dunford, le luth en toute liberté

MUSIQUE Du baroque à la pop, le musicien franco-américain fait vibrer cet instrument ancien aux confins des genres. Avec son ensemble Jupiter, le trentenaire donnera à Vivaldi toute sa superbe vendredi à Genève

VIRGINIE NUSSBAUM
@Virginie_nb

Dans l'imaginaire collectif, le luth évoque des temps anciens, des images de ménestrels en tunique et bottillons qui déclament leurs cantiques avec emphase. Pourtant, cette famille d'instruments à cordes pincées, d'origine arabe, a déjà connu plusieurs vies depuis son introduction en Europe au XVe siècle. Accompagnement incontournable des chanteurs de la Renaissance, cette «guitare» en forme de poire, au manche cassé à 90 degrés, changera de taille et de tessiture, deviendra symbole de raffinement à l'époque baroque… pour porter aujourd'hui une reprise de Françoise Hardy. Plus précisément *Le Temps de l'amour*, tube de 1962 revisité par Thomas Dunford pour qui le luth, c'est un peu tout ça à la fois. Ce Franco-Américain de 36 ans manie cette coque de bois depuis l'enfance et l'emmène vers des terres insoupçonnées – en solo ou avec son Ensemble Jupiter, qui gravite depuis six ans dans le ciel des musiques anciennes. Après une soirée dédiée à la comédie musicale à la Cité Bleue la semaine dernière, et avant leur concert ce vendredi à Genève, au festival Les Athénéennes, Thomas Dunford revient sur cette épopée à cordes.

Impros dans les bars

«C'est difficile à mettre en mots: ça a été comme un coup de foudre!» Thomas Dunford se souvient bien de la toute première fois où il empoigne le luth. Il a 9 ans et participe à un stage où l'ont envoyé ses parents, eux-mêmes joueurs de viole de gambe et disciples de Jordi Savall. «Je me souviens du côté résonant, intime, j'ai aimé que ça soit un son à la fois doux et varié. Qu'on soit directement dans la corde avec la pulpe.»

S'il s'épanouit dans un bouillon musical où les maîtres du baroque croisent Miles Davis et les Beatles, le luth détrône vite la guitare dans le cœur de Thomas Dunford. Sur les murs de sa chambre, pas d'acteur en vogue mais le luthiste et chef d'orchestre américain Paul O'Dette. «Mes potes arrivaient et me disaient: «Pourquoi tu as un poster de Gimli, le nain du *Seigneur des Anneaux?*» C'est vrai qu'il lui ressemblait un peu…»

Sa première scène, excusez du peu, sera celle de la Comédie-Française. Une production de *La Nuit des rois* de Shakespeare, qui cherche un enfant pour tenir la musique du spectacle. Ça tombe bien: le jeune Thomas, 14 ans, est à cette période obsédé par John Dowland, compositeur et luthiste contemporain de Shakespeare. «C'était un peu le John Lennon de l'époque!» Une bonne partie de son adolescence sera passée sur les planches et sous les projecteurs, son luth sous le bras.

> «On ne soupçonne pas les sons que peut faire cet instrument. C'est comme une guitare et une basse réunies!»
> THOMAS DUNFORD, LUTHISTE

Passé par le Conservatoire de Paris et la Schola Cantorum de Bâle, le musicien maîtrisera l'art de bien s'entourer. Ses jeunes années le voient côtoyer de grands luthistes comme de jeunes ensembles, apprendre les métriques indiennes avec le virtuose des percussions Keyvan Chemirani comme l'improvisation auprès de ses amis jazzmen – ensemble, ils reprennent Jimi Hendrix et Bob Dylan le soir dans les bars. «On ne soupçonne pas les sons que peut faire le luth: slap, blues, jazz, flamenco… c'est comme une guitare et une basse réunies!»

Toujours, étoffer sa palette, transcender les frontières, fuir les cases dans lesquelles on aime tant enfermer les artistes – et, comme le prônait Bowie, ne jamais être là où on l'attend, quitte à prendre des risques. Dans la discographie de Thomas Dunford, on croise autant Bach, Haendel que *Dis, quand reviendras-tu?* de Barbara ou *Blackbird* des Beatles – normal, puisque les Fab Four se sont eux-mêmes inspirés de Bach, rappelle le musicien. Sur son dernier EP sorti ce printemps, *The Other Side*, il a même composé ses propres morceaux pop aux atours *sixties*, où les cordes se font joueuses – celles d'un luth électrique, précise-t-il avec malice. Il n'en oublie pas le charme de l'archiluth, ses 14 cordes et sa sonorité moelleuse. «C'est un peu déroutant pour les gens. Il est toujours plus facile de qualifier quelqu'un de musicien classique, jazz, ou pop. Moi, j'aime faire un peu de tout: travailler des œuvres de Bernstein ou Haendel, écrire des chansons et composer des opéras. En ce moment, j'apprends aussi à diriger!»

«Il faut que ce soit ludique»

Cette soif d'ouverture, Thomas Dunford la décèle chez d'autres musiciens de sa génération croisés au fil des ans. Chez la mezzo-soprano Lea Desandre, chez le bassoniste irlandais Peter Whelan ou chez le rebelle du clavecin Jean Rondeau – en 2021, le *New York Times* titrait un double portrait consacré à Rondeau et Dunford *Les doux et brillants frangins du baroque français*. Douceur, brillance, mais, surtout, écoute. Dans les rangs de Jupiter, où officient une vingtaine d'instrumentistes, ni chef ni baguette: le collectif tire à plusieurs cordes dans la même direction, au service de la partition. Des interprétations où cœur et liberté l'emportent. Et cette conviction: la musique ancienne est vivante, accessible. «Tout dépend simplement de la manière dont on la joue!»

En l'occurrence, Thomas Dunford regrette des auditoires classiques à la ligne trop sérieuse et manquant d'un grain d'audace. «Il y a cette mode des récitals qui présentent les six suites de Bach, par exemple. Mais Bach lui-même ne viendrait pas! Elles n'ont pas été faites pour être écoutées à la suite, pendant des heures. Les gens s'étonnent qu'il n'y ait pas de jeunes qui viennent aux concerts. Il faut que ce soit varié, ludique!»

Ce qui n'empêche pas Jupiter de s'emparer des canons du genre. A l'Alhambra vendredi, Jupiter – sous la forme d'un quintet à cordes avec clavecin, chanteuse et… luth, bien sûr – promet un tour rêveur dans la galaxie Vivaldi, au cœur du premier disque de l'ensemble, paru en 2019. Au programme, des extraits des *Quatre Saisons* et du *Stabat Mater*. «Vivaldi, on l'entend dans les films américains, joué avec beaucoup de vibrato, s'amuse Thomas Dunford. On a voulu s'emparer de l'œuvre qui semblait la plus typée, et montrer qu'elle a une grande profondeur, qu'elle est faite d'images et d'une énergie dingue. Vivaldi, c'était vraiment une rock star!» ■

Avec l'ensemble Jupiter, dans le cadre du festival Les Athénéennes, Alhambra de Genève, ve 31 mai à 20h.

MAIS ENCORE

Retour en justice pour Pierre Palmade

L'humoriste français Pierre Palmade sera jugé pour blessures involontaires pour le grave accident de la route qu'il a provoqué l'an dernier sous l'emprise de drogues, a annoncé le parquet hier. La juge d'instruction n'a toutefois pas suivi les réquisitions du parquet en faveur d'un procès pour homicide et blessures involontaires. Après avoir consommé des stupéfiants, il avait causé un accident qui avait fait trois blessés graves au sein d'une famille et causé la perte in utero d'un fœtus de 6 mois. (AFP)

Le spectacle qui fait «boum»

SCÈNES Un mime au corps élastique, un beatboxer à la bouche magique. A l'Alchimic de Genève, Julien Paplomatas et Florian Albin transcendent les cartoons et les contes de fées avec «Kaboom»

MARIE-PIERRE GENECAND

Il faut courir voir Julien Paplomatas et Florian Albin à l'Alchimic, à Genève. Leur duo est inouï et inédit. Le premier est un beatboxer qui, de sa bouche magique, produit une infinité de sons. Le second est un mime qui de son corps élastique, produit une infinité de gestes et d'expressions. Le résultat, *Kaboom*, voyage des cartoons de Tex Avery aux contes de fées où les princesses enfermées dans une tour attendent leur prince charmant, ou plutôt leur liberté. D'ailleurs, il se pourrait bien aussi qu'un lapin dévore son propre magicien…

Bref, de la technique à l'imaginaire, tout explose dans ce spectacle orchestré par Günther Baldauf, avec l'aide de Marjolaine Minot. «Nous avons voulu que cette création sans paroles, mais avec beaucoup d'énergie parle à tout le monde, d'où l'univers très imagé et populaire», explique le metteur en scène après la représentation.

Très imagé, certes, mais très sonore aussi. D'ailleurs, ce qui est spectaculaire, c'est à quel point le son est autoritaire. Un exemple? Ce moment où Florian Albin stoppe un cheval pour le chevaucher. Une fois qu'il est en selle, Julien Paplomatas hennit comme un âne. Mine contrariée du mime qui doit congédier la monture peu stylée et recommencer la manœuvre pour obtenir l'étalon rêvé!

Des farces et attrapes de ce genre, il en pleut entre les deux artistes qui se sont rencontrés il y a cinq ans sur *La Poésie de l'échec*, excellent spectacle de la Compagnie Marjolaine Minot qui montrait tout haut ce que l'on pense tout bas à travers des bulles temporelles. Déjà, Julien et Florian secouaient le plateau et c'est naturellement que les deux artistes hors normes ont associé leur talent pour composer un duo.

Une palme également aux lumières de Jay Schütz qui définissent des aires de jeu dont la paire profite largement. Comme ce triangle que se volent les deux lascars en l'aspirant de leur main et qui permet à chacun de faire son show. Ou ces changements de couleur, du bleu de la mer au vert d'un jardin, en passant par le rouge du chaudron de la sorcière. Des tons francs, car il s'agit d'être explicite dans ce spectacle sans parole.

Adéquation parfaite

«Voilà pourquoi on opte aussi pour des narrations très simples. Puisque les mots manquent, il ne faut pas trop compliquer le récit», explique encore Günther Baldauf à la sortie. C'est vrai que le moment où le magicien entre dans son chapeau pour aller chercher son lapin qui se fait la malle demande un surplus d'imaginaire. D'autant que le lapin devient XXL et finit par mettre en boîte son propriétaire…

Au-delà de la compréhension, ce qui compte surtout, c'est l'adéquation parfaite entre les gestes et la mise en son. Ces moments, par exemple, où le mime fait mine de se tirer un téton et, pile lorsqu'il le lâche, le beatboxer émet le bruit d'un ressort. Ou ces portes qui claquent, ces codes qui bipent et ces grilles qui grincent exactement quand il le faut lorsque le prince va chercher sa dulcinée. La musique, évidemment, joue aussi un rôle. Lors de leurs retrouvailles, le sauveur et sa princesse se mesurent à coups de tubes et la salle, blindée de jeunes élèves, plébiscitent la battle.

Une fois de plus, le duo Günther Baldauf et Marjolaine Minot parviennent à honorer ce pari: proposer un spectacle original, populaire et qui stimule l'imaginaire. ■

Kaboom, Théâtre Alchimic, Genève, jusqu'au 2 juin.

Ressentir le monde, au ralenti

DANSE «Nous voulons la Lune», par Marion Baeriswyl et D.C.P, imagine une chorégraphie volontairement indexée sur la lenteur. A voir au Grütli, à Genève

PHILIPPE SIMON
@PhilippeSmn

Si vous posez la question à un historien des technologies du cinéma, il vous dira que le ralenti est apparu en bricolant – c'est en accélérant la vitesse de la caméra pour pallier des problèmes de luminosité que l'équipe de Thomas Edison a mis la main sur une manière de retenir l'écoulement du temps – ou tout du moins de faire comme si. Si vous posez la question à un spectateur, il vous dira peut-être que le ralenti est un décrochement du réel, une lutte difficilement définissable entre le mouvement et son contraire.

La chorégraphe Marion Baeriswyl a fait de la lenteur un geste artistique en soi. On peut l'estimer dans *Nous voulons la Lune*, repris ces jours pour quelques représentations au Grütli, à Genève. Par des gestes extrêmement lents qui dessinent déjà leurs points d'arrivée, les danseuses s'approchent, se détachent, s'entremêlent, leurs membres font apparaître des figures géométriques qui s'assemblent, puis se désassemblent pour se retrouver plus tard, peut-être. Ici, la musique (celle de David Pita Castro, alias D.C.P) a toute son importance: on ne dira pas qu'elle rythme la performance des danseuses (Aïcha El Fishawy, Erin O'Reilly et Luisa Schöfer), même si la pulsation et quelques sons percussifs sont perceptibles ici ou là, mais bien plutôt qu'elle crée des paliers, des enveloppements, des déplacements de masses tectoniques – ou plutôt de masses d'air, le parti pris sonore ici choisi touchant à des harmonies stratosphériques (pensez à des levers de soleil).

Le rendu global de l'expérience est celui d'une stase, ou d'un étirement bénéfique. Pour le dire autrement: *Nous voulons la Lune* conjugue avec un savoir-faire consommé l'art de la pause et celui de la pose. ■

Nous voulons la Lune. Du 29 mai au 1er juin, à 19h ou 20h selon les dates. Le Grütli, Genève.

«Ma plus grande fierté, au-delà du régal d'avoir rencontré ces grands artistes, c'est l'amitié que j'ai gardée»


(JF PAGA)

PROFIL

1958 Naissance à Saint-Maur-des-Fossés (France).

1986 Joue sur l'album «So» de Peter Gabriel.

1994 Compose la bande originale d'«Un Indien dans la ville».

2021 Débuts de «La Face Katché», son émission sur Yahoo.fr

2024 «#Beat» (Editions Grasset).

Love on the beat

MANU KATCHÉ

Le batteur et compositeur français publie un abécédaire où il évoque les autres autant que lui-même. Et où il parle plus d'humain que de musique, finalement

PHILIPPE CHASSEPOT

La batterie se trouve presque toujours à l'arrière de la scène, le plus loin possible du public, et pourtant, c'est bien souvent elle et son maître qui vont donner le tempo d'un morceau. Ils sont un peu cachés dans l'obscurité, mais c'est bien des fûts que va jaillir la lumière. Voilà des petits paradoxes qui amusent Manu Katché, car lui-même en est un, quelque part. Il est la clé qui a débloqué foule d'albums, avec son CV qui balaie ultra-large: Peter Gabriel, Michel Jonasz, Sting… Mais dans le livre qu'il vient de publier, il a préféré les exercices d'admiration – et aussi quelques coups de griffe – plutôt que de parler de lui, uniquement de lui.

«Coluche!»

Voilà ce qui ressort à la lecture de *#BEAT*, abécédaire où il est essentiellement question d'humain. «Mais parce que c'est la base, hein? La musique juste pour le chèque, je ne sais pas faire [il a même refusé une proposition de Mick Jagger car il ne sentait pas le projet, ndlr]. Le lien est juste musical au départ, mais il se développe ensuite pour devenir un partage. Ma plus grande fierté, au-delà du régal d'avoir rencontré ces grands artistes, c'est l'amitié et le rapport privilégié que j'ai gardés avec plusieurs d'entre eux. D'avoir fait plein d'albums qui ont doublement compté pour moi: musicalement, puis humainement», détaille-t-il.

Au point que ce n'est pas un musicien qui sort en premier de son chapeau, quand on lui demande le podium spontané de ses histoires les plus marquantes. «Coluche! Un être humain à part. Il m'a accueilli dans sa famille, généreux, à l'écoute. Il m'a certes marqué moi, mais aussi tout le pays.» Suivront Pascal Obispo, un dingue de musique et producteur méticuleux très éloigné de son image publique un peu glacée, et surtout son grand ami Michel Jonasz: «Je suis encore avec lui, je partage plein de choses hors musique, on forme une même famille. Et puis au-delà de ses compositions, vous avez vu la puissance et la profondeur de ses mots? On s'en rend de plus en plus compte au fil des années.»

Point commun à tous ces grands noms: une forme d'humilité, et même de bienveillance, pas forcément universelle. «Parce que ça peut arriver à tout le monde de prendre un peu la grosse tête: on est sollicités, félicités, et comme la reconnaissance se fait du jour au lendemain dans la variété et la musique mainstream, hop, ça gonfle. Mais tous les vrais grands ont cette forme de bienveillance, presque excessive, même. Une gentillesse absolue, un abord extrêmement aisé, ça m'a tellement aidé tout au début», apprécie-t-il.

Un dernier clin d'œil, peut-être? Alors, va pour le plus grand de tous: Christian Vander, fondateur de Magma, objet d'un culte jamais démenti. «Il est dans le top 10 des batteurs de l'histoire, et on n'a pas assez parlé de cet immense artiste. J'ai essayé sa batterie une fois, je n'ai pas pu en sortir un son tellement les peaux étaient réglées bizarrement! Il frappe comme un dingue, il a une puissance, c'est renversant. C'est un garçon assez particulier, certes, mais il est énorme, avec une écriture musicale et rythmique très à part.»

Ce qui frappe dans notre conversation à entrées multiples, c'est son humilité à lui, aussi. Il parle de travailler dur, plutôt que de surfer sur un prétendu don. Jure qu'il se trouve devant un gouffre avant chaque projet, car il est tout sauf certain de pouvoir donner ce qu'on attend de lui. Et il assure que le *beat* est accessible à tous: «Ce n'est pas comme l'oreille absolue: celle-là, on naît avec ou pas. Le *beat*, c'est le battement, et on a tous une pulsation qu'on respecte même sans le savoir. N'importe qui peut y arriver, regardez les enfants: dès qu'on met une musique, ils se mettent à battre la mesure comme un réflexe, ça veut bien dire que le *beat* est là. On a essayé de s'en défaire en composant des musiques contemporaines, que je trouve super intéressantes, mais on se rend compte qu'on est très attaché à lui. Dans la soul, le jazz, la pop, les musiques urbaines, il y a toujours un *beat* qui interagit avec le cœur de l'être humain, sans avoir besoin de le comprendre.»

«Je me balade sur la planète»

Drôle de parcours pour cet homme-là, tout de même. Un souffle au cœur à l'enfance l'avait contraint à l'immobilité et des séjours en sanatorium, et à une forme de solitude non désirée. Puis il a eu la chance, dit-il, d'avoir un professeur de danse enseignant aussi le piano, pour lui permettre de basculer dans l'univers de la musique. Et puis la chance, encore, d'être né au bon moment, il l'affirme lui-même là aussi, en égrenant: «Tous ces festivals, ces grands groupes que j'ai pu croiser, avec qui j'ai travaillé: Joni Mitchell, Tracy Chapman, Tears for Fears, les Capitol Studios…»

«Je me balade sur la planète, comme d'hab», raconte-t-il dans un sourire quand on s'enquiert de son agenda. Des concerts, des tournées, mais aussi une vraie réflexion sur les années à venir: «Ça fait très longtemps que je veux monter une école dédiée à la seule batterie, une sorte de *drums institute*. Pour la transmission: il faudrait un grand lieu d'espaces et d'échanges. C'est formidable la théorie, mais il faut des choses en plus des cours.» Pour rendre et donner, une fois de plus. Et si l'enfer, c'était l'absence des autres, finalement? ▬

Un jour, une idée

Divagations musicales pour les familles


(FREDERIC LAVERRIERE)

FRANCESCA SERRA

A Genève, la 13e édition des Athénéennes propose des œuvres jazz, classiques et électros avec, comme fil rouge, l'hymne à la nature ou à la maternité. S'étalant jusqu'au 8 juin, la programmation vise également le jeune public avec deux concerts dédiés aux familles le dimanche 2 juin.

Le matin à 11h un concert de jeunes pousses du Conservatoire de musique de Genève verra une dizaine de (parfois très) jeunes pianistes interpréter un répertoire qui rend honneur à de nombreuses compositrices. On citera en passant Mel Bonis, dont l'œuvre prolifique et variée allant des pièces légères jusqu'aux cantiques mystiques connaît un magnifique regain d'intérêt récemment, mais aussi une figure contemporaine telle que Lera Auerbach, artiste russe touchant également à la littérature et à la poésie.

Précédé par un goûter offert par le festival dès 16h, un ciné-concert de l'Orchestre de chambre de Genève aura lieu à l'Alhambra, magnifique salle pouvant accueillir 700 personnes, ayant la particularité d'avoir été conçue pour accueillir spectacles et cinéma. Le cadre idéal pour voyager dans le temps grâce aux *Silly Symphonies*, chapelet de courts métrages d'animation produits par Walt Disney entre 1929 et 1939. Certains lui ont valu l'Oscar du meilleur court métrage d'animation durant huit années consécutives à partir de 1932, avec *Des Arbres et des fleurs* évoquant le réveil de la nature au printemps et ouvrant ce ciné-concert.

Nous remontons presque un siècle dans le temps, jusqu'au début de la bande sonore synchronisée, à une période où l'avancée technique permet d'ailleurs aussi de mélanger les genres et les publics, d'associer mouvement et musique, mais aussi populaire et savant, avec des citations d'œuvres de musique classique – mentionnons comme exemple l'ouverture de *Guillaume Tell* de Rossini dans *Le Vilain Petit Canard*.

Le chef d'orchestre Dimitri Soudoplatoff, qui a adapté la musique pour une formation de musique de chambre, un petit ensemble jazz et un trio de chanteuses, promet un dernier numéro surprise… ▬

Les Athénéennes. Dimanche 2 juin, concert des jeunes pousses à 11h au temple de la Madeleine (gratuit pour les moins de 20 ans) et ciné-concert de l'OCG à 17h à l'Alhambra, Genève. www.lesatheneennes.ch